



BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

MACHIAVEL

# LE PRINCE

TRADUCTION NOUVELLE

PARIS

LIBRAIRIE DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

2, RUE DE VALOIS, PALAIS-ROYAL, 2

25 centimes

40 CENTIMES RENDU FRANCO DANS TOUTE LA FRANCE.

6<sup>me</sup> édition — 1872.



12u

6e

LE PRINCE

LE PRINCE

LE PRINCE

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

COLLECTION DES MEILLEURS AUTEURS ANCIENS ET MODERNES

---

# LE PRINCE

DE

NICOLAS MACHIAVEL

NOUVELLE TRADUCTION

PRÉCÉDÉE DE QUELQUES NOTES SUR L'AUTEUR

PAR

C. FERRARI

---

REPRODUCTION INTERDITE

---

PARIS

LIBRAIRIE DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

2, RUE DE VALOIS, PALAIS-ROYAL, 2

---

1873

Tous droits réservés

LIBRAIRIE NATIONALE

CONSTITUÉE PAR LA LOI DU 16 OCTOBRE 1795

# LE PRINCE

NICOLAS MACHUVEL

TRADUCTION

DE M. DE LAUNAY

114

114

REPRODUCTION INTERDITE

PARIS

LIBRAIRIE DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

2, RUE DE VAUX, PALAIS-ROYAL 2

1873

Tous droits réservés

Les éditeurs de la *Bibliothèque nationale* ont cru nécessaire de mettre sous les yeux du lecteur la lettre suivante, adressée à l'un d'eux ; elle sera la justification des sentiments qui les ont guidés lorsqu'ils ont résolu de remettre au jour l'œuvre capitale, et si controversée, de Machiavel. — En s'adressant à un publiciste de talent, auquel les deux langues sont familières, les éditeurs croient avoir agi dans l'intérêt bien entendu du public ; ils osent se flatter que le but cherché a été cette fois sérieusement atteint.

Mon cher monsieur DAVID,

Vous avez bien voulu avoir mon avis sur le mérite réel des quelques traductions françaises du *Prince* de Machiavel, depuis celle publiée en 1741 à La Haye, par Van Duren, jusqu'à celle qui a été éditée, il y a deux ans, sans nom de traducteur, à Paris. Hélas ! il m'a semblé que tous les traducteurs s'étaient plus ou moins écartés de l'original, et qu'ils s'étaient plutôt préoccupés de faire une œuvre littéraire que de rendre le sens véritable du texte italien.

Peu à peu, et sans presque y songer, j'ai été amené à essayer moi-même un travail dans lequel plusieurs de vos compatriotes me paraissaient avoir échoué. Naturellement ma tra-

duction doit laisser beaucoup à désirer au point de vue de l'élégance française, mais je me flatte d'avoir rendu la vraie pensée du secrétaire florentin.

C'était de l'audace de ma part ; mais je me trouvais si heureux, si fier de pouvoir donner aux braves et intelligents typographes qui ont entrepris cette précieuse publication de la *Bibliothèque nationale* une marque d'amitié et de l'intérêt que je prends à leur œuvre, que j'ai imposé silence à mes scrupules. Je vous livre donc sans arrière-pensée, sans aucun sentiment d'amour-propre, mon travail tel qu'il est. Puisse-t-il payer une partie de la dette que j'ai contractée vis-à-vis de cette France qui a été si hospitalière pour moi, et où j'ai trouvé tant d'encouragements sincères, tant d'amitiés dévouées!

Il m'a semblé, en outre, que ce livre du *Prince* avait besoin de quelques commentaires simples et consciencieux pour être justement apprécié par les classes populaires auxquelles vous vous adressez. Entre les calomnies haineuses et les éloges exagérés dont l'œuvre de Machiavel a été l'objet, il y avait une voie encore inexplorée : celle de rendre au *Prince* sa véritable signification et d'en montrer la portée à une époque où l'Italie, menacée d'être absorbée par le pouvoir temporel ou par le césarisme étranger, faisait d'héroïques efforts pour conserver son indépendance.

L'histoire contemporaine aurait pu me démontrer l'élévation philosophique et politique de ce livre, si la nature de votre publication m'avait permis de l'interroger ; j'ai dû m'en tenir aux faits accomplis à l'époque où le *Prince* a paru ; c'est assez, je crois, pour comprendre qu'il renferme autre chose qu'une leçon de tyrannie ou qu'une condamnation du principe d'autorité.

Agréé, mon cher monsieur, l'expression de mes sentiments bien distingués.

Votre tout dévoué,

C. FERRARI

Paris, février 1865.

L'histoire contemporaine est un sujet de  
 premier ordre pour l'enseignement de l'histoire  
 et de l'éducation civique. Elle permet de  
 faire connaître les événements qui ont marqué  
 notre pays et de comprendre les causes et  
 les conséquences de ces événements. Elle  
 contribue à la formation d'un citoyen  
 éclairé et responsable.

L'enseignement de l'histoire et de l'éducation  
 civique doit être basé sur des faits  
 précis et vérifiés. Il doit permettre  
 de développer l'esprit critique et  
 l'aptitude à l'analyse. Il doit aussi  
 favoriser le dialogue et le respect  
 des opinions différentes.

# MACHIAVEL ET SON ŒUVRE

---

Le touriste qui visite, à Florence, l'église de Santa-Croce, — ce Panthéon des grands Italiens — est vivement frappé par un tombeau modeste en même temps que grandiose, aux lignes gracieuses et sévères, qui se trouve à côté de celui de Michel-Ange. Sur la pierre tumulaire on lit ces mots si simples et solennels :

TANTO NOMINI NULLUM PAR ELOGIUM

NICOLAUS MACHIAVELLI

OBIT ANNO A. P. V. MDXXVII (1)

Jamais la tombe n'a dit une plus grande vérité. La mort, qui nivelle les réputations et qui

(1) Aucun éloge ne saurait atteindre la grandeur de ce nom : Nicolas Machiavel; il mourut en l'année 1527.

donne une grande indépendance aux jugements de l'histoire, a rendu au Secrétaire florentin tout l'éclat dont sa vie avait été si digne, à lui dont l'existence travaillée, douloureusement pénible, mais souverainement vertueuse, avait été à peine connue de ses contemporains.

Car ce n'est pas seulement un homme d'État, un maître en politique, que Machiavel : son nom représente tout un système violent, mais vrai, allant droit au but, sans s'occuper des moyens, mais au bout duquel il y a la gloire pour les souverains et le bien-être pour les peuples. Les colères de ses ennemis posthumes, l'enthousiasme de quelques admirateurs ont même donné à la raison d'État, dont il avait été l'historien, le nom de *machiavélisme*, mot exécrable pour les jésuites, pour Frédéric le Grand, pour Voltaire, pour le cardinal Réginald Polo (qui aurait jamais cru à la possibilité d'un tel rapprochement?) pour Gentillet, pour Possevin ; mot honnête, élogieux même pour Bacon, pour Vignefort, pour Rousseau, pour Alfieri et pour tant d'autres. Ce mot a pris place désormais dans tous les dictionnaires, et, avouons-le, dans le sens d'une politique déloyale. La philologie nous offre du reste nombre de ces contradictions ; c'est ainsi sans doute que les Latins appelaient *lucus* un fourré où ne pénétrait pas la lumière, du mot *lucere*, luire.

Nous n'avons pas l'intention de faire ici le panégyrique de l'œuvre de Machiavel, et encore moins de l'étudier ; l'espace nous ferait défaut, et notre examen n'ajouterait rien à la renommée d'un écrivain auquel la postérité a fini par rendre justice. Depuis le quinzième siècle l'histoire nous a offert maintes fois la preuve que la politique conseillée par Machiavel à son prince nouveau était, sinon la plus loyale, au moins la seule qu'on pût appliquer avec succès ; et quoique nous ne soyons pas de ceux qui applaudissent le succès, et qu'au contraire on nous rencontre assez souvent dans les rangs des vaincus, nous ne pouvons pas refuser notre hommage à une science dont l'application, une fois admis le fait de l'usurpation et de la conquête, manque rarement son but.

Entre les niaiseries débitées contre Machiavel par le père Lucchegini, les insultes prodiguées au *Prince* par l'auteur de l'*Anti-Machiavel* et les éloges exagérés dont il a été comblé par Danton, il est inutile d'établir un rapprochement ; nous aimons Machiavel comme l'aimaient Juste Lipsius et Macaulay, et comme M. d'Artaud, nous ne lui ménagerons pas au besoin les critiques.

Avant de chercher la pensée intime du *Prince*, il nous paraît nécessaire d'esquisser à grands traits la vie de Machiavel et la physionomie de son époque. L'histoire a été en tout temps

la *maîtresse de la vie*, et c'est à elle que nous demanderons la clef d'un livre si vivement controversé.

I

L'histoire du quinzième et du seizième siècles en Italie est une histoire de deuil et de honte. L'esprit démocratique, qui avait produit tant de faits et d'œuvres admirables dans la république florentine, laissait la place à l'esprit tyrannique des gouvernements personnels, qui, aidés par le Vatican, ne connaissaient plus de bornes à leurs déportements. A Rome trônaient Alexandre VI, Jules II et Léon X; leurs séides, les Borgia et les Médicis couvraient de crimes la péninsule; l'Italie était douloureusement courue par les Français, les Espagnols et les Allemands: c'était le terrain sur lequel se vidaient, dans de sanglantes batailles, toutes les querelles de la vieille Europe. D'un côté nous avons les splendeurs de l'art, les succès de la littérature, le progrès de la science; de l'autre côté nous voyons l'affaissement national, les guerres civiles, la servitude étrangère, la corruption des mœurs: le patriotisme enfante les Ferruccio,

les Doria, les Colonna, les Trivulzio; la tyrannie engendre Rodrigue Lenzuoli, César Borgia et Alexandre Médicis.

Les armes avaient été arrachées des mains du peuple, et confiées à des mercenaires : aucun Etat italien ne possédait une armée à lui : on louait des troupes qui tantôt défendaient Venise, tantôt Milan, tantôt Florence, et plus souvent le pape. Un certain équilibre paraissait établi entre les divers Etats de la péninsule, mais tous étaient incapables de résister à une invasion étrangère.

Les Vénitiens possédaient la moitié de la Lombardie ; mais lorsque les ducs de Milan voulaient arrêter le développement de la république sérénissime, ils devaient faire appel tour à tour à la France et aux soldats de l'Helvétie. Le patrimoine pontifical s'était considérablement arrondi, par des moyens souvent honteux, toujours injustes : Naples était disputé entre la France et l'Espagne. Charles VIII et Louis XII, battus à diverses reprises par Alphonse d'Aragon et par Ferdinand le Catholique, avaient été moins malheureux en Lombardie ; tantôt flattés, tantôt trahis par la cour de Rome, les Français ne pouvaient avoir en Italie qu'une domination éphémère. Alexandre VI se sert des armes spirituelles et temporelles pour constituer un royaume à son fils : le poison, le poignard, la prison sont pour lui autant de moyens pour trouver de l'argent,

ce nerf de la guerre. Jules II, après avoir appelé en Italie les Allemands, les Français et les Espagnols, afin de détruire la république vénitienne, se tourne contre ses alliés et jette ce cri, alors ridicule : *Hors les barbares!* Maximilien I<sup>er</sup> et François I<sup>er</sup> font d'irréparables blessures à la nation italienne. L'empereur d'Allemagne prend d'assaut la ville éternelle et la livre au pillage ; Clément II lui pardonne et le bénit, à la condition qu'il accordera le titre de *prince* aux Médicis.

Les forces de l'Italie s'usent en des combats inutiles : ce sont les cours d'Allemagne et de France qui disposent des principautés italiennes ; ce sont les papes qui s'attribuent la suzeraineté de toutes les provinces ; ils vont même plus loin, car Alexandre VI donne de sa propre autorité à Ferdinand et à Isabelle de Castille tous les pays transatlantiques que va découvrir Christophe Colomb.

Époque honteuse, où l'on voit un pape s'allier avec Bajazet, l'empereur des Turcs, pour combattre la France, et où l'on voit le portrait de la Vanozza, cette concubine pontificale, placé en guise de vierge dans l'église de Santa-Maria-del-Popolo ; époque où l'on disait du souverain pontife :

Vendit Alexander claves, altaria, Christum  
Emerat ille prius, vendere jure potest :

et où Pontanus peignait par cette épigraphe la vie de la fille du pape :

Hoc tumulo dormit Lucretia nomine, sed re  
Thais, Alexandri filia, nupta, nurus.

époque où l'on faisait expier sur un bûcher, à Savonarole, sa noble indignation contre les crimes dont était souillé le Vatican, et son désir de rendre à Florence l'ancienne liberté.

Et pourtant c'était à cette même époque que l'Italie inscrivait dans ses fastes littéraires les noms de Machiavel, de Guichardin, de Nardi, de Segni, de Varchi, de Porzio, de Salviati ; que commençaient leurs chefs-d'œuvre poétiques l'Arioste, le Berni, le Trissin, le Tasse ; que Cristophe Colomb allait à la découverte d'un nouveau monde ; que Michel-Ange, Titien, Raphaël, le Corrège, Jules Romain et toute cette glorieuse cohorte de génies qui firent monter si haut le renom de l'art italien, peuplaient l'Italie de tant de merveilles.

C'est à cette époque, nous venons de le dire, que vécut Machiavel.

---

## II

Cet écrivain, si justement célèbre, était né et avait vécu au milieu des plus grands bouleversements politiques de Florence ; sa noble famille avait occupé les charges les plus élevées dans la république, et Nicolas Machiavel y était bientôt appelé à son tour : employé dans les négociations les plus difficiles, envoyé auprès des cours les plus illustres de son siècle, admis à contempler de près les foyers de tant d'agitations populaires, et à étudier, dans leur intimité, les princes les plus puissants de l'Europe, nourri aux fortes études de l'antiquité, il eut bientôt découvert le secret des monarches, qu'il devait plus tard dévoiler avec une franchise toute républicaine.

« Il fut nommé, dit M. C. Lacroix, secrétaire des dix magistrats de liberté et de paix, auxquels était confié le pouvoir exécutif dans le temps où la puissance des Médicis subissait une assez longue éclipse. L'Italie, continue cet honorable académicien, était alors désolée bien moins encore par les armes des Français, des Espagnols et des Allemands que par les crimes

du plus infâme et du plus scélérat des pontifes, par ceux de sa famille, par ceux des Sforza et par ceux des tyrans subalternes qui se hâtaient de jouir d'une usurpation momentanée; par les crimes, par les meurtres, et surtout par les empoisonnements, devenus la *dernière raison d'Etat.* »

C'est cette situation déplorable qui offrit à Machiavel les moyens d'expliquer tant de subites et fatales révolutions, car il avait toutes les qualités de l'historien en même temps que celles du philosophe politique.

Nommé, jeune encore, secrétaire de la république florentine, il a été envoyé en mission deux fois auprès de l'empereur d'Allemagne, quatre fois à la cour de France, deux fois à Rome, sans compter les nombreuses ambassades qu'il a eu à occuper auprès des diverses républiques ou principautés de l'Italie; on cite même une mission remplie par Machiavel dans le chapitre des moines de Carpi.

Ces voyages, son séjour dans les cours principales de l'Europe, les rapports qu'il put créer avec les hommes les plus éminents, furent pour Machiavel autant de moyens d'étudier la politique, de sonder les causes de la servitude de son pays. Comme Dante, il profita de son séjour à Paris pour aimer et admirer ces Français, si spirituels dans la vie privée, si braves sur le champ de bataille.

Et pourtant, il y avait une chose qu'il ne

pouvait pas aimer, même venant de la France. Machiavel était un ardent patriote, aux idées radicales; il adorait la liberté et l'indépendance presque autant que sa patrie. Or, il ne pouvait pas se résigner à cette protection onéreuse que Florence devait subir de la part de la France, lui qui ne souhaitait au futur roi d'Italie d'autres alliances que l'alliance française.

C'est qu'il voit approcher la fin de la république florentine : la corruption des mœurs et le luxe avaient miné la force de sa ville natale, qui avait tenu tête à tant de puissances : il ne cache donc pas ni ses colères, ni ses pressentiments; forcé de rapporter, au retour de ses missions, des conditions humiliantes pour sa patrie, de subir de trop lourdes contributions, il souleva contre lui la haine de ces magistrats, qui, incapables de résister aux forts, se vengeaient sur leurs collaborateurs. Après quatorze ans de services dévoués, il fut privé de tous ses emplois et chassé de sa patrie.

Il avait trop aimé son pays pour songer à thésauriser pendant qu'il était puissant : pur de mœurs, intègre, modeste dans ses goûts, une fois en exil, il se trouva dans la misère. Les émigrés, on le sait, ne songent qu'à la délivrance de leur patrie. Dante avait voulu appeler l'empereur pour abattre la république, Machiavel était resté républicain malgré l'exil, et, voyant les menées des Médicis pour s'em-

parer du pouvoir absolu dans Florence, il conspira contre les Médicis. Le cardinal, qui devait plus tard prendre le nom de Léon X, le fit arrêter, le jeta dans une prison et lui appliqua la torture : peine inutile ! La cruauté de ces persécuteurs fut vaincue par la fermeté du patient, et on dut le rendre à la liberté sans avoir obtenu un aveu.

L'âme toujours fière, le corps tellement brisé qu'il en souffrit pendant toute sa vie, éloigné de son pays natal, condamné à la pauvreté, à vivre dans la solitude, sans désespérer de l'avenir de l'Italie, il demeura convaincu que ce berceau de la liberté courait à sa perte. C'est pour cela qu'il prit la plume, et déversa dans des livres étonnants par la beauté du style et par l'élévation des idées, l'indignation dont son cœur débordait.

Il essaya du théâtre, et sa *Mandragora* fut un début des plus heureux, quoique le libertinage y étale tout son hideux réalisme : Machiavel avait marché sur les traces de Térence et de Ménandre, mais il les avait dépassés par la licence des tableaux ; et pourtant cette comédie, où l'obscénité côtoie l'esprit et la vigueur du pinceau, avait eu l'honneur d'être représentée sur un théâtre bâti expressément dans les appartements du pape.

Mais il rougit lui-même de son succès, et s'adonna à des travaux bien plus dignes de ses talents.

C'est alors que, dans sa retraite, à la campagne, il entreprit ses *Histoires Florentines*, le *Prince*, le *Discours sur l'Histoire de Tite-Live*, les *Dialogues sur l'art de la guerre*.

Dans tous ses travaux, une pensée seule le préoccupait, celle de voir tous les Etats divers de l'Italie réunis sous la puissance d'un seul prince, qui, à la tête d'une armée puissante et nationale, pût purger la péninsule de toute oppression étrangère. C'est l'idée de l'unité italienne qui reprenait le dessus. Déjà ébauchée par Dante, cette *utopie* trouvait un défenseur bien autrement habile. Pour réunir en un seul faisceau toutes les principautés italiennes, Dante n'avait trouvé qu'un seul moyen, celui de rétablir l'empire romain, et d'appeler à ce trône restauré, Henri d'Allemagne. Machiavel repoussa avec horreur ce projet : il lui fallait un prince italien, n'importe lequel, pourvu qu'il eût le courage et l'adresse nécessaires à une si grande entreprise : son idéal était donc César Borgia, le seul homme qui, malgré ses vices et ses cruautés, joignait à la bravoure militaire une immense habileté politique.

L'amour de la liberté et de l'indépendance de la patrie justifiait bien des choses aux yeux de Machiavel. « Lorsqu'il s'agit, dit-il, de délibérer sur le salut de la patrie, le citoyen ne doit être arrêté par aucune considération de justice et d'injustice, d'humanité ou de

cruauté, de honte ou de gloire. Le point essentiel qui doit l'emporter sur tous les autres, c'est d'assurer son indépendance et sa liberté (1). »

Le projet d'unifier l'Italie sous un seul sceptre avait un je ne sais quoi de si grandiose et utile, qu'il ne fallait pas lésiner sur les moyens d'exécution. Comme à une époque plus rapprochée, cette unification rencontrait des obstacles vraiment insurmontables : l'Italie étant loin d'offrir alors le moindre rapprochement politique. D'un côté, dominait l'aristocratie héréditaire, d'un autre côté, la démocratie. Ici, il y avait une principauté héréditaire; là, un pouvoir électif; on remarquait dans une province la féodalité avec un pouvoir absolu, et, dans une autre province, un féodalisme semblable à ceux de France et d'Espagne. Ce qui ajoutait encore à la singularité de la situation, c'était de voir les mêmes formes de gouvernement produire des effets différents dans les différents pays; l'aristocratie héréditaire qui faisait prospérer Venise soulevait des troubles continuels à Gênes; et, d'un autre côté, Milan, sous les Sforza, florissait par les beaux-arts, les lettres, la population, la richesse, tandis que les villes de la Romagne languissaient sous les princes qui les domi-

(1) *Discours sur Tite-Live*, liv. II, ch. xli.

naient (1). Par conséquent, c'était une entreprise des plus difficiles que celle de réunir toute l'Italie sous une seule domination, et on ne devait certes pas marchander les moyens à l'homme de cœur qui voulait la tenter.

C'est dans ce but que Machiavel écrivit son livre du *Prince*, et qu'il l'adressa à Laurent de Médicis, le prince qui, après Borgia, lui paraissait assez fort et assez intelligent pour réaliser un vœu de cette nature.

### III

Il est une règle de critique dont personne n'osera contester la valeur; c'est que, pour juger sainement un livre, il faut se reporter à l'époque où il a été écrit. Si l'on voulait passer au tamis de la science moderne les œuvres de Roger Bacon, d'Albert Magnus, de Vico, de Campanella, il faudrait convenir que c'étaient là des physiciens et des philosophes bien médiocres. Pour saisir toute la valeur intrinsèque de l'*Opus Majus*, du *De rerum natura*, de la *Science nouvelle*, de la *Cité du soleil*, il faut se

(1) A. Zambelli.

reporter à l'état de barbarie et d'ignorance dans lequel se trouvait alors l'Europe.

C'est ce que doit faire un lecteur impartial, lorsqu'il veut juger le *Prince*.

Au quinzième siècle les souverains de l'Europe avaient tous une politique cruelle, déloyale, personnelle; ils ne s'appuyaient que sur la violence; ils ne cherchaient que le succès. L'axiome dont s'emparèrent plus tard les jésuites — la fin justifie les moyens — était la règle fondamentale des monarchies: en France, loin d'avoir oublié la sombre politique de Louis XI, on en continuait les traditions, sans avoir les talents de ce grand monarque; en Espagne, la religion servait de masque à l'ambition immodérée, à l'injustice, à l'usurpation. Les empereurs d'Allemagne, en commençant par Charles-Quint, étaient autant de modèles de ruse, de fausseté, de violence. Ce que nous avons dit d'Alexandre VI et de Jules II suffit pour prouver que les papes ne croyaient pas incompatibles avec leur qualité de vicaires du Christ, les crimes les plus repoussants. A cette époque de larmes et de crimes, le prince, les exceptions en sont très rares, c'était un tyran hypocrite, un homme qui tâchait d'avoir, au lieu de la force du lion qui lui faisait ordinairement défaut, la ruse du renard.

Prétendre lutter avec des princes de cette nature, par la loyauté, la générosité et l'abnégation, c'était vouloir jouer le rôle de dupe. Le

défaut des vertus publiques ne pouvait être comblé que par des vices publics. L'homme qui aurait voulu avoir raison de ces princes, dompter cette république de Venise si cauteleuse, si implacable, si haineuse; mettre à la porte de Milan ces Sforza qui, à la bravoure du soldat joignaient l'impiété et la mauvaise foi; faire disparaître cet essaim de petits monarques, qui marchaient plus ou moins sur les traces du duc Valentin; mettre à la raison le pape, soit en le dépouillant de son domaine temporel, soit en s'en faisant un instrument de puissance; intervenir dans la lutte qui existait entre deux puissances étrangères à Naples, refaire les vêpres siciliennes à Palerme; cet homme, je dis, devait avoir, en outre d'une vaillance militaire à toute épreuve, la finesse politique, et toutes les mauvaises qualités qui formaient le succès des autres. De même qu'il serait puéril et stupide de désarmer en présence d'ennemis armés ou de voisins prêts à fondre sur nous, de même il serait absurde de prétendre vaincre sans se servir des moyens qui continuent la force des autres.

Machiavel, en écrivant autrement le manuel du futur roi d'Italie, aurait fait une œuvre inutile, disons mieux, dangereuse à la patrie: ce n'est pas par la doctrine de Platon qu'on aurait pu réussir à constituer sous un seul sceptre l'Italie, mais par des moyens énergiques et violents. Il s'est fondé aujourd'hui

une école politique dont le but est d'accomplir la révolution par la douceur et la légalité; on écrit à ce sujet des pages splendides de suavité et de loyauté, mais nous défions n'importe qui de changer la face d'un Etat, d'accomplir une révolution par des moyens *platoniques*; or, dans un siècle où la violence était divinisée au Vatican, applaudie et pratiquée à Milan, à Venise, à Florence, partout, il ne pouvait venir dans l'idée à aucune personne sensée de triompher de la violence par la mansuétude, de la ruse par la franchise, de la trahison par la fidélité.

Machiavel était avant tout un homme pratique, et, comme il voulait sérieusement la régénération de l'Italie, il conseillait à son candidat les moyens qui seuls auraient pu réaliser son vœu.

« Beaucoup de monde s'est figuré, dit-il, des républiques et des principautés qu'on n'a jamais vues ni connues. Car il y a si loin de la manière dont on vit à celle dont on devrait vivre, que celui qui laisse ce qui se fait pour ce qui se devrait faire apprend à se ruiner plutôt qu'à se préserver, car il faut qu'un homme qui veut faire profession d'être tout à fait bon au milieu de tant d'autres qui ne le sont pas périsse tôt ou tard (1). »

Du reste, ce qu'on reproche sur ce point à

(1) *Prince*, chap. XV.

Machiavel a été plus tard réédité par des écrivains dont le nom fait autorité dans les affaires d'Etat. N'est-ce pas Martens qui a autorisé les diplomates à agir par la ruse et la déloyauté lorsqu'ils négocient avec des gens rusés et déloyaux (1) ? Montaigne lui-même n'admettait-il pas dans le souverain la nécessité de manquer à sa parole (2) ?

#### IV

La plus grande préoccupation de Machiavel, dans son rêve de l'unité italienne, était la formation d'une armée nationale. Il est prêt à tout sacrifier à ce grand principe de la défense organisée par les forces du pays. Il a vu ce qu'ont coûté à l'Italie les armées alliées et les troupes mercenaires. Les alliés ne durent que tant que dure la puissance ; au premier revers, ils vous quittent, si même ils ne passent pas à l'ennemi. Napoléon I<sup>er</sup> doit ses défaites à la mauvaise foi, à la lâcheté de ses alliés : ses soldats à lui, se sont fait hacher avec un hé-

(1) *Guide diplomatique.*

(2) *Essais.*

roïsme qui atteint les sublinités du martyr ; les alliés des princes italiens du seizième siècle n'ont fait que ravager l'Italie, l'écraser de contributions, lui enlever ses artistes et ses chefs-d'œuvre.

Mais s'il se méfiait des alliés, Machiavel avait un profond dédain pour les mercenaires : il rendait une éclatante justice au courage de ces soldats d'aventure ; il avait admiré le défi de Barletta, Jean de Médicis et ses bandes noires, les compagnies de Braccio, de Sforza et de tant de *condottieri* ; mais il ne savait pas assez stygmatiser ce marché de sang qui mettait au service de Florence contre Milan des hommes qui, quelques mois plus tard, allaient servir Milan contre Florence. La fidélité des mercenaires est en raison des gages qu'on leur donne ; et le mot funeste qui fit perdre à François I<sup>er</sup> la bataille de Pavie est dans le souvenir de tout le monde.

Cette milice, qui ne combattait que pour le gain et le butin, qui ne remportait jamais de batailles décisives, attendu que les mercenaires se ménageaient les uns les autres, était le fait des gouvernements qui, se voyant haïs par les populations, soldaient des étrangers pour écraser leurs sujets. Machiavel n'a su trouver d'autres motifs de cette plaie si fatale à l'Italie que *les péchés des princes*.

C'est pour cela que le secrétaire florentin ne se lassait jamais de conseiller l'organisation

d'une armée nationale ; c'est dans ce but qu'il écrivait ses *Dialogues sur l'art de la guerre*, où, parmi les conseils excellents qu'il donne à ses compatriotes, il leur dit que le salut de la patrie dépend d'une bonne armée. « Celui, dit-il, qui, parmi les princes italiens, entrera le premier dans ce système, pourra dominer le premier ce pays... L'Italie semble créée pour faire revivre les choses mortes, comme on l'a vu en ce qui concerne la poésie, la peinture et la sculpture... et il adviendra de nous ce qu'advint du royaume des Macédoniens sous Philippe et son fils. »

Ce livre de l'art de la guerre a été justement remarqué, parce qu'on y voyait l'expression du pur patriotisme. Il n'a été donné qu'à lui seul, dit M. Lacretelle, d'exprimer des vues nettes, profondes et souvent neuves sur un art si difficile, sans l'avoir exercé. Il cédait alors à la pensée généreuse dont on le voit pénétré, celle d'apprendre à l'Italie à recouvrer et à défendre son indépendance. C'est avec une indignation patriotique et avec toute la hauteur de l'homme d'Etat, qu'il s'élève contre les troupes mercenaires et ces lâches condottieri que les républiques de Venise, de Gênes, de Florence, de Pise et de Sienne avaient prises à leur solde, et qui ne livraient guère que des combats simulés. Il semble s'enivrer du feu de Démosthène pour repousser ce triste supplément au courage, sans lequel il n'y a plus

de vie pour les républiques. On voit combien Machiavel a profité à la lecture de Xénophon, de Polybe et de César. Ce qui a le plus contribué à la haute réputation dont jouit ce livre, c'est qu'on y voit indiquée assez clairement la formation du bataillon carré, devenu aujourd'hui l'une des plus puissantes ressources de l'art militaire.

Ce que dit Machiavel des troupes nationales pouvait sembler une utopie à une époque où toutes les puissances, même les plus redoutées, les dédaignaient; mais il n'en est pas moins vrai qu'elles sont indispensables à un pays qui veut défendre son indépendance et constituer son unité; les éléments pour organiser une telle force étaient loin de manquer alors en Italie, et on n'a qu'à lire les chapitres 12 et dernier du *Prince* pour s'en persuader. Heureux pays s'il avait plus tôt écouté ce conseil, et si, en réunissant en un seul faisceau ces vaillants enfants qui allaient aider de leur sang la jalousie et l'ambition des princes et des républiques, il avait suivi l'exemple de ses puissants voisins!

---

V

Chose étrange! Le *Prince*, qui a suscité tant de colères a été à peine remarqué lors de son apparition. Dédié à Laurent de Médicis, surnommé le Magnifique, ce livre fut publié avec l'approbation du pape (1). Ce n'est que lors de la séparation de l'Angleterre d'avec la religion catholique que le cardinal Polo (1555), en invoquant les foudres du Vatican contre la religion anglicane, jette, comme une dernière imprécation à Henri VIII, le nom de Machiavel; l'inquisition s'empare alors des livres du

(1) Cinq ans après la mort de Machiavel, le typographe Bernard Giunta, en dédiant le *Prince* à monseigneur Jean Gaddi, le pria de défendre ce livre « de ceux qui le déchiraient sans cesse à cause de son sujet, ignorant que les maîtres qui enseignent les herbes et les médicaments enseignent en même temps les poisons, dans le seul but de nous prémunir contre eux en nous les montrant; et ils ne s'aperçoivent pas qu'il n'y a ni art ni science dont les méchants ne sachent abuser. » C'est dans le même sens que s'exprimait Blaise Bonaccorsi en adressant un exemplaire du *Prince* à Pandulpe Bellaccio.

secrétaire florentin et les désigne à la congrégation de l'*Index* ; Paul IV prononce la proscription du *Prince* ; Osorio l'attaque, dit mon honorable homonyme, M. J. Ferrari, pour défendre la noblesse chrétienne ; Bosio, pour faire l'apologie de la restauration pontificale ; Possevin s'indigne qu'on prétende expliquer Moïse par la politique, il explique Moïse, l'Eglise et même Charlemagne et Charles-Quint par les miracles. Ribaneyra oppose à Machiavel l'apologie du prince catholique ; il veut que Philippe II imite Ferdinand II, qui brûlait lui-même les hérétiques ; il lui conseille d'imiter Ferdinand IV, qui exterminait les hérétiques, les Maures et les juifs. L'aveugle effort contre Machiavel ne fait que propager ce nom qu'on proscrit ; l'obscurantisme s'exaspère contre la résistance croissante qu'opposent les livres d'un mort ; les jésuites d'Ingolstadt brûlent Machiavel en effigie. Partout, où le protestantisme s'insurge contre cette restauration qui avait triomphé en Italie, c'est l'art de feindre, de se rebeller, d'écraser que l'on signale comme le principe unique des succès de la réformation. Pour certains catholiques, Machiavel remplace Luther et toute la foi de l'Allemagne (1).

On voit qu'au fond toute cette avalanche d'injures que les ultramontains déversaient

(1) *Machiavel, juge des révolutions.*

sur la mémoire de Machiavel n'était que l'expression de colères d'autant plus violentes qu'elles se sentaient, pour le moment, impuissantes. En prétendant que le protestantisme se trouvait en germe dans le *Prince*, les jésuites justifiaient Machiavel aux yeux de la postérité.

Que lui reprochait-on enfin ? D'avoir donné au futur unificateur de l'Italie des leçons de despotisme, de mauvaise foi, de tyrannie, d'irréligion.

Nous avons déjà montré, pièces en main, qu'au moment où Machiavel écrivait son livre, l'Italie était au pouvoir de princes ou de républicains qui avaient érigé l'usurpation, la violence et la fraude en raison d'Etat. Il en était de même dans le reste de l'Europe.

Ferdinand le Catholique était l'homme le plus faux et le plus perfide de son époque; il se vantait lui-même d'avoir trompé plus de dix fois Louis XII de France. Son général, le célèbre Consalvo, jurait sur l'hostie consacrée que le duc de Calabre n'avait rien à craindre en allant en Espagne, et ce malheureux y était jeté au fond d'un cachot; Richard III a été le plus grand empoisonneur de son siècle; Hallam disait de Louis XI que, « s'il n'avait pas inventé, certes, il était le meilleur cultivateur des fraudes; » les Suisses trahissaient Ludovic le More sur le champ de bataille. Nous pourrions multiplier les exemples à l'in-

fini, car malheureusement pour l'humanité les fastes des crimes politiques sont plus nombreux que ceux des vertus d'Etat.

Ce n'est donc pas aux leçons de Machiavel qu'il faut attribuer la dépravation publique ; il n'en a été que l'historien sévère ; quant à lui, si, forcé par la nécessité, il a dû façonner l'idéal de son prince de manière à ce qu'il pût lutter avec succès contre ses antagonistes, ses sympathies étaient pour le bien.

En même temps qu'il prémunissait le prince nouveau contre les dangers de la confiance et de la loyauté lorsqu'on se trouve au milieu de gens méfiants et déloyaux, il n'hésite pas à lui proposer l'exemple de Marc-Aurèle, ce modèle de justice, d'humanité et de vertu ; il dit (1) : « Il est sans doute très louable aux princes de tenir leurs engagements, » et il ajoute : « Il faudrait être bon si tous les hommes étaient bons ; mais, comme ils sont tous méchants et toujours prêts à manquer à leur parole, tu ne te dois pas piquer d'être plus fidèle à la tienne. » Ce n'est donc pas par désir de forfaire, mais par nécessité, que Machiavel cite des mauvais conseils, et il le dit expressément ; car tantôt il déclare « qu'il ne faut pas désertier le bien quand on peut y rester, » et « que la méchanceté du monde empêchait seule de faire le bien, » tantôt « que ce

(1) *Prince*, ch. XVIII.

serait une chose très louable que d'être bon, »  
et « qu'il faut éviter tous les vices. »

Les conseils donnés par Machiavel à un prince nouveau auraient dû d'autant moins scandaliser les jésuites, que la Bible, ce livre qui, au seizième siècle, était une espèce de Code général, les avait donnés avant lui : jamais le parjure, la trahison, les massacres, la ruse n'ont reçu de plus puissant encouragement que dans les livres sacrés, où l'historien, inspiré d'en haut, ne prend pas même la peine de blâmer le crime, ou de faire des réserves, lorsque le crime est couronné par le succès.

Il y a eu, du reste, une école qui compte des prosélytes de nos jours encore, et qui établit une grande différence entre l'individu et l'État en matière de moralité (1). L'individu doit tout sacrifier à la vertu ; l'État doit tout sacrifier, même la vertu à sa conservation : lorsqu'elle verse dans des dangers extrêmes, il faut sauver la société à n'importe quel prix, et promptement, de même qu'il faut jeter les biens et une partie des hommes à la mer pour sauver son navire. *Le salut des peuples, c'est la loi suprême*, disait la sagesse des anciens ;

(1) Montaigne, dont l'honnêteté est au-dessus de tout reproche, n'a-t-il pas dit que si la gravité des circonstances et les besoins de l'État l'exigent, le souverain peut faillir à sa promesse, et considérer cela comme un effet de la volonté divine ?

et, comme on doit, sauver les individus malgré eux-mêmes, le salut de la société peut quelquefois légitimer même le crime.

« On ne peut pas appeler (dit Machiavel) vertu la trahison ou le manque de foi; mais s'il est permis de louer le mal, ce sont là des actes extraordinaires, qu'accuse le fait et excuse l'effet. »

Ces mots, que le secrétaire florentin répète à plusieurs reprises dans le *Prince* et dans les *Discours*, sont le cri d'une conscience qui se révolte contre ce qu'on devait appeler plus tard le machiavélisme.

## VI

C'est ainsi que, loin de faire de la tyrannie son idéal du gouvernement, Machiavel admire la France, où les parlements veillaient en même temps qu'à la liberté des sujets, à la sécurité de l'Etat (1), et la Suisse, dont les formes libérales sont déjà si remarquées (2), et les villes de l'Allemagne jouissant d'une

(1) Ch. XI

(2) Ch.

liberté très étendue (1) ; c'est dans ce but qu'il conseille au prince de chercher par-dessus tout le bien-être des sujets, d'encourager les arts et les sciences, de réprimer l'avarice et l'ambition de ses ministres. Il n'oublie aucun des moyens nécessaires à la dignité et à la prospérité des Etats, et s'il présente, à propos des affaires de guerre, l'exemple des rois ou des capitaines qui ont vaincu par n'importe quel moyen, lorsqu'il parle de l'administration intérieure, ce sont les souverains aimés et vertueux qu'il propose comme modèles.

Il est vrai qu'en voulant donner un chef à l'Italie unifiée, il se tourne d'abord vers César Borgia, dont la vie était souillée par tant de crimes. Mais dans le noble but qu'il s'était proposé, il fallait avant tout à Machiavel un homme habile, puissant et brave sur le champ de bataille. Malheureusement l'Italie ne possédait alors aucun prince assez ambitieux, assez heureux, assez adroit pour pouvoir mettre la main à une si grande entreprise avec des chances de succès. Tous les fondateurs de dynasties ont été plus ou moins violents, usurpateurs, despotes ou débauchés. L'essentiel, dans les moments suprêmes où une nation se constitue, c'est de trouver un homme capable. Sa mission une fois accomplie, le trône une

(1) Ch. x.

fois solidement fondé, l'ordre succède à la violence, peut-être aussi la liberté remplace l'arbitraire, et les vertus des héritiers font oublier les crimes du père. C'est de cette manière que l'Angleterre, la France, l'Espagne et l'Allemagne s'étaient constituées. Machiavel ne devait pas espérer que l'Italie pût échapper à ce qui paraissait alors une loi invariable et générale.

Certes, si nous jugeons Machiavel d'après les idées qui, bon gré mal gré, triomphent au dix-neuvième siècle, on ne saurait avoir assez de répulsion pour lui : la raison d'Etat cède peu à peu le pas à la justice, et la cause des princes ne peut plus être excusée par le succès, mais si bien par le droit. Et pourtant au moment où le peuple n'est plus un vain mot, où l'humanité a conquis sa prééminence, et où la guerre n'a plus lieu que pour redresser le droit, que pour protéger les opprimés, il est encore une école gouvernementale qui, tout en se faisant un devoir de blâmer Machiavel, s'approprie ses théories et les applique alors même que le salut d'un peuple n'est pas en jeu.

Au seizième siècle, le peuple était considéré comme un troupeau appartenant au plus fort destiné à satisfaire tous les caprices d'un gouvernement, et ne possédant aucun droit de se mêler dans ses affaires. Que l'on était loin des années glorieuses de cette république de Flo-

rence dont Dante avait chanté (1) les vertus primitives, et la concorde puissante ! La civilisation commençait pourtant à porter ses fruits : la nation italienne était fatiguée de son anarchie féodale, de ses guerres civiles et de cette foule de tyrans lilliputiens, dont l'existence ne se faisait sentir que par le désordre et le pillage. Il fallait démolir ces républiques, puisqu'elles avaient démoli la liberté ; il fallait renverser ces tyrans, puisqu'ils avaient renversé toutes les sages institutions. Un Hercule seul pouvait nettoyer ces nouvelles étables d'Augias. Cet Hercule se présentait à Machiavel sous les traits de César Borgia.

Nous avons flétri les vices et les infamies du fils d'Alexandre VI ; mais l'Italie tout entière ne ressentait pas assez d'horreur envers cet homme pour lui refuser son suffrage. Il était brave et adroit, nous l'avons déjà dit ; il y avait en lui un je ne sais quoi d'étonnant et de gigantesque même dans les vices, que la multitude en était vivement frappée. Guichardin, un des ennemis personnels du duc Valentin, disait qu'après la mort de ce prince, la Romagne était demeurée tranquille, connaissant par preuve combien il était plus tolérable d'obéir à un seul souverain puissant que de voir les villes soumises à des princes particuliers qui ne savaient pas les défendre au besoin ni leur

(1) *Paradis*, ch. xv.

faire du bien. Les habitants se rappelaient, ajoute cet historien, que par l'autorité et la grandeur de Borgia, par l'administration sincère de la justice, leur pays était resté tranquille; que, par ces moyens, il s'était accaparé la faveur des peuples ainsi que par les bienfaits prodigués à plusieurs d'entre eux; de sorte que ni l'exemple de ceux qui se révoltaient, ni le souvenir de leurs anciens seigneurs ne les détachaient du duc Valentin (1).

Sismondi, cet ardent républicain, disait de César Borgia qu'il connaissait tout ce qui pouvait former le bonheur de ses sujets; qu'il maintenait inviolablement la sûreté publique; qu'il protégeait ceux qui le méritaient, récompensant les soldats vaillants et accordant des pensions aux littérateurs (2).

Ses contemporains ont poussé si loin leur admiration pour le duc Valentin, qu'ils ont essayé même de le purger de ses crimes; ainsi ils expliquaient ses guet-apens, ses assassinats par les embûches qui lui étaient tendues et par les complots qu'avaient ourdis contre lui ses ennemis, et Dieu sait s'ils étaient nombreux! Nous ne sommes pas de si bonne composition, et, après avoir montré que ce Borgia était un monstre, un usurpateur effré-

(1) *Storia d'Italia.*

(2) *Histoire des républiques italiennes.*

né, nous nous bornons à ajouter qu'il n'était guère le pire des princes de son temps.

## VII

Non, Machiavel n'était pas partisan des tyrans ; il suffit, pour le prouver d'une manière irréfutable, de citer ici une des pages les plus éloquentes de ses *Discours sur Tite-Live*.

« De ceux qui vivent particuliers dans une république et que la fortune, le talent et le courage y élèvent au rang de princes, s'ils lisent l'histoire et s'ils font leur profit du tableau qu'elle présente, il n'en est point qui ne voulussent, étant hommes privés, ressembler plutôt à Scipion qu'à César, et être plutôt Agésilas, Timoléon et Dion que Nabis, Phalaris et Denys. Ils verraient en effet les premiers extrêmement admirés, tandis que les autres sont couverts de honte. Ils verraient Timoléon et Agésilas jouir dans leur patrie d'autant d'autorité que les Phalaris et les Denys, mais en jouir bien plus sûrement.

• Et que personne ne se laisse imposer par la gloire de ce César, que les écrivains ont tant célébré ; car ceux qui le louent sont des

juges corrompus par sa prospérité et effrayés d'une puissance continuée dans une famille qui ne leur permettait pas de s'exprimer librement. Veut-on savoir ce que ces écrivains en eussent dit s'ils eussent été libres? Qu'on lise ce qu'ils ont écrit de Catilina. César est d'autant plus digne d'exécration, que celui qui exécute est plus coupable que celui qui projette le mal. Qu'on voie aussi les éloges prodigués à Brutus. Ne pouvant flétrir le tyran à cause de sa puissance, ils célèbrent son ennemi. Depuis que Rome devint monarchique, que de louanges ne s'attirèrent pas les empereurs qui, respectant les lois, vécurent en bons princes, et que d'infamie rejaillit sur les mauvais!

\* Titus, Nerva, Trajan, Adrien, Antonin, Marc-Aurèle n'avaient besoin ni de gardes prétoriennes, ni de nombreuses légions pour les défendre. La douceur de leurs mœurs, la bienveillance du peuple, l'attachement du sénat, étaient leur ferme défenseur. Il verra que les Caligula, les Néron, les Vitellius et tant d'autres empereurs scélérats ne purent trouver dans toutes leurs armées orientales et occidentales une sauvegarde contre les ennemis que leur vie infâme et leurs mœurs mauvaises leur avaient suscités. Leur histoire, bien considérée, servirait de leçon pour chaque prince et lui montrerait le chemin de la gloire ou du blâme, celui de la sécurité ou de la crainte.

»... Mais ce qu'un prince pourrait apprendre en lisant cette histoire, ce serait à bien gouverner. Pourquoi les empereurs qui ont hérité de l'empire ont-ils été tous mauvais, excepté Titus ? Pourquoi tous ceux qui l'ont eu par adoption ont-ils été bons, témoin les cinq empereurs depuis Néron jusqu'à Marc-Aurèle ? Pourquoi enfin l'empire tombe-t-il en ruines au moment où il revient à des héritiers ? Qu'un prince jette donc les yeux sur les temps qui s'écoulent entre Néron et Marc-Aurèle, qu'il les compare à ceux qui les précédèrent et qui les suivirent, et qu'il choisisse ensuite l'époque à laquelle il eût voulu naître, et ceux auxquels il eût voulu commander.

» Car, sous les bons empereurs il verra un prince vivant dans la plus parfaite sécurité, au milieu de citoyens rassurés, la justice et la paix régnant dans le monde; il verra l'autorité du Sénat vénérée, la magistrature honorée, le citoyen opulent jouissant de ses richesses, la noblesse et la vertu considérées et partout le calme et le bonheur; il verra aussi toute animosité, toute licence, toute corruption, toute ambition éteintes; il verra cet âge d'or où chacun peut avoir son opinion et la soutenir; il verra enfin le monde triomphant, le prince respecté et couvert de gloire, et ses sujets l'aimer sans alarmes.

» Si, au contraire, il examine les règnes des autres empereurs, il les verra éprouvés par

la guerre, déchirés par les séditions, cruels autant en paix qu'en guerre; il verra des princes massacrés, la guerre civile et la guerre étrangère, l'Italie désolée par des calamités sans bornes, ses villes ruinées et saccagées. Il verra Rome en cendres, le Capitole détruit par ses habitants, les temples antiques profanés, les rites corrompus et l'adultère souiller toutes les villes. Il verra la mer couverte d'exilés, les écueils teints de sang. Il verra Rome se rendre coupable de tous les genres de cruautés; la noblesse, la richesse, les honneurs et par-dessus tout la vertu être imputés à crime. Il verra encourager et payer les accusateurs, des esclaves corrompus dépouiller leurs maîtres, des hommes libres s'élever contre leurs patrons, et ceux qui n'avaient pas d'ennemis être opprimés par leurs amis. Alors il apprendra à connaître les obligations que Rome, l'Italie et le monde doivent à César, et pourvu qu'il soit homme il s'éloignera en frémissant de toute imitation de cet ambitieux, et s'enflammera du désir d'imiter les bons princes. Un souverain vraiment jaloux de sa gloire devrait désirer de régner sur une ville corrompue, non comme César pour achever de la perdre, mais comme Romulus pour la réorganiser.... » (1).

Est-ce là le langage d'un professeur de des-

(1) *Discours sur Tive-Live*, livre I, ch. x.

potisme et de tyrannie? Est-ce bien là l'écrivain dont Bayle disait : « Les maximes de Machiavel sont très mauvaises; le public en est si persuadé que le machiavélisme et l'art de régner tyranniquement sont deux termes de même signification? » Lorsqu'on s'appelle Bayle, qu'on recourt au gros public dans un procès de cette nature, et qu'on juge sans écouter tout ce que dit le calomnié, on prête matière à ce même public de douter de l'excellence du *Dictionnaire historique et critique*, et alors on ne peut plus blâmer M. Cousin d'avoir dit que « Bayle est encore plus paradoxal que sceptique, comme il est plus érudit que penseur. »

## VIII

On a agité longtemps la question de savoir si Machiavel était favorable au pouvoir temporel, ou si, dans son idée fixe de l'unité italienne, il avait voulu faire disparaître le patrimoine de saint Pierre.

Le doute ne nous paraît guère possible. Si l'auteur du *Prince* avait été partisan de la royauté terrestre des papes, l'Eglise, mue par une colère tardive, n'aurait pas accablé de ses

anathèmes la mémoire de cet écrivain au moment où le protestantisme enlevait la moitié de l'Europe à sa domination spirituelle.

En dépit de la sympathie que Machiavel éprouve pour les Français, il leur en veut toujours de ce qu'ils avaient agrandi la puissance des papes (1); il est vrai qu'il consacre un chapitre entier de son *Prince* à la louange des principautés ecclésiastiques, mais on voit qu'il n'est pas sincère en cette occasion, tellement une ironie fine et spirituelle perce dans tout ce qu'il dit des papes-rois.

Ce qu'il pensait sérieusement de la cour de Rome et de la puissance temporelle des papes, nous le voyons dans ses *Discours*. « Si dans les commencements, dit-il, de la république chrétienne la religion se fût maintenue d'après les principes de son fondateur, les États et les républiques de la chrétienté seraient bien plus unis et bien plus heureux qu'ils ne le sont. On ne peut donner de plus forte preuve de sa décadence et de sa chute prochaine que de voir les peuples les plus voisins de l'Eglise romaine, qui en est le chef, d'autant moins religieux qu'ils en sont plus près. Quiconque examinera les principes sur lesquels elle est fondée, et combien l'usage et l'application qu'on en fait est changé, altéré, jugera que le

(1) *Prince*, ch. III.

moment n'est pas loin ou de sa chute ou des plus grands orages (1).

• Mais comme quelques personnes pensent que la prospérité de l'Italie tient à l'existence de l'Eglise de Rome, qu'il me soit permis d'apporter contre cette opinion quelques raisons, dont deux, entre autres, me paraissent sans réplique. Je soutiens d'abord que le mauvais exemple de cette cour a détruit en Italie tout sentiment de piété et de religion. De là, des dérèglements, des désordres à l'infini; car si, là où il y a de la religion, on suppose toutes les vertus, là où elle manque on doit supposer tous les vices. Ainsi donc, le premier service que nous ont rendu, à nous, Italiens, et l'Eglise et les prêtres, c'est de nous avoir privés de religion et dotés de tous les vices. Mais elle nous en a rendu un plus grand qui causera la ruine de l'Italie : c'est de l'avoir tenue et de la tenir toujours divisée.

• Un pays ne peut être véritablement uni et prospérer que lorsqu'il n'obéit qu'à une seule espèce de gouvernement, soit monarchie, soit république : telles sont la France et l'Espagne. Si le gouvernement de l'Italie entière n'est pas ainsi organisé, soit en république, soit en monarchie, c'est à l'Eglise seule que nous le

(1) Quelle prophétie ! Peu d'années après la mort de Machiavel, Luther et Henry VIII faisaient sortir du giron de l'Eglise l'Allemagne et l'Angleterre.

devons... Ainsi elle appela Charlemagne pour chasser les Lombards qui étaient déjà rois de toute l'Italie; ainsi, de notre temps, elle détruisit la puissance des Vénitiens avec l'aide de la France, et ensuite elle chassa les Français à l'aide des princes.

» L'Eglise n'ayant donc jamais été assez puissante pour s'emparer de toute l'Italie, et n'ayant pas permis à un autre de l'occuper, a été cause que ce pays n'a jamais pu être réuni sous un chef de gouvernement; il a été divisé entre plusieurs petits princes ou seigneurs. Telle est la cause et de sa désunion et de sa faiblesse, qui l'a conduite à être la proie, non-seulement des étrangers puissants, mais de quiconque a voulu l'attaquer.

» Or, tout cela, c'est à la cour de Rome que nous le devons. Pour s'en convaincre promptement par expérience, il faudrait être assez puissant pour envoyer la cour de Rome au milieu de la Suisse, habiter avec le peuple de l'Europe qui, pour la religion et la discipline militaire, a le plus conservé les anciennes traditions (1). »

Egaré par son amour pour l'unité italienne, Machiavel se serait résigné pourtant à réunir sous le sceptre des papes toute la Péninsule, de même que, s'adressant, pour accomplir son rêve, à deux princes, dont l'un était fils e'

(1) *Discours sur Tite-Live*, liv. III, ch. 12.

l'autre neveu de pape, il devait quelque peu flatter la cour de Rome. La politique du secrétaire florentin était variable suivant les circonstances, ce qui nous explique son enthousiasme pour César Borgia tant que ce dernier était puissant, et son amour pour Laurent le Magnifique à partir du jour où, le voyant appuyé par l'Eglise et solidement assis sur le trône de Florence, il pouvait espérer de le voir à la tête de l'Italie.

Cette politique, qui nous inspire une sincère répulsion, était la politique de son temps : les rois de France et les empereurs d'Allemagne flattaient et attaquaient tour à tour les papes, suivant les circonstances, et il nous serait facile de trouver de récents exemples pour prouver que la raison d'Etat, dont Machiavel s'était constitué le défenseur, a dominé et dominera longtemps après lui dans cette Europe pourtant si civilisée.

---

IX

Machiavel était-il républicain ou monarchique? Il a été l'un et l'autre, suivant les occasions ; lorsqu'il espère restaurer un gouvernement fort à Florence et en chasser les princes que les papes, ses ennemis personnels, y avaient installés, il est républicain ; mais, s'il voit qu'il n'y a guère de possibilité de relever le gonfalon florentin, et que la puissance de l'Italie n'est plus possible que par la monarchie, il se tourne du côté des princes. Quant aux véritables principes démocratiques, il ne les connaît pas ou il n'en tient aucun compte. Sa politique gouvernementale est d'une généralité désespérante ; il énonce des principes dont l'application a fait plus tard le plus grand honneur aux gouvernements, mais il ne les développe point : on dirait que la lumière se fait de temps à autre en lui malgré sa volonté.

Le seul principe auquel il est demeuré constamment fidèle, c'est celui de l'unité italienne. Plein des souvenirs glorieux de Rome païenne, il rougissait en voyant l'Italie, — cette *alma*

*mater*, — foulée aux pieds par tous les souverains de l'Europe, et devenue tributaire des autres nations, elle qui les avait jadis enchaînées à son char de triomphe. Le *Tu regere imperio populos* résonnait toujours à son oreille, et, dans cette ambition évidemment noble et généreuse, il aurait voulu évoquer du tombeau non-seulement César, mais Néron, à la condition qu'il fît table rase de toutes les éparses principautés italiennes, et qu'on vît réunie sous un seul sceptre la terre riante

Ch' Apennin parte e'l mar circonda e l'Alpe.

C'est cette idée fixe qui explique les exagérations de l'auteur du *Prince* : l'Italie moderne lui a pardonné ses erreurs, elle qui a adopté son drapeau.

C'est ce programme unitaire qui a soulevé contre Machiavel tous les ennemis de l'influence italienne, en même temps que tous les partisans de la fédération, parmi lesquels nous devons inscrire notre illustre homonyme, M. J. Ferrari. Et pourtant on ne peut pas, même dans les rangs ennemis, s'empêcher de rendre justice aux qualités éminentes de l'auteur du *Prince*. « La critique, dit M. J. Ferrari, nous fait découvrir chez Machiavel tout le génie de la renaissance et une grandeur très supérieure aux éloges prodigués par une

naïve admiration. En combattant pour l'Italie, Machiavel indiquait la route que les nations devaient parcourir. Nos révolutions se développent d'après les lois qu'il a fixées ; nos luttes sont gouvernées par ses théories ; nos hommes se trouvent jugés d'avance par les types qu'il propose. Cette renaissance politique qu'il souhaitait à l'Italie du seizième siècle n'est que la renaissance de 89 que l'Europe tout entière s'efforce de réaliser. Nous travaillons tous d'après le plan qu'il avait conçu : notre foi est chargée de réaliser ce progrès qu'il rêvait à travers la résurrection de l'antiquité gréco-romaine. Machiavel est plus qu'un homme, c'est un phénomène ; il marque toujours le but qu'il se propose ; il atteint toujours un but infiniment plus élevé, auquel il ne songe pas. Il veut défendre l'Italie et il échoue ; il oublie l'Europe, et il prélude involontairement à une révolution universelle. » (1)

Ces aveux sous la plume d'un adversaire sont précieux à recueillir.

Nous n'avons pas même besoin de relever l'accusation formulée contre Machiavel par de faibles esprits, prétendant que dans son œuvre du *Prince* il avait voulu, en républicain exalté, flétrir la royauté et condamner à jamais le prince d'autorité. Transformer le *Prince* en un livre d'ironie soutenue, c'est faire injure au

(1) *Machiavel juge des révolutions de notre temps.*

bon sens : Machiavel n'a été qu'historien : tant pis pour les princes dont il marquait de son fer rouge le front, s'ils méritaient cette flétrissure. Le secrétaire florentin n'a pas plus voulu déshonorer la monarchie, que ne l'a insultée Delavigne dans son *Louis XI*. S'il y a eu des trônes souillés de sang et de boue, la faute n'en est pas aux Tacite qui nous en ont transmis le tableau fidèle.

Machiavel n'a voulu que fortifier le principe d'autorité : il voulait un gouvernement ferme, inébranlable, pouvant par son armée résister aux attaques du dehors, en même temps qu'à l'intérieur il aurait imposé le respect et l'estime : c'est au contraire cette exagération du pouvoir absolu que nous ne savons approuver dans cet écrivain, dont le talent, doué d'une souplesse merveilleuse, a pu aborder les sujets les plus disparates, et les traiter d'une façon supérieure.

---

Machiavel est mort à Florence, dans sa cinquante-huitième année : la haine de la cour de Rome le poursuivit même dans le tombeau ; mais lorsque Léopold I<sup>er</sup>, appelé au grand-duché de Florence, entreprit l'œuvre de la régénération politique et littéraire de la Toscane, les cendres du secrétaire florentin, pieusement recueillies, ont été placées dans l'église de Santa Croce, dans un monument dont l'idée

appartient à un Anglais, qui a voulu ainsi protester contre les insultes du cardinal Polo.

C'est autour de cette tombe que planait la muse de Foscolo, le poète sévère de la liberté italienne, et que, tout en repoussant, comme nous faisons de grand cœur, les erreurs d'une politique que notre civilisation et les mœurs modernes condamnent, elle vénérât religieusement

Quel grande  
Che temprando lo scettro ai regnatori,  
Gli allor ne sfronda, ed alle genti svela  
Di che lagrime grondi e di che sangue.

**C. FERRARI.**



# LE PRINCE <sup>(1)</sup>

---

NICOLAS MACHIAVEL

AU MAGNIFIQUE

LAURENT DE MÉDICIS

---

Ceux qui veulent gagner les bonnes grâces d'un prince ont coutume de se présenter à lui assez souvent en lui offrant ce qu'ils ont de plus précieux chez eux, ou ce qu'il aime le plus; par conséquent on lui donne des chevaux, des armes, des draps d'or, des pierreries et d'autres ornements semblables, dignes de sa grandeur.

Désirant donc me présenter à votre magnificence avec quelque gage de mon obéissance, je n'ai rien trouvé chez moi, qui me fût plus cher, ou que j'estimasse le plus que la connaissance des actions des grands hommes; connaissance que j'ai acquise par une longue expérience dans les affaires modernes et par l'étude continuelle des anciennes; après avoir longuement pensé et examiné cette connaissance, maintenant que je l'ai réunie en un petit volume, je l'adresse à Votre Grandeur.

Quoique je croie cette œuvre indigne de vous être offerte, j'espère néanmoins que, par bonté, vous voudrez l'agréer; car je ne saurais vous offrir rien de

(1) Cette traduction a été faite sur l'édition italienne de M. Le Monnier; Florence, 1857.

plus grand que de vous mettre à même de comprendre en peu de temps tout ce que j'ai appris en tant d'années, et par tant de fatigues et de dangers.

Je n'ai embelli ni enrichi cet ouvrage de grandes phrases, de mots ampoulés et magnifiques, ni de n'importe quel enjolivement ou agrément extrinsèque, dont plusieurs écrivains se plaisent à parer leurs livres, parce que j'ai voulu le priver de tout embellissement et ne le rendre intéressant que par la vérité des arguments et la gravité du sujet.

Que l'on ne m'accuse pas de présomption si, étant un homme de condition infime, j'ose parler et régler les gouvernements des princes; car de même que ceux qui lèvent des plans se mettent en bas pour mieux apercevoir la nature de la montagne et des endroits élevés, ainsi qu'ils montent sur la cime des montagnes pour relever la forme des lieux bas, de même il faut être prince pour connaître la nature des peuples, et appartenir au peuple pour bien connaître celle des princes.

Que Votre Magnificence reçoive donc cette petite offrande d'aussi bon cœur que je la lui offre. Si vous la lisez et la méditez attentivement, vous y verrez mon désir extrême de vous voir parvenir à cette hauteur que la fortune et vos qualités vous promettent. Et si de votre position élevée vous regardez quelquefois en ces bas-lieux, vous verrez combien à tort je souffre la rude et continuelle persécution du destin.

---

# LE PRINCE

---

## CHAPITRE PREMIER

Combien il y a de sortes de souverainetés, et par quels moyens on peut les acquérir.

Tous les Etats et toutes les seigneuries qui ont eu et qui ont autorité sur les hommes ont été et sont des républiques ou des principautés. Les principautés sont, ou héréditaires, lorsque la même famille y règne depuis longtemps, ou nouvelles. Les nouvelles sont, ou toutes nouvelles, comme l'était celle de François Sforza à Milan, ou elles sont comme des membres annexés à l'Etat héréditaire du prince qui les acquiert, ainsi qu'est le royaume de Naples à l'égard du roi d'Espagne. Ces Etats ainsi acquis ont coutume ou d'être régis par un prince ou d'être libres; et on les acquiert par les armes d'autrui ou par les siennes, par le bonheur ou par la vertu.

---

## CHAPITRE II

### Des principautés héréditaires.

Je ne parlerai pas des républiques, dont j'ai traité ailleurs amplement (1). Je m'occuperai seulement des monarchies, et je discuterai les moyens par lesquels on peut gouverner et conserver ces Etats. Je dis donc qu'il est bien moins difficile de conserver des Etats héréditaires et habitués à vivre sous la même dynastie que des Etats nouvellement conquis, parce qu'il suffit de ne point s'écarter du système suivi par ses ancêtres et de s'accommoder ensuite aux temps. En sorte que si un prince est médiocrement habile, il se maintiendra toujours dans son Etat, à moins qu'il y ait une force extraordinaire et prépondérante qui l'en chasse; encore le recouvrera-t-il, au moindre malheur qui survienne à l'usurpateur. Nous avons en Italie l'exemple du duc de Ferrare (2), qui n'a résisté aux assauts des Vénitiens, en l'an 1484, et du pape Jules II, en 1510, que parce qu'il était établi depuis longtemps dans ce duché. Car, comme le prince naturel a moins d'occa-

(1) Dans ses *Discours sur Tite-Live*.

(2) Alphonse d'Este.

sions et de motifs d'offenser ses sujets, il s'ensuit qu'il est plus aimé; et si des vices extraordinaires ne le font point haïr, ils ont naturellement de l'affection pour lui, et le souvenir et les motifs des changements se perdent dans l'ancienneté non interrompue de la domination; car les changements laissent toujours un engrenage pour en faire de nouveaux.

---

### CHAPITRE III

#### Des principautés mixtes.

Mais les véritables difficultés se trouvent dans la principauté nouvelle. Si elle n'est pas tout nouvelle, mais semblable à un être qui peut s'appeler à peu près mixte, ses mutations naissent premièrement d'une difficulté, qui se rencontre naturellement dans toutes les nouvelles dominations; car les hommes changent volontiers de prince, dans l'espérance d'en trouver un meilleur. Cette espérance leur fait prendre les armes contre celui qui gouverne; sur quoi ils se trompent, car l'expérience leur apprend bientôt que leur si-

tuation a empiré. Cela dépend d'une autre nécessité naturelle et ordinaire, qui fait que le prince est toujours forcé d'offenser ses nouveaux sujets, soit en les opprimant par des gens de guerre soit par mille avanies qui sont la conséquence de toute acquisition nouvelle. D'où il arrive que tu as pour ennemis tous ceux que tu as blessés en occupant cette principauté, et que tu ne saurais conserver l'amitié de ceux qui t'y ont mis, faute de les pouvoir contenter en tout ce qu'ils attendaient de toi, ni de pouvoir user de moyens violents envers eux, à cause que tu es leur obligé; car quelque puissante que soit une armée, on a toujours besoin de la faveur des gens du pays pour entrer dans une province. C'est pour cela que Louis XII, roi de France, prit tout d'un coup Milan et le perdit de même, et il a suffi des forces seules de Ludovic (Sforza) pour l'en chasser la première fois, parce que ces peuples, qui lui avaient ouvert les portes, se trouvant frustrés dans leurs espérances et du bien dont ils s'étaient flattés, ne pouvaient supporter les tracasseries du nouveau prince. Il est bien vrai qu'un pays reconquis après une révolte se perd plus difficilement une seconde fois parce que le prince, profitant de la rébellion, hésite moins à pourvoir à sa sûreté par la punition des coupables, à surveiller les suspects et à fortifier les côtés faibles.

*De sorte* que si le duc Ludovic n'eut qu'à

faire du bruit sur les confins pour faire perdre uné première fois Milan à la France, il fallut liguer tout le monde contre elle et chasser ses armées de l'Italie pour le lui ôter une seconde fois. Et cela arriva par les raisons que je viens d'indiquer. Néanmoins elle l'a perdu une première et une seconde fois.

J'ai dit les raisons générales de cette perte, il nous reste maintenant à dire quels moyens restaient au roi de France, ou pourraient rester à un prince qui se trouverait en pareille situation pour mieux conserver sa conquête. Je dis donc que les Etats annexés à un Etat héréditaire de celui qui les acquiert, sont ou limitrophes et ont la même langue, ou n'en sont pas. Lorsqu'ils en sont, il est très facile de les garder, surtout s'ils n'étaient pas libres auparavant, car il n'y a qu'à exterminer la famille du prince qui les dominait; et du reste, pourvu que l'on conserve les anciennes conditions et qu'il n'y ait point de coutumes différentes, les hommes vivent paisiblement ensemble; ainsi qu'on l'a vu en Bourgogne, en Bretagne, en Gascogne et en Normandie, qui sont depuis si longtemps unies à la France. Et bien qu'elles aient un langage un peu différent, leurs mœurs sont semblables, et peuvent se concilier. Et quiconque, ayant acquis ces Etats, voudrait les conserver, devrait obtenir deux choses: l'une, l'extinction de toute la race de leur ancien prince; l'autre, de ne

point changer leurs lois ni augmenter leurs impôts; et de cette manière l'Etat conquis et l'Etat héréditaire feront bientôt un seul et même corps; mais lorsqu'on acquiert des Etats dans une province ayant la langue, les mœurs et l'organisation différentes, c'est là qu'on rencontre des difficultés, et qu'il faut beaucoup de bonheur et une grande habileté pour s'y maintenir. Et l'un des meilleurs et plus efficaces expédients serait, que celui qui les acquiert y allât demeurer. Cela rendrait la possession plus assurée et plus durable, témoin le Turc qui, en dépit de tous les moyens employés par lui, n'aurait jamais conservé la Grèce s'il n'était allé l'habiter. Car quand on est sur les lieux, on voit naître les désordres, et l'on y peut remédier au plus tôt, au lieu que n'y demeurant pas, on ne les connaît que lorsqu'ils sont si grands qu'il n'y a plus de remède. En outre, la province n'est pas pillée par les officiers, et les sujets sont heureux d'avoir la commodité de recourir promptement au prince, et par conséquent ils ont des raisons plus nombreuses de l'aimer, s'ils sont bons, et de le craindre, s'ils sont méchants. Ceux qui, parmi les étrangers, voudraient affaiblir cet Etat, en sont retenus par la crainte; de sorte que, en y demeurant, le prince ne peut le perdre qu'avec une très grande difficulté.

L'autre remède est d'envoyer des colonies dans un ou deux endroits qui soient comme

les clefs (1) de cet Etat; en cas contraire, il faut y tenir des troupes nombreuses. Or les colonies ne coûtent pas trop au prince qui les y fonde et les entretient à peu de frais; d'ailleurs il n'offense qu'une partie minime de la population, c'est-à-dire ceux à qui il ôte les terres et les maisons pour les donner aux nouveaux habitants. Du reste, ceux qu'il offense étant pauvres et dispersés, ils ne lui peuvent jamais nuire; tous les autres, qui ne sont point offensés, se tiennent en repos d'autant plus volontiers qu'ils craignent, en faisant quelque faute, qu'il ne leur en arrive autant qu'à ceux qui ont été dépouillés. D'où je conclus que ces colonies ne coûtent rien, sont plus fidèles et offensent moins, et que les offensés étant pauvres et dispersés ne sauraient nuire, ainsi que je l'ai déjà dit.

Ainsi il est à remarquer qu'il faut ou gagner les hommes ou les tuer, parce qu'ils se vengent des offenses légères, ce qu'ils ne peuvent pas faire pour les grandes; de sorte que, lorsqu'on offense un homme, il faut s'arranger de manière à ce qu'il ne puisse pas se venger.

Mais si au lieu de colonies, on emploie des soldats, la dépense est bien plus grande, et tous les revenus de cet Etat sont absorbés par les garnisons. Si bien que l'acquisition se trans-

(1) Le manuscrit de la bibliothèque Laurentiane porte : *Sieno quasi comedi*

forme en perte, et elle blesse tout l'Etat, forcé qu'il est de changer souvent les logements de son armée, incommodité que chacun ressent, et qui fait que chacun lui devient ennemi, et ce sont là des ennemis qui peuvent lui nuire davantage, étant battus chez eux. Cette garde est donc aussi inutile que celle des colonies est avantageuse.

Le prince, qui acquiert une province ayant des mœurs différentes de celles de son Etat, doit encore diriger et protéger les voisins moins puissants, s'étudier à affaiblir les plus puissants; et surtout empêcher absolument qu'il n'entre dans cette province quelque étranger aussi puissant que lui. Car il arrive toujours qu'un étranger est attiré par les mécontents, ou par ambition ou par peur, ainsi qu'on a vu les Romains, introduits dans la Grèce par les Etoliens, et qui, partout où ils mirent le pied, y furent toujours appelés par les habitants. Et ce qui arrive d'ordinaire, c'est qu'aussitôt qu'un étranger puissant entre dans une province, tous ceux qui sont moins puissants, mus par la haine conçue contre celui qui avait été plus puissant qu'eux, adhèrent volontiers à l'étranger. De sorte qu'en présence de ces puissances moins fortes, il n'a pas grand'peine à les gagner tous, parce qu'ils s'empresseront, au contraire, de réunir leurs forces avec celles qu'il y possède. Ce dont il a le plus à se préoccuper le plus, c'est de ne pas leur

laisser prendre trop de force et d'autorité, et, pour cet effet, il lui suffit d'employer ses troupes, grâce auxquelles il abaissera ceux qui sont puissants, pour demeurer, lui seul, arbitre de toute la province. Et quiconque ne saura pas agir de la sorte perdra bientôt ce qu'il aura acquis, et n'aura point de repos tant qu'il le gardera. Les Romains pratiquaient admirablement ces maximes dans les provinces conquises. Ils y envoyaient des colonies, ils entretenaient les moins puissants sans augmenter leur puissance; ils abaissaient les plus forts et ne souffraient point que les étrangers redoutables prissent de l'influence. Il nous suffira de citer l'exemple de la Grèce. Ils maintinrent ceux d'Achaïe et d'Etolie, ils avilirent les Macédoniens et chassèrent Antiochus de la Macédoine. Et, quelques services que rendissent ceux d'Achaïe et d'Etolie, ils ne leur permirent jamais d'accroître leur Etat; malgré les prières de Philippe, ils ne voulurent point l'accepter pour ami sans l'abaisser, et Antiochus, avec toute sa puissance, ne put jamais les faire consentir à lui laisser aucune part dans cette province. En quoi les Romains firent ce que doivent faire tous les princes sages qui ont à pourvoir, non-seulement aux scandales présents, mais encore aux scandales à venir. Car, en les prévoyant de loin, il est aisé d'y remédier; au lieu que si l'on attend qu'ils soient proches, le remède n'est plus à

temps, car la maladie est devenue incurable. Les médecins disent que la phthisie est facile à guérir et difficile à connaître à son début, au lieu que, dans la suite du temps, elle devient facile à connaître et difficile à guérir, quand elle n'a pas été connue, ni traitée dans son commencement. Il en est de même des affaires d'Etat. Si l'on connaît de loin les maux qui se forment (ce qui n'est permis qu'à l'homme prudent), on les guérit bientôt. Mais si, faute de les avoir connus, on les laisse accroître à un point que chacun les connaisse, il n'y a plus de remède. Ainsi, les Romains, prévoyant de loin les inconvénients, y remédièrent toujours de manière à n'avoir jamais besoin d'esquiver la guerre, sachant que, la différer, ce n'est point l'éviter, mais plutôt procurer l'avantage d'autrui. Ils la firent donc à Philippe et à Antiochus en Grèce, pour n'avoir pas à la faire contre eux en Italie. Et quoiqu'ils pussent alors éviter l'une et l'autre guerre, ils ne le voulurent pas, n'ayant jamais approuvé ce que répètent toujours les sages de notre temps : qu'il faut attendre le bienfait du temps, mais ils croyaient plus sûr de se prévaloir de leur prudence et de leur courage ; parce que le temps peut amener le bien comme le mal, et le mal comme le bien.

Mais revenons à la France, et examinons si elle n'a rien fait de tout ce que j'ai dit. Je ne parlerai point de Charles VIII), mais seu-

lement de Louis (XII), comme de celui dont on a mieux suivi les démarches, parce qu'il a dominé plus longtemps en Italie. Et vous verrez qu'il a fait tout le contraire de ce qu'on doit faire pour conserver un Etat ayant des formes diverses. Louis fut introduit en Italie par l'ambition des Vénitiens, qui voulaient, par ce moyen, gagner la moitié de la Lombardie. Je ne veux point blâmer la résolution que ce roi prit ; car, voulant commencer à mettre le pied en Italie, et, d'ailleurs, n'y ayant point d'amis, il lui était nécessaire d'y acquérir ceux qu'il pouvait, d'autant plus que toutes les portes lui en étaient fermées à cause de l'inconduite de son prédécesseur : et cette entreprise lui aurait réussi s'il n'eût point fait de fautes. Après qu'il eut acquis la Lombardie, il regagna d'abord la réputation que Charles lui avait enlevée. Gênes céda ; Florence, le marquis de Mantoue, le duc de Ferrare, les Bentivogli, la comtesse de Forli, les seigneurs de Faenza, de Pesaro, de Rimini, de Camérino et de Piombino, les Lucquois, les Pisans, les Siennois et tous les autres recherchèrent son amitié : et ce fut alors que les Vénitiens purent s'apercevoir de leur imprudence en rendant Louis maître des deux tiers de l'Italie, pour leur acquérir seulement deux villes en Lombardie.

Voyons maintenant combien il était aisé à ce roi de conserver sa renommée, s'il eût ob-

servé les règles que j'ai indiquées, et de maintenir la sûreté de tous ses amis qui, pour être en grand nombre et tous faibles, et ayant à craindre, les uns le pape et les autres Venise, étaient toujours forcés d'être avec lui ; et, par leur moyen, il pouvait facilement s'assurer de ceux qui étaient plus forts. Mais aussitôt fut-il à Milan qu'il fit le contraire, en aidant le pape Alexandre à envahir la Romagne, sans s'apercevoir qu'il s'affaiblissait lui-même ; qu'il perdait ses amis et ceux qui s'étaient jetés entre ses bras, et qu'il agrandissait le pape en lui laissant acquérir tant de temporel avec le spirituel qui lui donne déjà un si grande autorité : et après cette première faute, il lui a fallu continuer jusqu'à ce que, pour couper court à l'ambition d'Alexandre et l'empêcher de s'emparer de la Toscane, il dut descendre en Italie. Or, ne se contentant pas d'avoir agrandi l'Eglise et de s'être aliéné ses amis, il fit encore la folie de partager le royaume de Naples avec le roi d'Espagne ; de sorte qu'au lieu d'être le seul arbitre de l'Italie, il y prit un compagnon, afin que les ambitieux de cette province et ceux qui seraient mécontents de lui eussent à qui recourir ; et, pendant qu'il pouvait laisser à Naples un roi tributaire, il l'en chassa pour y en mettre un qui pût le chasser lui-même. Vraiment, le désir d'acquérir est naturel et très ordinaire, et toutes les fois qu'il arrive aux hommes de s'agrandir, ils en sont

plutôt loués que blâmés ; mais quand ils ne peuvent pas y réussir, tout en voulant y parvenir de n'importe quelle manière, c'est là qu'est l'erreur, et qu'ils sont dignes de blâme. Si donc la France pouvait attaquer Naples avec ses forces, elle devait le faire, et si elle ne le pouvait pas, elle ne devait point partager ce royaume. Le partage qu'elle fit de la Lombardie avec les Vénitiens était excusable, parce qu'il lui servit à mettre le pied en Italie ; mais celui de Naples est à blâmer, d'autant que rien ne le contraignait à le faire. Louis fit donc cinq fautes : il ruina les faibles ; il augmenta la puissance d'un puissant en Italie ; il y introduisit un étranger très puissant ; il n'y vint point demeurer ; il n'y envoya point de colonies. Cependant ces fautes ne lui auraient pas été fatales s'il n'en eût pas commis une sixième, celle de dépouiller les Vénitiens. Car s'il n'eût pas agrandi le pape, ni mis le roi d'Espagne en Italie, il eût été à propos et même nécessaire de les abaisser ; mais ayant fait ce que je viens de raconter, il ne devait jamais consentir à leur ruine ; car, puissants comme ils étaient, ils eussent toujours empêché les autres d'approcher de la Lombardie, soit parce qu'ils auraient voulu s'en emparer eux-mêmes, soit parce qu'ils se seraient bien gardés d'enlever cette province à la France pour la donner aux autres, ni de les attaquer tous deux. Si l'on me disait que Louis céda la Romagne au pape

Alexandre et Naples à l'Espagne pour éviter la guerre, je réponds que l'on ne doit jamais laisser arriver un désordre pour fuir une guerre, parce qu'en effet on ne la fuit point, mais on la diffère à son propre désavantage. Et si d'autres allèguent que Louis avait donné sa promesse au pape de faire cette entreprise en sa faveur, pour obtenir la rupture de son mariage et le chapeau de cardinal pour l'archevêque de Rouen, je leur répondrai plus loin, dans le chapitre où je parle *de la Foi des princes*. Donc, Louis a perdu la Lombardie pour n'avoir rien observé de tout ce qu'ont fait les autres, qui ont pris des provinces, et qui voulaient les garder. Cela n'est point un miracle, mais un fait logique et ordinaire, ainsi que je le sus bien dire au cardinal de Rouen à Nantes, iorsque le duc de Valentinois (c'est ainsi que l'on appelait César Borgia, fils du pape Alexandre) occupait la Romagne. Car ce cardinal me disant que les Italiens n'entendaient rien au métier de la guerre, je lui répondis que les Français n'entendaient rien aux affaires d'Etat, eux qui laissaient prendre un si grand accroissement au pape. Et l'expérience a montré que c'est la France qui a fait le pape et le roi d'Espagne si puissants en Italie, et que ce sont eux qui l'y ont ruinée. D'où je tire une conclusion générale, presque infallible, que celui qui rend un autre puissant se perd lui-même, car on ne rend puis-

sant quelqu'un que par la ruse ou par la force, et le parvenu se défie toujours de ces deux moyens.

---

## CHAPITRE IV

Pourquoi le royaume de Darius occupé par Alexandre ne se souleva point contre ses successeurs.

En voyant les difficultés qu'il y a à conserver un État nouvellement acquis, quelqu'un pourrait s'étonner qu'Alexandre le Grand, étant devenu maître de l'Asie en peu d'années, et étant mort aussitôt qu'il l'eut occupée, ses successeurs, quoique raisonnablement tout cet Etat aurait dû se révolter, s'y maintinrent sans avoir à surmonter d'autres difficultés que celles que leur propre ambition fit naître entre eux. Je réponds que tous les Etats dont il nous reste quelque souvenir sont gouvernés de deux manières différentes; ou par un prince absolu qui, par grâce, emploie ses serviteurs comme des ministres qui l'aident à gouverner ce royaume, ou par un prince et par les pairs qui, non par la grâce du prince, mais à raison de leur noblesse, occupent le

poste de ministres. Ces derniers ont aussi des États et des sujets particuliers qui les reconnaissent pour leurs seigneurs, et ont une affection naturelle pour eux. Dans les États qui sont gouvernés par le prince ayant des serviteurs ministres, le prince a plus d'autorité, parce qu'il n'y a dans toute l'étendue de son pays personne, excepté lui, qui soit reconnu pour souverain, et si l'on obéit à d'autres, ce n'est point par aucune affection particulière que l'on ait pour eux, mais parce que ce sont des ministres et des officiers du prince. Cette différence de gouvernement se voit aujourd'hui entre le Grand-Turc et le roi de France. La Turquie est gouvernée par un seul seigneur, tous les autres sont des esclaves; et c'est lui qui, divisant son royaume en sangiacs, y envoie des gouverneurs, qu'il change quand et comme il lui plaît. Le roi de France, au contraire, est placé au milieu d'une foule d'anciens seigneurs reconnus par leurs propres sujets dont ils sont aimés; ils ont leurs prérogatives, et le roi ne saurait les leur enlever sans danger. A bien examiner ces deux États, on voit qu'il est très difficile de conquérir celui du Turc, mais aussi qu'il serait très facile de le conserver une fois qu'on l'aurait conquis. Les difficultés de le conquérir consistent en ce que le conquérant ne peut être appelé par les grands de l'État ni compter que la révolte de ceux qui sont dans le gouvernement lui

en facilite jamais la conquête ; car étant tous esclaves et créatures du prince, on ne peut les corrompre qu'avec de grandes difficultés, et quand même ils se laisseraient corrompre, cela ne servirait pas à grand'chose, attendu que, pour les raisons que j'ai dites, ils ne pourraient entraîner les peuples avec eux. Ainsi quiconque attaque la Turquie doit s'attendre à la trouver unie, et plus espérer de ses propres forces que des désordres des autres ; mais si une fois le Turc était vaincu en campagne, de manière à ne pas pouvoir remettre une armée sur pied, il n'y aurait plus rien à craindre que du côté de la famille du prince ; mais celle-ci une fois éteinte il ne reste personne à redouter, les autres n'ayant point de crédit auprès du peuple. Et comme avant la victoire le vainqueur ne pouvait rien espérer d'eux, aussi n'en a-t-il rien à craindre après. Il en est tout autrement des Etats gouvernés comme la France, parce qu'il est aisé d'y entrer en gagnant quelques grands du royaume ; car il se trouve toujours des mécontents et des révolutionnaires. Ceux-là, dis-je, pour les raisons alléguées, peuvent bien te frayer le chemin et t'en faciliter la conquête ; mais tu trouves mille difficultés à le conserver, soit de la part de ceux qui t'ont aidé, soit de ceux que tu as opprimés. Et ce n'est pas assez que tu extermines la race du prince, parce que les grands qui restent se font chefs de parti ; et

ne pouvant ni les contenter, ni les tuer tous, tu perds cet Etat à la première occasion. Or, si l'on considère la nature du gouvernement de Darius, on le trouvera tout semblable à celui du Turc. C'est pourquoi Alexandre a dû l'assaillir tout entier et l'empêcher de tenir la campagne ; après la victoire, Darius étant mort, Alexandre demeura paisible possesseur de cet Etat, par les raisons marquées ci-dessus. Et si ses successeurs eussent été bien unis, ils l'eussent pu garder sans peine ; car, dans ce royaume n'arrivèrent d'autres tumultes que ceux qu'ils suscitèrent eux-mêmes. Mais pour les Etats gouvernés comme la France, il est impossible de les posséder si paisiblement. C'est là le motif des fréquentes révoltes des Espagnes, des Gaules et de la Grèce contre les Romains, qui toutes étaient la conséquence de ce qu'il y avait de nombreuses principautés dans ces Etats ; car, tant que dura le souvenir de tous ces seigneurs, la domination des Romains fut chancelante ; au lieu qu'ils devinrent paisibles possesseurs, après que, par une puissance de longue durée, ils eurent effacé le souvenir de ces seigneurs. Et depuis venant à se battre entre eux, chacun d'eux put s'approprier quelque partie de ces provinces, suivant l'autorité qu'il avait su prendre, mais n'y restant plus personne du sang de l'ancien seigneur, on ne reconnaissait plus d'autres maîtres que les Romains. Tout cela bien considéré, l'on ne

s'étonnera point de la facilité qu'Alexandre eut à conserver l'Asie, ni des difficultés qu'eurent les autres à conserver leurs conquêtes; témoins Pyrrhus et plusieurs autres; ce qui n'est pas arrivé par le plus ou moins de vaillance du vainqueur, mais par la diversité de l'Etat conquis.

---

## CHAPITRE V

Comment il faut gouverner les villes, ou les principautés qui avant d'être occupées, se gouvernaient par leurs propres lois.

Si l'Etat conquis est accoutumé à vivre par ses lois et en liberté, il y a trois moyens de le conserver. Le premier est de le ruiner; le second, d'aller y demeurer en personne; le troisième, de lui laisser ses propres lois, à la condition de payer un tribut, et d'y créer un gouvernement composé d'un petit nombre de personnes qui le maintiennent dans ton amitié; car ces personnes ayant été pliées au gouvernement de l'Etat par un prince, savent qu'il leur serait impossible d'y rester autrement que par son amitié et sa puissance, et qu'il

faut faire tout ce qui est possible pour l'y maintenir. Un prince gardera mieux une ville accoutumée à vivre en liberté, en la gouvernant par ses propres citoyens qu'en faisant autrement ; témoin les Lacédémoniens et les Romains. Les Lacédémoniens occupèrent Athènes et Thèbes en y établissant un gouvernement oligarchique, et néanmoins ils reperdirent ces deux villes. Les Romains conservèrent Capoue, Carthage et Numance, en les détruisant. Au contraire, ayant voulu tenir la Grèce, comme Sparte l'avait tenue, c'est-à-dire en la délivrant et en lui laissant ses lois, cela ne leur réussit pas, et ils se virent forcés de détruire plusieurs villes de cette province, pour la conserver ; de sorte que le meilleur moyen de conserver les villes qu'on a conquises, c'est de les ruiner. Celui qui devient maître d'une ville habituée à la liberté et ne la détruit pas doit s'attendre à en être ruiné lui-même ; car elle excuse toujours sa rébellion au nom de sa liberté, et de ses anciennes coutumes, que ni le temps, ni les bienfaits ne lui font jamais oublier. Et si l'on ne divise les habitants et qu'on ne les disperse, ils se rappellent leur liberté dans toutes les occasions, comme a fait Pise, qui était depuis tant (1) d'années sous le joug des Florentins. Mais quand ce sont

(1) Le manuscrit de la bibliothèque Médicis dit *après cent ans*.

des villes ou des provinces accoutumées à vivre sous un prince, et qu'il ne reste plus personne de son sang, comme d'un côté elles sont habituées à obéir, et que de l'autre côté la maison de leur ancien prince est éteinte, elles ne s'accordent pas entre elles pour en choisir un autre ni pour vivre en liberté; de cette manière, elles sont plus lentes à prendre les armes, et par conséquent il est plus aisé à un prince de s'en emparer. Mais les républiques ont plus de vie, plus de haine, plus de désir de vengeance, et le souvenir de l'ancienne liberté ne leur laisse pas de repos. Ainsi, le meilleur moyen est de les détruire ou de venir y demeurer.

---

## CHAPITRE VI

**Des nouveaux États que l'on acquiert par les armes et par sa propre valeur.**

Que personne ne trouve étonnant si, en parlant de nouveau prince, de nouveaux États, j'alléguerai de très grands exemples; car, les hommes ont l'habitude de suivre le chemin battu, et d'imiter les actions d'autrui; et, bien que l'on ne puisse pas tenir entièrement

la même route, ni même parvenir toujours à la perfection de ceux, que l'on imite, l'homme prudent doit toujours suivre les traces des plus illustres personnages, afin que, s'il ne les égale pas, il les approche du moins en quelque chose, de même que font les bons tireurs d'arc ; qui, se trouvant trop éloignés du but, visent beaucoup au-dessus, non pas pour envoyer leur flèche trop haut, mais pour atteindre le but, en le visant si haut. Je dis donc que les principautés nouvelles, et qui ont un nouveau prince, sont plus ou moins difficiles à conserver, selon que ce prince est plus ou moins vaillant. Or, comme le fait de parvenir, étant un homme privé, à conquérir une couronne, implique soit la vaillance, soit le bonheur, il semble que l'une ou l'autre de ces qualités aide à surmonter en partie beaucoup de difficultés. Néanmoins, celui qui a le moins compté sur la fortune s'est toujours maintenu plus longtemps ; et cela est facile aussi à celui qui, n'ayant pas d'autres Etats, est forcé d'aller y habiter. Quant à ceux qui sont devenus princes par leur propre valeur, et non pas par la chance, les plus illustres sont Moïse, Cyrus, Romulus, Thésée, etc. Et bien que Moïse n'ait fait qu'exécuter ce que Dieu lui avait ordonné, il mérite néanmoins notre admiration, pour cette grâce qui le rendait digne de parler avec Dieu.

Mais quant à Cyrus et les autres, qui ont

acquis ou fondé des royaumes, tout en est admirable ; et si l'on considère leurs actions et leurs institutions particulières, elles ne sembleront pas différentes de celles de Moïse, qui avait eu un si grand maître. Il suffit d'examiner leurs actes et leur vie, pour voir que la fortune ne leur avait fourni que l'occasion d'y établir la forme de gouvernement qu'ils jugèrent convenable ; sans l'occasion, leur valeur eût été sans fruit, de même que, faute de valeur, l'occasion se fût perdue. Il fallait donc que Moïse trouvât les Israélites esclaves et opprimés en Egypte, afin de les décider à le suivre pour sortir d'esclavage. Il fallait que Romulus ne pût pas rester à Albe, et qu'il fût exposé, dès sa naissance, pour qu'il devînt roi de Rome, et fondateur d'une nouvelle patrie. Il fallait que Cyrus trouvât les Perses mécontents de la domination des Mèdes, et les Mèdes amollis et abâtardis par une longue paix. Thésée ne pouvait pas montrer sa valeur si les Athéniens n'eussent été dispersés. Ces occasions rendirent donc ces hommes heureux, et leur sagesse a fait qu'ils ont saisi l'occasion, de rendre leur patrie très heureuse, et si illustre.

Ceux qui, semblables à ces anciens, acquièrent la souveraineté par de nobles voies, rencontrent, il est vrai, des difficultés, mais ils la conservent facilement. Les difficultés qu'ils ont à essayer en s'emparant du trône viennent

en partie de la nouvelle organisation, et des nouveaux usages qu'ils sont contraints d'établir pour fonder leur Etat et pourvoir à leur sécurité. Car il faut songer qu'il n'y a point d'entreprise plus difficile à entreprendre, ni plus douteuse à faire triompher, ni plus dangereuse à conduire, que celle d'introduire de nouvelles lois. Car le réformateur se trouve avoir contre lui tous ceux qui se trouvent bien des lois anciennes, et pour faibles défenseurs, ceux-mêmes qui pourraient bien se trouver des lois nouvelles. Et cette tiédeur vient en partie de la peur qu'ils ont de leurs adversaires, c'est-à-dire de ceux qui étaient contents des anciennes lois et en partie de l'incrédulité des hommes, qui n'ont de confiance dans les innovations qu'après en avoir fait une longue expérience. D'où il arrive que, toutes les fois que ceux qui sont ennemis ont occasion de s'insurger, ils le font avec passion (1), et que les autres résistent mollement; de sorte que le prince se perd avec eux. C'est pourquoi il est besoin, pour bien comprendre ce point, de voir si les novateurs se soutiennent d'eux-mêmes, ou s'ils dépendent d'autrui; c'est-à-dire si, pour conduire leur entreprise, ils emploient la prière, et, en ce cas, ils échouent toujours; ou, s'ils peuvent se faire obéir par force, et alors ils échouent rarement. De là vient que

(1) L'édition de 1813 dit : *œuvre des partisans*.

tous les prophètes armés ont vaincu, et que ceux qui étaient désarmés ont péri ; car, outre les raisons indiquées, les peuples sont naturellement changeants, et il est aisé de leur persuader une chose, mais il est difficile de les raffermir dans cette persuasion. Il faut donc mettre si bon ordre que, lorsqu'ils ne croient plus, on puisse leur faire croire par force. Moïse, Cyrus, Thésée et Romulus n'eussent jamais pu faire observer longtemps leurs constitutions s'ils eussent été désarmés, ainsi qu'il est arrivé de notre temps à frère Jérôme Savonarole, qui se perdit dans sa révolution, aussitôt que la foule se trouva ébranlée dans sa foi, et qu'il n'avait pas les moyens pour faire persévérer dans leur croyance ceux qui avaient cru, ni pour faire croire aux incrédules. Ces novateurs marchent à travers de grandes difficultés, tous les dangers sont sur leur route, et ce n'est que par la vaillance qu'ils peuvent les surmonter. Mais une fois qu'ils les ont vaincus, et qu'ils commencent d'être en vénération par la mort de leurs envieux, ils deviennent puissants, sûrs, honorés et heureux.

A ces grands exemples, j'en veux ajouter un moindre, mais qui aura quelque rapport aux précédents, et tiendra lieu de tous les autres semblables. C'est celui d'Hiéron, qui, de particulier, devint prince de Syracuse, sans devoir autre chose à la fortune que l'occasion ; car les habitants de Syracuse étant opprimés.

ils le firent leur capitaine, par où il mérita de devenir leur prince. Il a eu une si grande valeur, même dans sa position privée, que les historiens ont dit de lui que rien ne lui manquait pour régner, excepté le royaume. Il détruisit l'ancienne milice, en créa une nouvelle, quitta ses anciens amis, s'en fit de nouveaux, et, après qu'il se fut entouré d'amis et de soldats entièrement dévoués, il lui fut aisé de bâtir sur ces fondements. De sorte qu'il eut beaucoup de peine à acquérir, mais peu à conserver.

---

## CHAPITRE VII

Des principautés nouvelles, que l'on acquiert par les forces d'autrui, ou par bonheur.

Ceux qui, de particullers, deviennent princes seulement par la fortune, ont peu de peine à y réussir, mais ils en ont beaucoup à s'y maintenir. Ils ne trouvent point d'achoppement en chemin, parce qu'ils volent au trône plutôt qu'ils n'y vont ; mais quand ils y sont assis, c'est alors que toutes les difficultés surgissent.

Ces princes sont ceux à qui un Etat est

donné, ou au moyen d'argent, ou comme cadeau, ainsi qu'il advint à plusieurs personnages en Grèce, dans les villes Ioniennes et de l'Hellespont, où Darius créa des princes pour sa sécurité et pour sa gloire, de même qu'à ces empereurs qui, de particuliers, parvenaient à l'empire par la faveur des soldats corrompus. Ceux-ci ne se maintiennent que par la volonté et la fortune (deux choses changeantes et volages) de ceux qui les ont élevés. Ils ne savent ni ne peuvent conserver ce rang, car ayant toujours vécu dans la vie privée, si on n'est pas un homme de grand esprit et de grande valeur, on ne saurait pas commander, et même en le sachant, on ne le pourrait pas, n'ayant point de milice dévouée et fidèle. De plus, il en est des Etats qui naissent tout à coup, comme de toutes les autres choses, qui naissent et qui croissent subitement, et qui, par conséquent, ne peuvent avoir de racines, ni de rapports, de sorte que la première adversité les ruine ; si ceux qui sont devenus subitement princes de la manière que j'ai dite ne sont pas assez habiles pour trouver d'abord les moyens de conserver ce que la fortune a mis en leur pouvoir, et pour bâtir sur les fondements que les autres ont préparés avant que d'être princes. Je veux citer deux exemples contemporains à propos des deux manières de devenir prince : par le mérite, ou par la fortune.

L'un est de François Sforza, qui, d'homme privé, devint duc de Milan par sa grande habileté, et conserva sans peine ce qui lui avait tant coûté à acquérir. L'autre est de César Borgia, appelé communément le duc de Valentinois, qui acquit un Etat par la fortune de son père, et le perdit en même temps que la fortune de son père s'éclipsa, quoiqu'il eût fait tout ce qu'un homme habile et prudent devait faire pour s'enraciner dans un Etat qu'il tenait de la fortune et des armes d'autrui. Car celui qui n'a pas jeté les fondements avant que d'être prince y peut suppléer par une grande adresse, après l'être devenu, comme je l'ai dit, quoique l'architecte et l'édifice courent toujours de grands risques.

Si l'on considère tous les progrès du Valentinois, on verra qu'il avait préparé de grands fondements à sa future puissance : et je crois qu'il n'est pas superflu d'en parler, ne trouvant point de meilleur exemple à offrir à un prince nouveau que le sien, car si les mesures qu'il avait prises ne réussirent pas, ce ne fut point par sa faute, mais bien l'effet d'une extraordinaire et extrême malignité de la fortune.

Alexandre VI, voulant agrandir son fils, rencontra force difficultés actuelles et à venir.

Premièrement, il voyait l'impossibilité de lui donner aucun Etat qui ne fût à l'Eglise, et il savait que, s'il en démembraît quelques villes, le duc de Milan et les Vénitiens, qui proté-

geaient déjà Faenza et Rimini, ne le souffrieraient pas.

Deuxièmement, il voyait que les armes d'Italie, celles surtout dont il eût pu se servir, étaient entre les mains de ceux qui devaient redouter l'agrandissement du pape, partant, il ne pouvait pas y compter, attendu qu'elles étaient toutes aux Orsini, aux Colonna et à leurs adhérents. Il fallait donc rompre ces obstacles, et bouleverser les Etats d'Italie pour en pouvoir sûrement occuper une partie. Cela lui fut aisé à cause des Vénitiens, qui, pour d'autres motifs, invitèrent les Français à repasser en Italie; ce que non-seulement il n'empêcha pas, mais qu'il facilita lui-même, en cassant le premier mariage du roi Louis. Ce roi était donc venu en Italie à l'aide des Vénitiens et du consentement d'Alexandre VI; il fut à peine à Milan que le pape obtint de lui des soldats pour l'entreprise de la Romagne, qui réussit grâce à la renommée du roi.

Le duc de Valentinois ayant donc conquis la Romagne et battu les Colonna, voulait conserver cette province et marcher en avant, mais deux choses l'en empêchaient : l'une, ses propres soldats qui ne lui paraissaient pas pressés; l'autre, la volonté de la France. Il craignait donc que les Orsini, dont il s'était servi ne lui manquassent au besoin, et non-seulement l'empêchassent de faire de nouvelles

conquêtes, mais qu'ils lui enlevassent ce qu'il avait déjà conquis, et il craignait en même temps que le roi de France n'en fit autant. Quant aux Orsini, il avait reconnu qu'après la prise de Faenza ils s'étaient comportés mollement à l'assaut de Bologne.

Et quant au roi, il connut ses intentions lorsque, après s'être emparé du duché d'Urbin, le roi le fit désister de l'invasion de la Toscane; de sorte qu'il résolut de ne plus dépendre de la fortune ni des armes d'autrui.

La première chose qu'il fit fut d'affaiblir les Orsini et les Colonna, en gagnant à son service ceux de leurs adhérents qui étaient gentilshommes, auxquels il donna de gros appointements, des emplois et des gouvernements selon leur rang, en sorte qu'en peu de mois ils tournèrent vers lui toute l'affection qu'ils portaient à leur parti. Après cela, ayant dispersé les Colonna, il attendit l'occasion de tuer les Orsini, occasion qui lui vint à point; il en profita le mieux possible, car les Orsini s'étant aperçus trop tard que la grandeur du duc et du pontificat faisait leur ruine, ils tinrent une diète à la Magione, dans le territoire de Pérouse.

De là naquirent la révolte d'Urbin, les troubles de la Romagne et mille dangers pour le duc, qui en triompha avec l'aide des Français. Mais après qu'il eut rétabli ses affaires, bien loin de se fier ni à la France ni aux au-

tres étrangers, pour ne pas avoir un jour ou l'autre à se mesurer avec eux, il employa la ruse, et il a tellement réussi à dissimuler sa pensée que les Orsini, par l'entremise de M. Paul, qu'il avait rassuré par des cadeaux d'habits, d'argent et de chevaux, se réconcilièrent avec lui, et ils furent si naïfs de se mettre entre ses mains à Sinigaglia. Ayant donc exterminé ces chefs et conquis l'amitié de leurs partisans, sa puissance avait des fondements d'autant solides, qu'il tenait toute la Romagne et le duché d'Urbin, et qu'il avait gagné ces peuples qui avaient déjà commencé à jouir de leur bien-être. Or, comme ce rôle mérite d'être raconté ainsi qu'imité par les autres, je ne veux pas l'oublier.

Quand le duc eut pris la Romagne, considérant qu'elle avait eu des maîtres impuissants qui avaient plutôt dépouillé que gouverné leurs sujets en leur donnant des occasions plutôt de se désunir que de marcher d'accord; tellement cette province était pleine de vols, de rixes et d'insultes de toute espèce qu'il sentit que, pour la pacifier et la rendre obéissante au bras royal, il y fallait établir un bon gouvernement. Il choisit pour cela Romiro d'Arco, homme cruel et expéditif, à qui il donna pleins pouvoirs. En peu de temps, ce gouverneur la pacifia et y mit bon ordre, et s'acquitta une très grande réputation. Mais après, le duc, jugeant qu'il n'était plus besoin d'une

autorité si excessive, dans la crainte qu'elle ne devînt odieuse, il érigea au milieu de la province, sous la présidence d'un excellent personnage, un tribunal civil où chaque ville avait son avocat ; et comme il savait que les premières rigueurs lui avaient attiré quelque haine, il s'avisa, pour apaiser les esprits, de couper en deux Romiro, voulant prouver ainsi que si quelque cruauté avait été commise, elle était imputable non pas à lui, mais à la nature féroce de son ministre. Et ayant saisi l'occasion, un matin, il fit exposer sur la place de Cesena le corps du ministre, planté sur un pieu, ayant un couteau ensanglanté à côté : cet affreux spectacle surprit et contenta tout ensemble les populations.

Mais revenons à notre sujet. Le duc se voyait très puissant et en partie à couvert de tous les dangers présents, pour s'être armé à son choix et s'être débarrassé de la plupart de ceux qui lui pouvaient nuire de près ; n'avait plus à craindre, voulant continuer ses conquêtes, que du côté de la France, sachant bien que le roi, qui s'était aperçu trop tard de sa faute, ne le souffrirait pas. C'est pourquoi il commença de chercher de nouveaux amis et de louvoyer avec les Français, lorsqu'ils entrèrent dans le royaume de Naples pour chasser les Espagnols qui assiégeaient Gaète. La résolution qu'il avait prise de se fortifier contre eux lui aurait bientôt réussi, si Alexan-

dre VI eût vécu encore quelque temps.

Telle fut sa conduite dans les affaires présentes. Mais quant à celles de l'avenir, comme il devait craindre que le nouveau pape ne cherchât à lui ôter ce qu'Alexandre lui avait donné, il tâcha d'y parer par quatre moyens . 1<sup>o</sup> en exterminant toute la race des seigneurs qu'il avait dépouillés, afin d'ôter au pape toute occasion de les rétablir ; 2<sup>o</sup> en gagnant à sa cause tous les gentilshommes romains, pour pouvoir tenir, avec leur aide, le pape en bride ; 3<sup>o</sup> en se faisant le plus d'adhérents qu'il pouvait dans le Sacré-Collège ; 4<sup>o</sup> en se rendant si grand seigneur, avant la mort de son père, qu'il pût de lui-même résister à une première bordée.

De ces quatre choses, il en avait exécuté trois au moment de la mort d'Alexandre, et la quatrième était presque faite. Car des seigneurs dépouillés, il en tua tous ceux qu'il pût saisir, et un petit nombre à peine lui échappa ; toute la noblesse romaine était dans ses intérêts, et il avait un grand parti dans le Sacré-Collège. Quant à l'accroissement de son Etat, il pensait à se rendre maître de la Toscane, où il possédait déjà Pérouse et Piombino, outre Pise qui s'était mise sous sa protection, et qu'il ne tenait plus qu'à lui d'envahir, comme n'ayant plus à ménager les Français, chassés du royaume de Naples par les Espagnols ; de sorte que tous les autres avaient besoin de son amitié. Après quoi,

Lucques et Sienna auraient cédé immédiatement, soit en haine des Florentins, soit par crainte ; et les Florentins ne pouvaient pas l'en empêcher. Si cela eût réussi, comme il fût arrivé sans doute l'année même qu'Alexandre mourut, il devenait si puissant et si accrédité qu'il eût pu se soutenir par lui-même, sans dépendre nullement d'autrui. Mais Alexandre mourut cinq ans après qu'il avait commencé à tirer l'épée. Il le laissa entouré des armées de deux grands rois ennemis, n'ayant point d'autre Etat effectif que la Romagne et tout le reste en l'air, et par-dessus tout malade à mourir. Or, il était si violent, si brave et si habile à connaître quand il fallait gagner ou ruiner les hommes, et les fondements qu'il avait jetés en si peu de temps étaient si bons que, s'il eût été bien portant ou qu'il n'eût pas eu deux puissantes armées contre lui, il eût surmonté toutes les autres difficultés.

Ce qui montre que ses fondements étaient bons, c'est que la Romagne l'attendit plus d'un mois ; et que bien que les Baglioni, les Vitelli et les Orsini fussent revenus à Rome, ils ne purent rien entreprendre contre lui, tout moribond qu'il était. Et s'il ne put pas faire élire pape un homme de son choix, du moins il fit écarter ceux qu'il ne voulait pas. Mais tout lui eût été facile s'il n'eût pas été malade quand Alexandre mourut. Le jour où Jules II fut nommé, il me dit qu'il avait pensé

à tout ce qui pouvait arriver après la mort d'Alexandre, et mis remède à tout; mais qu'il n'avait pas prévu qu'il dût être en danger de mort au même moment que mourrait son père. Ayant donc résumé tous les actes du duc, je ne saurais pas le blâmer, au contraire, je crois le devoir proposer pour modèle à tous ceux qui monteront au trône par la fortune et par les armes d'autrui, parce qu'ayant un grand courage et de grands desseins, il ne pouvait pas gouverner autrement. Car ses projets n'ont échoué que par sa maladie et par la brièveté de la vie d'Alexandre. C'est pour cela que le prince nouveau qui veut s'assurer de ses ennemis doit se faire des amis, vaincre par la force ou par la ruse; se faire aimer et craindre des peuples, respecter et obéir des soldats; se défaire de ceux qui peuvent ou qui doivent lui nuire, renouveler sous une forme nouvelle l'ancienne organisation: être sévère et agréable, magnanime et libéral; dissoudre une milice infidèle et en créer une nouvelle; entretenir tellement l'amitié des rois et des princes, qu'ils vous fassent du bien avec grâce, ou du mal avec réserve; celui-là, dis-je, ne saurait trouver des exemples plus récents que les actions du Valentinois.

Tout ce qu'on lui peut reprocher, c'est l'avènement de Jules II, à la mauvaise élection duquel il a coopéré; car, s'il ne pouvait pas faire un pape à son idée, il pouvait empêcher qui

que soit d'être pape. Or, il ne devait jamais consentir à l'exaltation des cardinaux qu'il avait offensés, ou qui, devenus papes, avaient lieu de le craindre; car les hommes nous offensent ou par crainte ou par haine.

Ceux qu'il avait offensés étaient entre autres les cardinaux Saint-Pierre-aux-Liens, Colonne, Saint-George et Ascagne. Tous les autres, une fois papes, le devaient redouter. Il faut excepter le cardinal de Rouen et les sujets espagnols; ces derniers par l'intérêt et les devoirs; l'autre par la puissance, ayant derrière lui le royaume de France. Ainsi, le duc devait surtout faire nommer pour pape un Espagnol, et, ne le pouvant pas, il devait accepter le cardinal de Rouen, et non Saint-Pierre-aux-Liens. Tant il est vrai que se trompent ceux qui croient que les bienfaits nouveaux font oublier aux grands personnages les anciennes offenses. Le duc s'est donc trompé dans cette élection, qui a été la cause de sa dernière ruine.

---

## CHAPITRE VIII

**De ceux qui, par des crimes, sont devenus princes.**

Je ne crois pas devoir oublier les deux autres moyens par lesquels un particulier peut encore devenir prince (ce qui ne peut être attribué entièrement à la fortune ni à la valeur). De l'un de ces moyens on peut disserter plus longuement là où l'on parlera des républiques : l'un de ces moyens est, quand on monte au trône par quelque horrible scélératesse ; l'autre, quand un citoyen particulier devient prince de sa patrie par la faveur de ses concitoyens.

Quant à la première, sans entrer autrement dans le mérite de la cause, j'alléguerai deux exemples, l'un ancien et l'autre moderne qui, à mon avis, suffiront pour ceux qui sont dans la nécessité de les imiter. Agathocle, sicilien, parti non-seulement d'un rang privé, mais d'une situation abjecte, devint roi de Syracuse. Fils d'un potier, il a été scélérat dans tous les divers degrés de sa fortune ; néanmoins il rachetait ses crimes par une si grande vaillance d'esprit et de corps, qu'étant entré dans la milice il monta de grade en grade jusqu'à la dignité de préteur de Syracuse. S'é-

tant bien consolidé dans ce poste, il voulut être le maître de la ville, et tenir indépendamment d'autrui ce qu'on lui avait accordé de plein gré.

Après en avoir conféré avec le Carthaginois Amilcar, qui avait une armée en Sicile, un matin il assembla le peuple et le sénat de Syracuse, comme pour délibérer des affaires de la république; un à signal donné, il fit tuer par ses soldats les sénateurs et les plus riches parmi le peuple, et puis s'empara sans aucune opposition de la souveraineté de la ville. Quoique les Carthaginois l'eussent défait deux fois en dernier lieu et l'eussent assiégé, non-seulement il put défendre sa ville, mais n'y laissant qu'une partie de ses gens pour la garder, il assaillit l'Afrique avec l'autre, et en peu de temps, fit lever le siège de Syracuse, et mit les Carthaginois dans la dure nécessité de s'accorder avec lui pour garder l'Afrique en lui laissant la Sicile.

Quiconque considérera les actes et les vertus de cet homme n'y verra rien ou bien peu de chose qu'on puisse attribuer à la fortune, puisqu'il parvint à la souveraineté, non pas par la faveur d'autrui, mais par des grades militaires gagnés par mille sacrifices et dangers, et qu'il se maintint depuis par de fortes et périlleuses mesures. Véritablement on ne peut pas dire que ce soit vertu de tuer ses concitoyens, de trahir ses amis, d'être sans foi,

sans pitié, sans religion, tous moyens qui peuvent bien faire acquérir le pouvoir, mais non pas la vraie gloire.

Mais si l'on considère l'intrépidité par laquelle Agathocle s'engageait dans les dangers et les surmontait, et la grandeur de son âme, en supportant les adversités, on ne comprend pas qu'il doive être estimé inférieur à n'importe qui des plus grands capitaines; néanmoins il ne mérite pas de tenir rang parmi les hommes éminents, vu ses cruautés horribles et ses innombrables scélératesses. On ne peut donc pas attribuer à la fortune ni à la vertu ce qu'il a fait sans l'une et sans l'autre.

De notre temps, sous le pontificat d'Alexandre VI, Oliverotto da Fermo étant demeuré orphelin dès son enfance, Jean Fogliani, son oncle maternel, l'éleva, puis le donna tout jeune à Paul Vitelli pour parvenir, grâce à ses leçons, à quelque grade élevé dans la milice. Paul étant mort depuis, il servit sous Vitellozzo, son frère, et comme il était doué de talent et d'une grande force d'âme et de corps, il ne mit guère de temps à devenir un des premiers hommes de son armée. Mais comme il lui semblait lâche de servir chez les autres, il résolut, avec l'appui des Vitelli, d'occuper Fermo, à l'aide de quelques citoyens qui aimaient mieux voir leur patrie en servitude qu'en liberté.

Il écrivit donc à Jean Fogliani qu'après avoir

été plusieurs années hors de la maison, il désirait revoir sa patrie, et reconnaître un peu son patrimoine, et comme il ne s'était pas occupé que de sa renommée, pour montrer à ses compatriotes qu'il n'avait pas perdu son temps, il voulait entrer avec pompe, accompagné de cent cavaliers de ses amis ou serviteurs. Qu'à cet effet, il le pria de disposer les habitants à le recevoir honorablement; honneur, qui rejaillirait sur lui-même, dont il était l'élève.

Jean employa tous ses bons offices en faveur du neveu, et l'ayant fait recevoir honorablement par les habitants de Fermo, le logea dans la ville, où il fut quelques jours à concerter ce qui était nécessaire pour la réussite de son crime. Il fit un festin solennel, où il invita Jean Fogliani, et tous les premiers de la ville; et puis à la fin du repas et des réjouissances ordinaires en ces circonstances, il entama à dessein des discussions curieuses sur la grandeur du pape Alexandre et sur les exploits de son fils César.

Son oncle et les autres invités ayant pris part à la conversation, il se leva tout à coup, disant qu'il fallait un lieu plus secret pour causer de telles affaires, et entra dans une chambre, où Jean et les autres citoyens le suivirent; mais à peine s'étaient-ils assis, que des soldats sortis de leurs cachettes les égorgèrent tous. Après quoi, Oliverotto monta à cheval, parcour-

rut la ville et alla assiéger le palais du magistrat, de sorte que, par la crainte, tout le monde dut se résigner à lui obéir et à former un gouvernement, dont il se déclara le chef : dignité dans laquelle il sut si bien se maintenir en ôtant la vie à tous ceux qui, étant mécontents, lui pouvaient nuire, en faisant de nouvelles lois civiles et militaires, qu'il était non-seulement en sûreté dans sa ville, mais même redoutable à tous ses voisins, et qu'il eût été aussi difficile de le détrôner, qu'Agathocle, si, un an après avoir commis ce parricide, il ne se fût pas laissé tromper par César Borgia, qui le prit avec les Orsini et les Vitelli, à Sinigaglia, où il fut étranglé avec Vitellozzo, qui avait été son maître de guerre et de scélératesse.

On pourrait s'étonner qu'Agathocle et d'autres de la même trempe, après mille trahisons et cruautés, aient vécu si longtemps dans leur patrie, se défendant des ennemis du dehors, et n'étant en butte à aucune conspiration à l'intérieur, attendu que plusieurs autres, à cause de leur cruauté, n'ont pu conserver leur Etat, même en temps de paix, bien loin de savoir le défendre en temps de guerre.

Je crois que cela vient du bon ou mauvais usage que l'on fait de la cruauté. On peut la dire bien employée (s'il est jamais permis de dire qu'un mal est un bien) quand elle ne se fait qu'une fois, et encore par nécessité de con-

server le pouvoir, et qu'elle tourne ensuite au bien des sujets. Les crimes mal employés sont ceux qui, quoique étant peu considérables au début, au lieu de cesser augmentent par la suite.

Ceux qui se serviroient du premier moyen peuvent, avec l'aide de Dieu et des hommes, trouver quelque remède à leurs affaires, ainsi que fit Agathocle. Pour les autres, il est impossible qu'ils se maintiennent. Il faut donc en conclure que l'usurpateur d'un Etat doit préparer et faire toutes les cruautés d'un coup, pour n'avoir pas à les recommencer tous les jours, et pouvoir, en ne les renouvelant pas, rassurer les esprits et les gagner par des bienfaits. Le prince qui agit autrement, par timidité ou par mauvais conseil, est forcé de tenir toujours le couteau à la main, et ne saurait jamais se fier à ses sujets, parce que les offenses continuelles et récentes qu'il leur fait les empêchent d'avoir confiance en lui.

Ainsi, le mal se doit faire tout à la fois, afin qu'en le savourant moins il blesse moins; au contraire, les bienfaits doivent se répandre peu à peu, afin qu'on les savoure mieux. Enfin, le prince doit vivre de telle sorte avec ses sujets, que nul accident, bon ou mauvais, ne le puisse faire varier. Car, quand la nécessité te presse, tu n'es plus à temps de te venger; et le bien que tu fais ne sert à rien, et personne ne t'en sait gré, persuadé que l'on est que tu y es forcé.

## CHAPITRE IX

### Du gouvernement civil.

Mais, pour en venir à la seconde question, lorsqu'un citoyen devient prince de sa patrie, non par un crime, ni par aucune violence, mais par la faveur de ses concitoyens, cela peut s'appeler gouvernement civil. Pour y parvenir, il ne faut ni un mérite, ni un bonheur extraordinaire, mais seulement une ruse heureuse. Or, on arrive à cette souveraineté, soit par la bienveillance du peuple, soit par la faveur des grands; car toutes les villes sont partagées en ces deux factions, qui naissent de ce que le peuple craint d'être opprimé par les grands, et que ceux-ci veulent l'opprimer. Cette diversité amène toujours ou la principauté, ou la liberté, ou la licence.

La principauté vient du peuple ou des grands, selon que l'un ou l'autre parti en trouve l'occasion; car lorsque les grands ne sont plus en état de résister au peuple, ils commencent à jeter les yeux sur un d'entre eux, qu'ils font prince, pour pouvoir mieux satisfaire à leurs passions sous son nom. De son côté, le peuple, lorsqu'il voit qu'il ne saurait résister aux grands, cède son autorité à

un seul, et le fait prince pour en être défendu.

Celui qui parvient à la principauté par la faveur des grands a plus de peine à s'y maintenir que celui qui est fait prince par le peuple, parce qu'il a autour de lui beaucoup de gens se croyant ses égaux, et que, nécessairement, il ne saurait commander à sa guise. Mais celui que le peuple élève à la principauté commande seul, et trouve peu ou point de personnes qui ne soient prêtes à lui obéir.

De plus, on ne peut pas honnêtement, ni sans faire tort à autrui, contenter les grands, mais bien le peuple, car celui-ci est plus raisonnable que les grands ; ceux-ci le voulant opprimer, et lui ne le voulant pas souffrir. Ajoutez à cela que le prince ne saurait jamais s'assurer contre un peuple ennemi, ayant affaire à trop de monde, au lieu que, y ayant peu de grands, il est facile d'en venir à bout.

Tout le mal qu'un prince puisse attendre d'un peuple qui ne l'aime point est d'en être abandonné ; mais il a bien autre chose à craindre des grands, les ayant pour ennemis, car ils peuvent se déclarer contre lui, d'autant qu'ayant plus de pénétration d'esprit, ils s'empresent toujours de se mettre en sûreté, cherchant ainsi à gagner l'affection du vainqueur.

Enfin, c'est une nécessité pour le prince de vivre toujours avec le même peuple, mais non

pas avec les mêmes grands, qu'il peut élever ou perdre conserver ou détruire quand cela lui plaît. Pour mieux expliquer cette question, il faut examiner les deux points de vue sous lesquels on doit observer les grands.

Ceux qui s'attachent entièrement à la fortune du prince doivent être honorés et chéris, pourvu qu'ils ne soient point des gens de rapine. Ceux qui ne s'affectionnent pas au prince le font par lâcheté ou par finesse. Si c'est par lâcheté, tu dois te servir d'eux, et surtout de ceux qui sont de bon conseil, parce que tu t'en fais honneur dans la prospérité, et que tu n'as rien à craindre d'eux dans l'adversité. Mais si c'est par calcul et par ambition, alors c'est qu'ils pensent plus à eux qu'à toi, et, par conséquent, tu t'en dois autant méfier que s'ils étaient tes ennemis déclarés, attendu que si tu tombes dans l'adversité, ils aideront toujours à te ruiner.

Celui donc qui devient prince par la faveur du peuple doit toujours chercher à conserver son affection, ce qui est facile, le peuple ne demandant rien, sinon de n'être pas opprimé. Mais celui qui, malgré le peuple, devient prince par la faveur des grands, doit, avant tout, essayer de le gagner; ce qui lui sera aisé s'il le prend sous sa protection.

Les hommes, quand ils reçoivent du bien de celui de qui ils n'attendaient que du mal, n'en sont que plus obligés à leur bienfaiteur,

et le prince devient plus agréable au peuple que s'il tenait de lui sa principauté. Or, la bienveillance du peuple peut se gagner par divers moyens, dont je ne parlerai point, ne pouvant pas fournir de règle certaine, à cause qu'il faut en changer selon les temps.

Je dirai seulement qu'un prince a besoin de l'affection du peuple, faute de quoi il n'a point de ressource dans l'adversité. Quand Nabis, prince de Sparte, fut attaqué par toute la Grèce et par l'armée victorieuse des Romains, il n'eut qu'à s'assurer de quelques nobles pour se tirer de danger, ce qui ne lui eût pas suffi si le peuple avait été son ennemi.

Que l'on ne m'objecte point le commun proverbe qui dit, que, de compter sur le peuple, c'est bâtir sur la boue, car cela n'est vrai qu'à l'égard d'un citoyen particulier qui s'attend que le peuple le tirera des mains de ses ennemis, ou des magistrats : en quoi il pourrait souvent se trouver trompé, comme il arriva aux Gracques, à Rome, et à Georges Scali, à Florence. Mais un prince qui sait commander et qui ne manque point de cœur dans l'adversité, ni de ce qu'il faut pour entretenir l'esprit du peuple, ne se repentira jamais d'avoir fait fonds sur son affection.

D'ordinaire, les principautés civiles courent à leur ruine quand il s'agit d'établir une domination absolue : car ces princes commandent par eux-mêmes ou par des magistrats :

si c'est par autrui, le danger est plus grand, parce qu'ils dépendent de la volonté des citoyens qui sont en charge, lesquels, au premier mouvement qui arrive, leur peuvent très facilement ôter l'Etat, soit en ne voulant pas leur obéir, ou en soulevant le peuple contre eux ; et alors le prince n'a plus le temps de se rendre maître absolu, parce qu'il ne sait à qui se fier, et que les sujets qui ont l'habitude d'obéir aux magistrats ne veulent point lui obéir. Ajoutez qu'il ne saurait se régler sur ce qui a lieu lorsqu'il est en paix, et que les citoyens ont besoin de l'État ; car alors chacun court, chacun promet, chacun veut mourir pour lui, parce que la mort est éloignée. Mais lorsque l'Etat a besoin des citoyens, il s'en trouve peu qui accourent, et l'expérience est d'autant plus dangereuse qu'on ne peut la faire qu'une fois.

Ainsi, un prince sage doit faire en sorte que ses sujets aient besoin de lui en tout temps, seul moyen par lequel ils lui seront toujours fidèles.

---

## CHAPITRE X

Comment on doit mesurer les forces des  
gouvernements.

Il faut, en examinant les qualités de ces principautés, voir si le prince a un si grand Etat qu'il puisse de lui-même se défendre au besoin, ou bien s'il ne saurait se passer de l'assistance d'autrui. Pour éclaircir ce point je, dis que ceux-là seuls peuvent se soutenir d'eux-mêmes, qui ont assez d'hommes ou assez d'argent pour mettre une bonne armée sur pied et livrer bataille à qui les vienne attaquer : au contraire, ceux-là ont toujours besoin d'autrui, qui sont contraints de s'enfermer dans leurs villes et de s'y abriter, faute de pouvoir entrer en campagne. Nous avons parlé du premier cas, et nous en dirons encore dans la suite ce qu'il faudra.

Quant au second, il suffit d'avertir les princes, de fortifier et approvisionner la ville où ils résident, sans se mettre nullement en peine du reste, car, quand le prince aura bien fortifié sa ville, et qu'il aura su se ménager l'affection de ses sujets, comme je l'ai dit et le dirai encore par la suite, il ne sera jamais attaqué à la légère, les hommes craignant tou-

jours de s'embarquer dans les entreprises difficiles. Or, il ne fait jamais bon à attaquer un prince qui tient sa place en état de bien se défendre, et qui n'est point détesté par son peuple.

Les villes d'Allemagne sont très libres, ont un territoire assez restreint et n'obéissent, quand il leur plaît, qu'à l'empereur qu'elles ne craignent point, non plus qu'aucun autre voisin puissant. Car, comme elles ont toutes de fortes murailles, de grands fossés et autant d'artillerie et de munitions qu'il leur en faut, et qu'il y a toujours dans leurs magasins des provisions de vivres et de bois pour un an, chacun voit que le siège de ces villes serait long et pénible. Ajoutez à cela que, pour nourrir le menu peuple, sans qu'il soit à charge au trésor public, elles ont toujours en réserve du travail pour un an à ces espèces d'ouvrages qui sont le nerf et le soutien d'une ville. Outre cela, elles tiennent en honneur la discipline et les exercices militaires.

Ainsi donc un prince qui a une ville forte et qui n'y est pas détesté ne saurait être assailli avec avantage, et ceux qui l'attaqueraient en sortiraient à leur déshonneur, parce que les choses de ce monde sont si sujettes au changement qu'il est presque impossible d'assiéger un an durant la même place.

Mais, dira-t-on, si le peuple a ses biens au dehors et voit saccager ses terres, il perdra

patience, et le long siège et son propre intérêt lui feront oublier son prince.

Je réponds qu'un prince puissant et courageux surmontera toujours ces difficultés, soit en faisant espérer au peuple que le mal ne durera pas, soit en lui faisant redouter la cruauté de l'ennemi ou en s'assurant adroitement de ceux qui lui paraîtront par trop hardis. Ajoutons à cela que comme d'ordinaire l'ennemi brûle et saccage le pays dès son arrivée, et lorsque les esprits sont bouillants et mieux résolus à la défense, le prince doit d'autant moins douter; car, le premier élan passé, le mal est déjà fait, et il n'y a plus de remède; et alors ses sujets s'unissent encore plus étroitement avec lui, se le croyant plus obligé, leurs maisons ayant été brûlées et leurs propriétés saccagées pour l'amour de lui. C'est la nature des hommes d'aimer autant pour le bien qu'ils font que pour celui qu'ils reçoivent.

Tout cela bien examiné, il ne sera pas difficile à un prince prudent de décider les citoyens à soutenir un long siège, pourvu que la ville ait de quoi vivre et les moyens de se défendre.

---

## CHAPITRE XI

### Des principautés ecclésiastiques.

Il ne me reste plus à parler que des principautés ecclésiastiques, au sujet desquelles toutes les difficultés se rencontrent avant de les acquérir, car elles s'acquièrent par la valeur ou par la fortune, et on les conserve sans l'une et sans l'autre étant appuyées sur de vieilles institutions religieuses qui sont tellement puissantes, que de quelque manière qu'on se gouverne, le Prince s'y maintient toujours.

Il n'y a que les princes ecclésiastiques qui ont un Etat et ne le défendent pas, qui ont des sujets et ne les gouvernent pas; il n'y a qu'eux qui ne sont pas dépouillés de leurs Etats, quoiqu'ils les laissent sans défense, et dont les sujets n'ont ni la pensée ni le pouvoir de se soustraire à leur domination. Ce sont donc là les seules principautés solides et heureuses. Mais comme elles sont régies et soutenues par des moyens surhumains, que l'esprit humain ne saurait atteindre, il y aurait présomption et témérité à moi d'en parler.

Cependant, si l'on me demande d'où vient que l'Eglise est devenue si puissante dans le

temporel, qu'un roi de France en tremble aujourd'hui et qu'elle l'a pu chasser de l'Italie, ruinant en même temps les Vénitiens; tandis qu'avant le pontificat d'Alexandre, non-seulement les puissances italiennes, mais même les moindres barons et seigneurs italiens la méprisaient quant au temporel, il ne me paraît pas inutile de le rappeler en partie, quoique cela soit assez connu.

Avant que Charles, roi de France, (1) entrât en Italie, cette province était sous la domination du pape, des Vénitiens, du roi de Naples, du duc de Milan et des Florentins. Ces puissances avaient deux principaux soucis, l'un d'empêcher que les armes étrangères n'entrassent en Italie; l'autre, qu'aucun d'eux ne s'agrandît.

Ceux qui inspiraient plus de crainte étaient le pape et les Vénitiens. Pour contenir ceux-ci, il fallait une ligue de tous les autres, comme l'on avait fait pour la défense de Ferrare. Pour contenir le pape, l'on se servait des barons romains, qui, étant partagés en deux factions, les Orsini et les Colonna, avaient toujours les armes à la main pour venger leurs querelles, jusque sous les yeux du pontife; ce qui énervait la papauté.

Il y avait bien quelquefois un pape courageux, tel que Sixte IV, mais ni la fortune ni

(1) Charles VIII.

l'adresse ne purent jamais le tirer d'embarras, à cause de la courte durée du Pontificat; car une dizaine d'années, qu'en moyenne vivait un pape, suffisaient à peine pour abaisser l'une des factions. Et si, par exemple, un pape avait réussi à éteindre celle des Colonna, elle ressuscitait sous un autre pape, qui en voulait aux Orsini : et de cette sorte, les forces temporelles du pape étaient peu redoutées en Italie.

Vint enfin Alexandre VI, qui montra mieux que tous ses prédécesseurs ce dont un Pape est capable avec de l'argent et des armes; témoin tout ce que j'ai raconté qu'il fit par le bras du duc de Valentinois et des Français. Quoique son intention n'ait pas été d'agrandir l'Église, mais le duc, néanmoins après sa mort et celle du duc, l'Église hérita de toutes ses conquêtes.

Jules (II), successeur d'Alexandre, trouvant l'État ecclésiastique augmenté de toute la Romagne, les barons romains éteints par les rigueurs de son prédécesseur, et, avec cela, un chemin ouvert aux moyens de faire de l'argent ce qu'on n'avait jamais fait avant Alexandre, non-seulement il suivit ses traces, mais, encherissant même sur son prédécesseur, il se proposa d'acquérir Bologne, de ruiner les Vénitiens et de chasser les Français de l'Italie; tout cela lui réussit avec d'autant plus de gloire, que c'était pour agrandir l'Église, et

non point pour enrichir les siens qu'il avait agi.

Il laissa les Orsini et les Colonna au même point où il les avait trouvés, et, bien qu'il y eût quelque sujet de division entre eux, néanmoins deux choses les maintinrent dans le devoir, l'une, la grandeur de l'Église qui les effrayait, l'autre, de n'avoir point de cardinaux de leur maison; d'où étaient venues toutes leurs dissensions et querelles : qui ne cesseront jamais, tant qu'elles auront des cardinaux, car ils fomentent au dedans et au dehors des partis que les seigneurs de l'une et de l'autre faction sont contraints de défendre. En sorte que les discordes et les émeutes de barons viennent de l'ambition des prélats.

Ainsi, Sa Sainteté le pape Léon (X) a trouvé le pontificat très puissant, et on peut espérer, que, comme Alexandre et Jules l'ont agrandi par les armes, il le rendra encore plus grand et plus vénérable par sa bonté et par mille autres vertus.

---

## CHAPITRE XII

Des diverses espèces de milice, et des soldats  
mercenaires.

Ayant traité en détail de toutes les fortes principautés que je m'étais proposé de faire connaître, et ayant montré les causes de leur prospérité ou de leur décadence, ainsi que les moyens par lesquels plusieurs les ont acquises et conservées, il me reste maintenant à parler en général de ce qui concerne l'offensive ou la défensive, dont on peut avoir besoin en chacun de ces États.

J'ai déjà dit que le prince doit jeter de bons fondements, faute de quoi il devra périr. Or les principaux fondements des États nouveaux, anciens ou mixtes sont les bonnes lois et les bonnes troupes; et, comme les bonnes lois ne peuvent rien là où il n'y a pas de bonnes troupes, et que là où il y a de bonnes troupes, il faut qu'il y ait de bonnes lois, je ne parlerai que des premières.

Je dis donc que les troupes avec lesquelles un prince défend son État sont propres ou mercenaires, auxiliaires ou mixtes. Les mercenaires et les auxiliaires sont inutiles et dangereux, et le prince qui fera fonds sur les

soldats mercenaires ne sera jamais en sûreté, parce qu'ils sont désunis, ambitieux, sans discipline, infidèles, braves parmi les amis, lâches en présence des ennemis, n'ayant ni crainte de Dieu ni bonne foi envers les hommes; en sorte que la ruine ne se diffère qu'autant que le conflit est différé. Ils te dépouillent durant la paix, autant que le font les ennemis durant la guerre, car ils n'ont point d'autre amour ni d'autre motif qui les lie à ton service que leur paye, qui d'ailleurs ne suffit pas à leur faire braver la mort pour toi. Ils veulent bien être tes soldats tant que tu ne fais point la guerre, mais aussitôt que la guerre arrive, ils s'enfuient ou veulent désert.

Je n'aurais pas de peine à prouver cela, car la ruine de l'Italie ne vient aujourd'hui que de la confiance si longtemps accordée aux soldats mercenaires, qui d'abord firent quelque progrès et semblaient être de braves gens entre eux, mais qui donnèrent la mesure de ce qu'ils valaient lorsque les étrangers parurent; en sorte que Charles, roi de France, prit l'Italie avec de la craie (1). Et ceux qui disaient que nos péchés en étaient la cause disaient

(1) Mot employé par Alexandre VI pour montrer que la marche triomphale de Charles VIII en Italie n'avait été qu'une course de maréchal des logis, qui ne fait que marquer à la craie les logements.

vrai, bien que ce ne fussent pas les péchés qu'ils croyaient, mais ceux que j'ai racontés, c'est-à-dire l'ambition et la cupidité des princes, qui à leur tour en ont porté la peine.

Pour rentrer dans mon sujet, je dirai que les capitaines mercenaires sont d'excellents hommes ou non; si ce sont de braves gens, tu ne saurais t'y fier, car ils tendent toujours à leur propre grandeur, soit en t'opprimant, toi qui es leur maître, ou en opprimant les autres contre ton intention; s'ils ne le sont pas d'ordinaire, ils hâtent ta ruine.

Si l'on m'objecte que tout autre capitaine qui aura les armes à la main fera de même, je répondrai que c'est au prince ou à la république à prendre les armes. Le prince doit remplir lui-même la charge de capitaine; la république doit la donner à un de ses citoyens; et s'il arrive que celui-là n'y est point propre, elle le doit changer; et s'il est bon pour cet emploi, elle doit le tenir dans une telle dépendance qu'il ne puisse contrevenir aux lois.

L'expérience prouve que les princes tout seuls et les républiques armées peuvent faire de grandes choses, et que les milices mercenaires ne font jamais que du mal. Ainsi une république armée de ses propres armes se garantit mieux contre l'oppression de son général que ne le peut une république se servant d'armes étrangères. Rome et Sparte se sont maintenues libres plusieurs siècles avec leurs

armes; et les Suisses avec les leurs sont aujourd'hui très libres (1).

Comme exemple de l'ancienne milice mercenaire, on peut citer les Carthaginois qui, quoiqu'ils eussent pour capitaines leurs propres citoyens, faillirent être opprimés par les armes mercenaires à la fin de la première guerre qu'ils eurent contre les Romains. Philippe de Macédoine aussi, devenu capitaine des Thébains après la mort d'Epaminondas, les asservit après qu'il eut vaincu leurs ennemis.

Les Milanais, après la mort du duc Philippe, prirent à leur solde François Sforza pour combattre les Vénitiens; et Sforza, après avoir vaincu l'ennemi à Caravaggio, se liguait avec lui pour opprimer les Milanais, ses maîtres. Son père, Sforza, étant au service de la reine Jeanne de Naples, la laissa tout à coup sans défense, de sorte que, pour ne pas perdre le royaume, elle a dû se mettre à la merci du roi d'Aragon.

On me dira que les Vénitiens et les Florentins n'ont agrandi leur empire que par cette milice, et que leurs capitaines ne sont pourtant jamais devenus leurs princes, mais au contraire les ont bien défendus, je réponds

(1) L'édition du Blado dit *très libéraux*, ce qui nous prouve que Machiavel connaissait déjà la différence existant entre un peuple libre et un peuple ayant des institutions libérales.

que les Florentins ont eu beaucoup de bonheur, car de leurs capitaines dont ils avaient le plus à craindre, les uns n'ont point vaincu, les autres ont rencontré des obstacles ou ont porté leur ambition ailleurs. Jean Acuto fut celui qui ne vainquit point, et de qui par conséquent on ne put pas mettre à preuve la fidélité ; mais il est facile de voir que, s'il eût vaincu, les Florentins restaient à sa discrétion.

Sforza eut toujours les Braccios contre lui, et ils se surveillaient l'un l'autre. François tourna son ambition contre la Lombardie, Bracc contre l'Eglise et le royaume de Naples. Mais venons à ce que nous avons vu de nos jours.

Les Florentins nommèrent capitaine Paul Vitelli, personnage très prudent, et qui, d'une fortune privée, était parvenu à une très haute réputation. S'il eût pris Pise, les Florentins eussent été contraints de rester avec lui, car ils étaient perdus s'il avait passé au service de leurs ennemis ; et, en le conservant, ils auraient dû lui obéir.

Si l'on considère les progrès des Vénitiens, on verra qu'ils ont agi pour leur sécurité et pour leur gloire lorsqu'ils ont fait eux-mêmes la guerre ; c'est-à-dire qu'avant qu'ils ne livrassent des batailles, ils combattirent vaillamment avec leurs gentilshommes et le peuple armés ; mais ils oublièrent leur vaillance en voulant combattre par terre et adopter les mœurs du reste de l'Italie.

Dans les commencements de leur établissement en terre ferme, ils n'avaient pas lieu de craindre beaucoup leurs capitaines, soit à cause de la petitesse de leur Etat, soit à cause de leur renommée; mais ils s'aperçurent de leur faute quand ils se trouvèrent agrandis, sous la conduite de Carmagnola; car en le voyant très brave, après avoir battu sous ses ordres le duc de Milan, et ayant vu d'un autre côté qu'il traînait la guerre en longueur, ils jugèrent qu'ils ne devaient plus s'attendre à vaincre avec lui, comme aussi qu'ils ne voulaient ni ne pouvaient le licencier, sans perdre ce qu'il leur avait acquis; pour leur sûreté, ils furent contraints de le faire tuer.

Ils eurent depuis pour capitaine Barthélemi de Bergame, Robert de Saint-Séverin, le comte de Pitillan, et d'autres dont ils n'avaient pas à craindre les victoires, mais les pertes, ainsi qu'il leur arriva depuis à Vaïla, où ils perdirent, dans une bataille, tout ce qu'ils avaient acquis avec tant de peines en 800 ans, parce que ces sortes de gens ne font que de faibles et lentes conquêtes, mais de promptes et prodigieuses pertes.

Puisque ces exemples m'ont amené à parler de l'Italie, qui se sert depuis longtemps d'armes mercenaires, il est bon de reprendre les choses de plus haut pour connaître l'origine de ces milices, et d'en voir les progrès. Il faut savoir qu'aussitôt que, en ces derniers temps

l'empire eut commencé à être repoussé de l'Italie, et que le pape dans le gouvernement temporel eut commencé à y prendre une autorité plus grande, l'Italie se divisa en plusieurs États, parce que la plupart des grandes villes prirent les armes contre la noblesse, qui, appuyée auparavant de la faveur de l'empereur, les tenait dans la servitude, et l'Eglise les seconda pour devenir puissants dans le temporel; d'autres villes tombèrent sous la domination de leurs citoyens, de sorte que l'Italie passa presque tout entière au pouvoir de l'Eglise et de quelques républiques, si bien que les uns étant des prêtres, et les autres des citoyens (1) ne sachant pas manier les armes, on a commencé à solder des étrangers.

Le premier qui mit cette milice en crédit fut un Albéric da Conio, de qui furent élèves Braccio et Sforza, qui, en leur temps, furent les arbitres de l'Italie. A ceux-ci ont succédé tous les autres, qui ont commandé les armées en Italie jusqu'à nos jours.

C'est grâce à eux que l'Italie a été envahie par Charles, ravagée par Louis, opprimée par Ferdinand et déshonorée par les Suisses. L'ordre qu'ils tinrent fut premièrement d'ôter tout honneur à l'infanterie, pour se mettre eux-mêmes en crédit; car n'ayant point d'Etats et ne subsistant que de leur industrie, ils ne

(1) Plusieurs éditions portent *cardinaux*.

pouvaient pas acquérir de l'autorité avec un petit nombre de fantassins, ni aussi en nourrir beaucoup, de sorte qu'ils trouvaient mieux leur compte à la cavalerie, dont un nombre modeste les faisait vivre avec honneur.

Les choses étaient arrivées à ce point, que, dans une armée de vingt mille hommes, il n'y avait pas deux mille fantassins. Outre cela, ils avaient trouvé le secret de s'exempter, eux et leurs soldats, de la fatigue et de la peur, en ne s'entretenant pas en bataille, mais en y faisant des prisonniers sans rançon.

Ils ne tiraient point la nuit sur les terres, ni pareillement les habitants de ces terres sur leurs tentes; ils ne faisaient point de retranchements ni de fossés dans leur camp, et ne campaient jamais l'hiver. Toutes ces choses étaient permises par leur discipline militaire, et ils les avaient inventées, ainsi que je viens de le dire, pour éviter le travail et le danger. Ce sont donc eux qui rendirent l'Italie esclave et méprisable.

---

## CHAPITRE XIII

### Des troupes auxiliaires mixtes et nationales.

Les autres troupes inutiles sont les auxiliaires, c'est-à-dire celles qu'un prince appelle pour le secourir et le défendre, ainsi que fit, il y a quelques années, le pape Jules, qui, ayant fait une malheureuse expérience des armes mercenaires dans l'entreprise de Ferrare, eut recours aux auxiliaires, et traita avec Ferdinand, roi d'Espagne, pour qu'il allât le secourir avec ses armées.

Cette milice peut être utile et bonne à celui qui l'envoie, mais elle est toujours funeste au prince qui s'en sert, car si elle est battue, tu es perdu, et si elle a l'avantage, tu restes à sa merci. Quoique les anciennes histoires soient pleines de ces exemples, néanmoins je veux m'arrêter à celui de Jules II, qui, voulant conquérir Ferrare, ne pouvait commettre une plus grande imprudence que de se mettre dans les mains d'un étranger.

Mais sa bonne fortune fit naître une troisième cause, grâce à laquelle il ne porta pas la peine de sa mauvaise idée. C'est que, ses soldats auxiliaires ayant été vaincus à Ravenne, survinrent les Suisses, qui, contre son

attente et contre l'attente des siens et des autres, mirent en fuite les vainqueurs, de sorte qu'il ne resta prisonnier ni de ses ennemis, parce qu'ils s'étaient enfuis, ni de ses soldats auxiliaires, parce qu'ils n'avaient vaincu que par les armes d'un autre.

Les Florentins, étant entièrement désarmés, appelèrent dix mille Français contre la ville de Pise, faute qui leur attira plus de dangers qu'il ne leur en était jamais arrivé. L'empereur de Constantinople, pour s'opposer à ses voisins, jeta en Grèce dix mille Turcs, qui n'en voulurent pas sortir la guerre une fois finie; ce qui a été le commencement de la servitude de la Grèce sous les infidèles.

Celui donc qui est décidé à ne jamais vaincre n'a qu'à se servir de ces troupes, qui sont bien plus dangereuses que les mercenaires, étant toutes unies, et toutes placées sous l'obéissance d'autrui; au lieu qu'il faut plus de temps et plus d'autorité aux troupes mercenaires pour t'offenser, après qu'elles ont vaincu, parce qu'elles ne forment pas un seul corps, et que c'est toi qui les as levées et qui les payes; et si tu nommes un général pour commander ces troupes, il ne peut pas d'un coup avoir sur elles assez d'autorité pour les tourner contre toi. En un mot, tu as autant à craindre la lâcheté et la lenteur des mercenaires que la valeur des auxiliaires.

C'est ainsi qu'un prince sage se passera

toujours des uns et des autres, pour se servir de ses soldats à lui, aimant mieux être vaincu en combattant avec ses propres armes, que de vaincre par celles d'autrui; car ce n'est pas une vraie victoire que celle qu'on gagne par les troupes des autres.

Je ne me lasserai jamais de citer César Borgia et ses exploits. Il s'empara d'Imola et de Forli avec des troupes auxiliaires, toutes françaises, mais, n'y trouvant pas de sûreté, il se tourna vers les mercenaires, qu'il jugeait être moins dangereux, et solda les Orsini et les Vitelli; et puis les ayant reconnus douteux, infidèles et dangereux, il s'en défit, et ne se servit plus que de ses propres soldats.

Il est facile de voir la différence qu'il y a entre l'une et l'autre milice, une fois qu'on considère combien la réputation du duc, pendant qu'il n'avait sous ses ordres que les Français, ou quand il avait les Orsini et les Vitelli, était différente de celle qu'il acquit lorsqu'il combattit avec ses soldats, ne se fiant qu'à lui-même. Car on ne connaît jamais ce qu'il valait que lorsqu'il fut entièrement le maître de son armée.

Je voulais m'en tenir aux exemples modernes d'Italie, pourtant je ne veux pas omettre celui d'Hiéron de Syracuse, dont j'ai déjà parlé. Ayant reçu, ainsi que je l'ai dit, le commandement de l'armée des Syracusains, il reconnut l'inutilité de la milice mercenaire,

parce que les chefs se conduisaient comme font aujourd'hui nos Italiens; et voyant qu'il ne pouvait ni les garder, ni les congédier, il les fit tous tailler en pièces, et puis il fit la guerre avec ses propres troupes, et non plus avec celles d'autrui.

Je veux encore rappeler une figure du Vieux estament, qui cadre parfaitement avec mon ujet. David, offrant à Saül d'aller combattre oliath, ce provocateur Philistin, Saül, pour encourager, l'arma de ses armes; mais David, après les avoir essayées, les refusa en disant qu'il ne pouvait pas avoir la liberté de ses mouvements, et qu'il voulait combattre son ennemi avec sa fronde et son couteau.

Enfin, il arrive toujours que les armes d'autrui, ou te tombent du corps, ou te pésent, ou te serrent. Charles VII, père de Louis XI, ayant, par sa fortune et par sa valeur, délivré la France des Anglais, connut la nécessité de s'armer de ses propres armes, et établit dans tout le royaume des compagnies d'ordonnance de cavalerie et d'infanterie.

Ensuite Louis XI, son fils, cassa les compagnies d'infanterie, et commença à prendre à sa solde les Suisses. Cette faute, renouvelée aussi par ses successeurs, est, ainsi qu'on le voit bien aujourd'hui, la source de tous les maux de ce royaume, car, en accréditant les Suisses, il a avili ses propres sujets, qui, accoutumés à combattre avec les Suisses, ne

croient pas pouvoir vaincre sans eux ; ce qui fait que les Français ne suffisent pas contre les Suisses, et sans eux ne font rien qui vaille contre les autres.

Les armées de France sont donc en partie mercenaires, et en partie nationales, et ces armées, ainsi mêlées, sont bien meilleures que les simples mercenaires ou les simples auxiliaires et de beaucoup inférieures aux troupes nationales, et il suffit de l'exemple que je viens de rappeler pour montrer que la France serait invincible si l'on y eût gardé et protégé les dispositions données par Charles VII, mais le manque de prudence des hommes fait qu'on commence une chose qui, paraissant bonne au commencement, ne laisse pas voir le venin qu'elle cache, comme j'ai dit qu'il arrive dans la fièvre étiq̄ue. Ainsi le prince qui ne connaît les maux que lorsqu'ils sont arrivés, n'est pas vraiment sage ; mais cette sagesse n'est pas le partage de beaucoup de monde.

Si l'on cherche la cause principale de la décadence de l'empire romain, on trouvera que ce fut d'avoir pris les Goths à sa solde, ce qui rendit ces derniers vaillants aux dépens des troupes romaines.

Je conclus donc que, sans avoir des soldats à lui, aucun prince n'est en sûreté, qu'il se trouve à la merci de la fortune, n'ayant pas les moyens de se défendre dans l'adversité, et c'est une maxime et un sentiment des sages,

qu'il n'y a rien de si faible ni de si instable que la puissance qui n'est pas appuyée sur ses propres fondements. Les troupes propres sont celles qui sont composées de tes sujets, de tes citoyens ou de tes créatures; toutes les autres armes sont mercenaires ou auxiliaires, et on trouvera aisément le moyen de mettre sur pied une milice nationale, si l'on se sert des ordres que j'ai indiqués, et si l'on se rappelle comment se sont armés et organisés Philippe, père d'Alexandre le Grand et plusieurs autres républiques et princes, auxquels je me remets entièrement.

---

## CHAPITRE XIV

### Des devoirs d'un prince envers la milice.

Un prince ne doit avoir d'autre préoccupation, d'autre pensée, ni consacrer ses études à autre chose qu'à la guerre, qu'à l'organisation et à la discipline militaire; c'est là le métier convenable à celui qui commande, et l'efficacité d'une telle science est telle que non-seulement elle conserve leurs États à ceux qui sont nés sur le trône, mais souvent même elle

porte au trône ceux qui sont nés dans une condition privée. Et au contraire on voit que lorsque les princes ont plutôt pensé aux amusements qu'aux armes, ils ont perdu leur Etat. La première cause qui te le fait perdre, c'est de négliger cet art; de même que l'excellence dans l'art de la guerre est le moyen d'acquérir un Etat.

François Sforza, de particulier, devint duc de Milan, parce qu'il était armé; et ses enfants, pour avoir renoncé aux fatigues et aux labeurs des armes, de ducs devinrent des particuliers. Car, parmi les maux qui t'arrivent étant désarmé, c'est que tu deviens méprisable, ce qui est une des infamies qu'un prince doit éviter, ainsi que je le dirai ci-après.

Ne pouvant établir aucune comparaison entre un homme armé et un homme désarmé, la raison ne veut pas que celui qui est armé obéisse volontiers à celui qui est désarmé, ni que le désarmé soit en sûreté parmi des serviteurs armés; car l'un n'ayant que du dédain et l'autre n'ayant que des soupçons, il ne leur est pas possible de marcher d'accord; et par conséquent un prince qui ne sait point l'art militaire ne peut jamais être estimé des soldats ni se fier à eux.

Le prince doit donc s'adonner entièrement aux exercices militaires, et il y doit même s'y exercer plus vivement en temps de paix que durant la guerre, ce qu'il peut faire de deux

manières, l'une par les actions, l'autre par l'esprit.

Quant aux actions, il doit, en outre du soin de tenir ses soldats bien organisés et toujours en haleine, s'exercer à la chasse pour habituer son corps à la fatigue, et pour connaître la nature des lieux, la hauteur des montagnes, les embouchures des vallées, la disposition des plaines, étudier le cours des fleuves et des marais, et cela avec le plus grand soin. Cette connaissance a deux avantages : 1<sup>o</sup> l'on apprend à connaître son pays, et l'on peut mieux comprendre les moyens de le défendre ; 2<sup>o</sup> par la connaissance et la pratique de ces localités, on comprend facilement comment sont faits les autres lieux que l'on a besoin de connaître ; car les collines, les vallées et les plaines, les rivières et les marais qui sont par exemple en Toscane ont une certaine ressemblance avec ceux des autres provinces, de sorte que de la connaissance de l'assiette d'une province, l'on peut parvenir aisément à la connaissance des autres.

Le prince qui manque de cette expérience manque aussi de la première condition que doit avoir un capitaine ; car c'est celle qui lui apprend à rejoindre l'ennemi, à trouver les logements, à conduire les armées, à former les plans de bataille, à assiéger avantageusement les villes. Philopœmen, prince d'Achaïe, est loué par les historiens de ce qu'en temps de

paix il pensait toujours à la guerre, et que, étant à la campagne avec ses amis, il s'arrêtait souvent pour leur demander : Si les ennemis se trouvaient sur cette colline, et que nous nous trouvions ici avec notre armée, qui aurait l'avantage ? Comment pourrions-nous aller sans danger à eux et les attaquer dans les formes ? Si nous voulions battre en retraite, comment ferions-nous ? Et s'ils se retiraient, comment les pourrions-nous poursuivre ? Il leur proposait ainsi toutes les combinaisons qui peuvent arriver dans cette guerre ; il écoutait leurs avis, leur disait le sien, en l'appuyant de ses raisons ; si bien que, par ces discussions continuelles, il ne pouvait jamais, lorsqu'il était à la tête de l'armée, surgir aucun danger pour lequel il n'eût pas de ressource toute prête.

Mais quant à l'exercice de l'esprit, le prince doit lire l'histoire pour méditer les actions des grands hommes, voir comment ils se conduisaient en guerre, examiner les causes de leurs victoires ou de leurs défaites ; mais surtout il doit faire ce qu'ont fait, dans le passé, quelques hommes éminents qui, s'étant proposé un modèle, avaient médité ses gestes et ses actes glorieux, ainsi l'on raconte qu'Alexandre le Grand imitait Achille ; César, Alexandre ; et Scipion, Cyrus. Quiconque lira la *Vie de Cyrus*, écrite par Xénophon, reconnaîtra, dans la vie de Scipion, combien a été glorieux

pour ce dernier de l'avoir pris à modèle, et combien en chasteté, en affabilité, en humanité et en libéralité, Scipion s'était conformé à tout ce que Xénophon avait raconté de Cyrus.

C'est ainsi qu'un prince sage doit agir, sans jamais se tenir oisif en temps de paix ; mais en profiter habilement pour s'en servir dans l'adversité, afin que si la fortune tourne, il soit prêt à parer tous ses coups.

---

## CHAPITRE XV

**Des choses par lesquelles les hommes et notamment les princes sont loués ou blâmés.**

Il nous reste maintenant à voir comment un prince doit se conduire envers ses sujets et ses amis. Et comme je sais que bon nombre d'écrivains ont traité cette matière, je crains de passer pour un présomptueux, si, en l'étudiant à mon tour, je la divise autrement que les autres. Mais mon but étant de faire une chose utile pour ceux qui s'y connaissent, il m'a semblé plus convenable d'en

parler d'après ce qui existe réellement et non pas d'après ce qu'on s'imagine.

Beaucoup de monde s'est figuré des républiques et des principautés qu'on n'a jamais vues ni connues. Car, il y a si loin de la manière dont on vit à celle dont on devrait vivre, que celui qui laisse ce qui se fait pour ce qu'on devrait faire apprend à se ruiner plutôt qu'à se préserver, car il faut qu'un homme qui veut faire profession d'être tout à fait bon au milieu de tant d'autres qui ne le sont pas périsse tôt ou tard. Il est donc nécessaire que le prince qui veut se maintenir apprenne à pouvoir ne pas être bon, pour s'en servir ou non selon que la nécessité l'exige.

Ainsi, laissant de côté les idées qui ne sont qu'imaginaires dans un prince pour s'arrêter à celles qui sont vraies, je dis que tous les hommes et particulièrement les princes, de qui l'on parle le plus, parce que leur position élevée les met plus en vue, se distinguent tous par des qualités dont on les loue, ou on les blâme. L'un est appelé libéral, l'autre mesquin, pour me servir d'un mot toscan (car avare dans notre langue est celui qui s'enrichit par des larcins, au lieu que nous appelons mesquin (*misero*) celui qui ne se sert pas de son bien); l'un est donneur, l'autre grand voleur; l'un cruel, l'autre clément; l'un homme de parole, l'autre sans foi; l'un

efféminé et lâche, l'autre cruel et courageux; l'un affable, l'autre superbe; l'un lascif, l'autre chaste; l'un homme tout d'une pièce, l'autre astucieux; l'un rude, l'autre facile; l'un grave, l'autre étourdi; l'un religieux, l'autre impie, etc.

Chacun me dira que ce serait un trésor, qu'un prince qui, de toutes les qualités que je viens de citer, n'en aurait que les bonnes. Mais parce qu'on ne peut pas les avoir toutes, niaussise servir de toutes, la condition humaine ne le souffrant pas, il faut avoir une prudence plus grande pour savoir éviter l'infamie des vices, qui lui feraient perdre le pouvoir, et se préserver des autres, si c'est possible; mais si c'est au-dessus de ses moyens, il ne doit pas trop s'en tourmenter et veiller entièrement sur les défauts qui pourraient le perdre. Il ne doit pas non plus se préoccuper d'encourir l'infamie pour les vices qui sont nécessaires à la conservation de l'Etat, car tout bien considéré, telle chose qui paraît une vertu, s'il la pratiquait, le ruinerait; et telle autre qui paraît un vice, se trouvera être cause de sa sécurité et de son bonheur.

---

## CHAPITRE XVI

### De la libéralité et de l'avarice.

Pour commencer par les deux premières qualités indiquées plus haut, je dis, que ce serait bon de paraître généreux, mais que si tu exerces ta libéralité de façon à ce que tu ne sois pas craint, cela te nuira. Car si tu es vertueusement généreux, et comme il faut l'être, ta libéralité ne sera point connue, et tu passeras pour avare.

Si l'on veut parmi les hommes mériter le renom de libéral, il ne faut éviter aucune sorte de somptuosité, mais il arrivera que le prince épuisera ainsi tous ses trésors, et qu'il se verra forcé à la fin, s'il veut conserver cette réputation, de charger extraordinairement son peuple, et de recourir aux confiscations et à tous les autres moyens qu'il faut employer pour avoir de l'argent; par où il commence à devenir odieux à ses sujets, et à perdre son crédit à cause de sa pauvreté, car ayant par sa libéralité blessé beaucoup de monde et récompensé peu de gens, il est sensible au plus petit malheur, et se perd au moindre danger; et si par hasard, en voyant son péril,

il veut changer de système, il passe immédiatement pour avare.

Si un prince ne peut donc faire des libéralités sans se faire tort et sans le faire connaître, il ne doit pas, s'il est prudent, se soucier d'être appelé avare; car dans la suite en voyant que ses revenus lui suffisent, qu'il peut se défendre contre ceux qui lui déclarent la guerre, et faire des entreprises sans charger son peuple, il sera tenu pour un homme généreux, attendu qu'au fond il est libéral vis-à-vis de ceux auxquels il n'enlève rien, et avare vis-à-vis du petit nombre auquel il ne donne rien.

De notre temps, nous avons vu faire de grandes choses qu'à ceux qui ont passé pour avares; tous les autres ont succombé. Jules II, après s'être servi du renom de libéral pour parvenir au pontificat ne se soucia plus de l'être, afin de pouvoir faire la guerre au roi de France; et il a fait tant de guerres sans créer d'impôts extraordinaires parce que ses économies lui ont permis d'en faire les frais. L'actuel roi d'Espagne n'aurait jamais remporté tant de victoires s'il eût été libéral.

Par conséquent, un prince ne doit pas se soucier beaucoup d'être appelé avare, pourvu qu'il ne pille pas ses sujets, qu'il puisse se défendre, qu'il ne devienne ni pauvre ni méprisé; car c'est ce vice qui le maintient sur le trône.

Si l'on me disait que c'est par la libéralité, que César est parvenu à l'empire, et que beaucoup d'autres sont arrivés ainsi aux plus hautes dignités, je répondrai : ou tu es prince, ou tu veux le devenir : au premier cas, la libéralité est nuisible; au second, il faut bien être estimé libéral; et César était de ceux qui voulaient arriver à la principauté. Mais si, après y être parvenu, il eût vécu plus longtemps, et s'il n'eût pas modéré ses dépenses, il eût ruiné l'empire.

Si l'on me réplique que plusieurs princes très libéraux ont fait de grandes choses avec leurs armées, je réponds : ou le prince dépense le sien et celui de ses sujets, ou celui d'autrui : quant au sien, il en doit être ménager; mais quant à l'autre, il ne doit négliger aucune libéralité. Car le prince qui marche avec son armée, se nourrissant de butins, de pillages, de contributions de guerre, et dépensant le bien des autres, doit être prodigue, sans cela, il ne serait pas suivi de ses soldats. De ce qui n'appartient pas à toi, ou qui appartient à tes sujets, tu peux être généreux, ainsi que l'ont été Cyrus, César et Alexandre, parce qu'en dépensant le bien des autres on gagne de la renommée, tandis que tu la perds en dépensant le tien.

Rien ne s'use comme la libéralité, car, à mesure que tu en fais, tu perds la possibilité d'en faire, et tu deviens pauvre et mépri-

sable, et si tu veux éviter la pauvreté, il faut devenir voleur et odieux; car le prince doit éviter surtout d'être méprisé ou odieux; or, la libéralité aboutit toujours à l'une de ces deux choses.

Il vaut donc mieux, par conséquent, avoir le renom d'avare, défaut qui ne te rend pas odieux, que de tomber, par manie de libéralité, dans la nécessité de mériter le nom de voleur, ce qui engendre l'infamie et la haine.

---

## CHAPITRE XVII

**De la cruauté et de la clémence, et s'il vaut mieux être aimé que craint.**

En venant maintenant aux autres qualités que j'ai indiquées, je dis que tous les princes doivent désirer de passer pour cléments, et non pas pour cruels; néanmoins, il faut user à propos de la clémence. César Borgia était considéré comme cruel, néanmoins sa cruauté avait arrangé, réuni, pacifié et inspiré confiance à la Romagne. Et, cela bien considéré, l'on verra qu'il a été beaucoup plus clément que le peuple

florentin, qui, afin de ne pas passer pour **cruel**, a laissé détruire la ville de Pistoie.

Un prince qui veut contenir ses sujets dans l'unité et dans la foi ne doit point se préoccuper du reproche de cruauté; car il aura été plus humain en faisant un petit nombre d'exemples, que ceux qui, par trop d'indulgence, laissent surgir des désordres, d'où naissent des massacres et des brigandages qui troublent ordinairement tout un Etat, tandis que les exécutions ordonnées par le prince n'offensent qu'un particulier.

Parmi tous les autres, il est impossible qu'un prince nouveau s'exempte d'être cruel, toute domination nouvelle étant pleine de dangers. C'est ainsi que Virgile fait alléguer par Didon, pour excuser son inhumanité, que son règne était nouveau :

Res dura, et regni novitas, me talia cogunt  
Moliri, et latè fines custode tueri.

Néanmoins, il doit être lent à croire et à agir, n'avoir pas peur de son ombre, et alterner de cette manière la prudence avec la douceur, que le trop de confiance ne le rende trop imprudent, ni le trop de défiance ne le rende intolérable.

Ici s'élève une question : *Est-il mieux être aimé que craint, ou mieux vaut-il être craint*

*qu'aimé ? Je réponds, qu'il faudrait être l'un et l'autre, mais comme c'est difficile de réunir les deux, et qu'il faut renoncer à l'un ou à l'autre, il est plus sûr d'être craint qu'aimé. Car on peut dire que tous les hommes en général sont ingrats, inconstants, dissimulés, lâches devant le danger et âpres au gain. Tant que tu leur fais du bien ils sont tout à toi ; ils t'offrent leur sang, leurs biens, leur vie, leurs enfants, comme je l'ai déjà dit, quand tu n'en as pas besoin, mais quand tu te trouves en danger ils se révoltent. Et le prince qui s'est fié à leurs promesses, n'ayant pas pris ses mesures, périt ; parce que les amis qu'on achète à poids d'argent, et non pas avec la grandeur et la noblesse de l'âme, on les mérite, mais on ne les obtient pas, et quand on en a besoin on ne peut plus compter sur eux. Les hommes craignent moins d'offenser celui qui se fait aimer que celui qui se fait redouter ; car l'amour est un lien que les hommes, qui sont tous méchants, rompent tout aussitôt qu'ils y trouvent leur intérêt ; au lieu que la crainte est entretenue par la peur de la peine, qui ne les quitte jamais. Cependant il faut que le prince se fasse craindre, de manière, que s'il n'obtient pas l'amour, du moins il ne récolte pas la haine : car il n'est pas difficile d'être redouté sans être haï, ce qui arrivera toute fois qu'il s'abstient de toucher aux biens et aux femmes de ses concitoyens et de ses sujets.*

Et même, lorsqu'il est forcé de verser le sang de quelqu'un, ce ne doit être que quand il peut montrer d'avoir raison, et alléguer des motifs évidents; et surtout il doit s'abstenir de toucher aux biens des condamnés; car les hommes oublient plutôt la mort de leur père, que la perte de leur patrimoine. D'ailleurs, les raisons de s'emparer des biens ne manquent jamais, et lorsqu'une fois on commence à vivre de rapine, l'on trouve assez d'occasions de prendre le bien d'autrui; au lieu que les raisons de verser le sang sont plus rares et manquent plus tôt.

Mais quand le prince est à la tête d'une armée, et qu'il commande une grande quantité de soldats, c'est alors qu'il ne doit point se soucier d'être appelé cruel, sans cela son armée ne sera jamais bien unie, ni en état de rien entreprendre.

Entre les admirables actions d'Annibal, on cite, qu'ayant mené en pays étranger une très grosse armée, composée de mille sortes de gens, il ne s'y éleva jamais la moindre dissension, ni entre eux, ni contre lui, ni dans la mauvaise, ni dans la bonne fortune; ce qui ne peut être attribué qu'à son extrême cruauté, qui, jointe à ses innombrables qualités, le rendait vénérable et formidable à ses soldats, et sans quoi toutes ses autres vertus ne lui auraient pas suffi pour produire cet effet.

Les écrivains peu judicieux admirent d'un

côté ses actions, et de l'autre côté en condamnant la principale cause. Mais ce qui montre que les autres vertus ne lui eussent pas suffi, c'est ce qu'on peut voir en Scipion (capitaine très rare, non-seulement de son temps, mais dans la mémoire de tous les siècles), dont les armées se révoltèrent en Espagne, ce qui n'arriva qu'à cause de son excessive indulgence, qui avait donné plus de licence aux soldats que ne permettait la discipline militaire. Cette faute lui a été reprochée par Fabius Maximus, qui l'appela en plein sénat corrupteur de la milice romaine. Les Locriens, ayant été détruits par un lieutenant de Scipion, ne furent point vengés, et l'insolence du lieutenant resta impunie, à cause de cette extrême indulgence, de sorte que, pour l'excuser, un sénateur a dit qu'il y avait beaucoup de gens qui savaient mieux ne pas faillir que corriger les fautes des autres. Sans doute avec le temps Scipion eût terni sa réputation et sa gloire, s'il eût continué dans le même système, étant général en chef; mais comme il vivait sous les ordres du sénat, cette qualité dangereuse, non-seulement resta ignorée, mais tourna même à sa gloire.

D'où je conclus, en revenant à ma thèse, que les hommes aimant à leur gré, et craignant au gré du prince, un prince sage doit s'appuyer sur ce qui lui appartient, et non pas sur ce qui appartient aux autres; il doit seulement

s'arranger, ainsi que je l'ai dit, de manière à éviter la haine.

---

## CHAPITRE XVIII

Comment les princes doivent tenir leurs engagements.

Chacun comprend combien il est louable, dans un prince, de garder la foi, d'agir sincèrement, et non par la ruse; mais l'expérience de nos temps nous montre qu'il n'est arrivé de faire de grandes choses qu'aux princes qui ont fait peu de cas de leur parole, qui ont su adroitement tromper les autres, et qui, à la fin, ont su vaincre ceux qui s'étaient confiés à leur loyauté.

Vous devez donc savoir qu'il y a deux manières de combattre : l'une avec les lois, l'autre avec la force. La première est celle des hommes, et la seconde celle des bêtes. Mais comme souvent la première ne suffit pas, il faut recourir à la seconde. Le prince doit donc nécessairement savoir bien faire l'homme et la bête. C'est ce que les anciens écrivains enseignent à mots couverts quand ils racontent qu'Achille et divers autres princes furent

donnés à nourrir au centaure Chiron, qui devait les élever sous sa discipline, pour signifier que, comme le précepteur était demi-homme et demi-bête, les princes devaient participer des deux natures, l'une ne pouvant pas durer longtemps sans l'autre.

Le prince ayant donc besoin de bien imiter la bête, doit savoir revêtir les qualités du renard et du lion, parce que le lion ne se défend point des filets, ni le renard des loups. Il faut donc être renard pour connaître les filets, et lion pour effrayer les loups. Ceux qui s'en tiennent au lion ne connaissent pas leur métier; par conséquent, un prince prudent ne doit point tenir sa parole quand cela lui fait tort, et quand les occasions qui lui ont fait promettre quelque chose n'existent plus. Si les hommes étaient bons, ce précepte serait mauvais, mais comme ils sont méchants, et qu'ils sont loin de tenir leur parole, tu ne dois pas non plus la tenir, et tu ne manqueras jamais de raisons pour en justifier l'inobservation. J'en pourrais donner mille exemples modernes, et montrer combien de traités de paix, combien de promesses ont été rendus nuls et inutiles par l'infidélité des princes, dont celui qui a eu le plus de succès a le mieux su imiter le renard. Mais il faut savoir bien jouer son rôle; il faut être habile à feindre et à dissimuler, car les hommes sont si simples et si accoutumés à obéir aux circonstan-

ces, que celui qui trompe trouvera toujours quelqu'un à tromper.

De tous les exemples récents, je n'en veux pas oublier un. Alexandre VI ne fit que tromper les hommes; il n'a jamais songé à autre chose, et a toujours trouvé l'occasion de le faire; pas un homme n'a su promettre avec plus d'aplomb, ni faire un plus grand nombre de serments sans en tenir aucun, et pourtant la ruse lui a toujours réussi, parce qu'il connaissait bien son monde.

Un prince n'a donc pas besoin de posséder toutes les qualités que j'ai indiquées, mais il doit paraître les avoir. J'ajouterai même que d'avoir et se servir de ces qualités, c'est dangereux, et qu'il est toujours utile de feindre de les avoir; c'est ainsi qu'il doit paraître clément, fidèle, humain, religieux et intègre: mais il doit rester assez maître de lui pour qu'au besoin il puisse et sache faire tout le contraire.

L'on doit comprendre qu'un prince, et particulièrement un prince nouveau, ne peut pas exercer toutes les vertus qui font passer les hommes pour bons, parce que, étant dans la nécessité de conserver l'Etat, il doit souvent agir contre la foi, la charité, l'humanité et la religion. Il faut donc qu'il ait un esprit capable de tourner suivant que le lui commandent les variations des vents et des circonstances, et, ainsi que je l'ai dit plus haut, ne pas s'é-

carter du bien s'il le peut, mais aussi savoir entrer dans le mal lorsqu'il le faut.

Le prince doit donc avoir grand soin de ne dire jamais rien qui ne respire les cinq qualités que j'ai marquées ; en sorte qu'à le voir et à l'entendre, il semble que c'est la clémence, la fidélité, l'intégrité, l'humanité et la religion même. Cette dernière qualité est celle qu'il lui importe le plus de paraître posséder, parce que les hommes en général jugent plus par les yeux que par les mains ; chacun pouvant voir, mais très peu de personnes sachant toucher. Chacun voit ce que tu parais être, mais très peu de monde connaît ce que tu es, et le petit nombre n'ose pas aller à l'encontre de l'opinion publique, toujours protégée par la majesté de l'Etat. Et dans les actions de tous les hommes, et surtout des princes, contre qui il n'y a point de recours en justice (1), on ne regarde qu'aux résultats.

Un prince n'a donc qu'à vivre (2) et à maintenir son Etat ; les moyens dont il se servira seront toujours trouvés honnêtes et louables, car le vulgaire s'attache toujours aux apparences, et ne juge que par le succès ; le monde est tout vulgaire, et le petit nombre

(1) L'édition de Blado n'a pas les mots *de recours*.

(2) Le manuscrit de la bibliothèque Laurentine dit *vaincre*.

ne se montre que lorsque la multitude ne sait sur quoi s'appuyer.

Un prince contemporain (1), qu'il n'est pas à propos de nommer, ne nous prêche rien que la paix et la bonne foi; mais il est l'ennemi de l'une et de l'autre, et, s'il les avait observées toutes les deux, il aurait perdu bien des fois ses Etats et sa réputation.

---

## CHAPITRE XIX

Il faut éviter d'être méprisé et haï.

Je n'ai parlé que des principales parmi les qualités que j'avais signalées; je veux maintenant examiner sommairement toutes les autres, sous ce titre général, savoir, qu'un prince doit éviter tout ce qui peut le rendre odieux ou méprisable, moyennant quoi il aura rempli son devoir, et ne trouvera aucun danger dans les autres infamies.

Ce qu'il doit éviter, parce que cela le rend plus odieux, comme je l'ai dit, c'est de pren-

(1) Ferdinand de Castille.

dre le bien et les femmes de ses sujets ; chaque fois qu'à la généralité des hommes il n'enlève ni le bien ni l'honneur, ils vivent contents de lui, et alors il n'a plus à combattre que l'ambition du petit nombre, qu'on peut dompter facilement par plusieurs moyens. Ce qui le rend méprisable, c'est de passer pour changeant, léger, efféminé, pusillanime, irrésolu, défauts dont il doit se garder comme d'un écueil, en s'efforçant de montrer dans ses actes de la grandeur, du courage, de la gravité et de la force; pour ce qui concerne les affaires privées de ses sujets, il doit vouloir que ses arrêts soient irrévocables, et que personne ne songe à le tromper ni à le faire changer d'avis. Le prince qui inspire une telle opinion de lui est toujours très estimé, et l'on ne conspire pas facilement contre qui est beaucoup estimé; les ennemis l'attaquent difficilement lorsqu'ils savent qu'il est excellent et que ses sujets le révèrent, car un prince doit avoir deux craintes, l'une du côté de ses sujets, l'autre du côté des puissances étrangères; de celles-ci il s'en défend avec de bonnes troupes et de bons amis, et il aura toujours de bons amis tant qu'il aura de bonnes troupes, et ses affaires intérieures seront toujours solidement organisées, à moins qu'une conspiration ne les trouble pendant qu'il n'aura rien à craindre du dehors; et même si ses rapports extérieurs

venaient à se troubler, s'il est organisé, s'il vit comme je l'ai dit, et s'il ne se relâche point, il pourra résister, ainsi que fit Nabis de Sparte, dont j'ai déjà parlé.

Quant aux sujets, il faut craindre, si les étrangers ne menacent point, qu'ils ne conspirent en secret, ce dont le prince peut assez se prémunir en fuyant ce qui le peut rendre odieux et méprisable, et en tâchant de contenter le peuple, chose absolument nécessaire, ainsi que nous l'avons déjà dit amplement.

L'un des plus puissants remèdes que le prince possède contre les conspirations, c'est de n'être ni haï ni méprisé par la masse, car ceux qui conspirent croient d'ordinaire que le peuple sera bien aise de la mort du prince, au lieu que s'ils croyaient que le peuple dût en être fâché, ils n'oseraient jamais prendre une résolution dont les dangers du côté des conjurés sont infinis.

L'expérience nous apprend qu'il y a beaucoup de conspirations, dont très peu ont réussi, car celui qui conspire ne peut être seul, et ne peut s'associer qu'à des gens évidemment mécontents; or aussitôt que tu as ouvert ta pensée à un mécontent, tu lui donnes de quoi se réjouir, parce qu'en vendant ton secret il peut en espérer de grands avantages; de sorte qu'en voyant le gain d'un côté, et de l'autre côté les doutes et les dangers, il faut bien qu'il soit un ami rare pour

toi ou un ennemi acharné du prince pour te garder le secret.

Mais, en réduisant la chose à ses termes les plus simples, je dis que du côté du conspirateur il n'y a que crainte, jalousie et soupçons qui l'arrêtent, tandis que du côté du prince il y a la majesté du trône, les lois, les défenses des amis et de l'Etat qui le protègent, de manière que, pour peu qu'il jouisse de la faveur populaire, il est impossible que des personnes soient téméraires au point de conspirer contre lui. Car si d'ordinaire le conspirateur a fort à craindre avant que d'en venir au fait, ici il a encore plus à craindre après, puisque le peuple étant contre lui, une fois le crime commis, il se trouve sans refuge.

J'en pourrais citer d'innombrables exemples, mais je me contenterai d'un seul, arrivé du temps de nos pères. Messire Annibal Bentivoglio, aïeul de celui qui règne aujourd'hui, et prince de Bologne, ayant été tué par les Canneschi conjurés, et ne restant de lui que messire Jean encore au maillot, le peuple se souleva aussitôt et massacra tous les Canneschi, et cela parce que les Bentivoglio étaient aimés des Bolonais ; et cette affection était si grande qu'une fois mort Annibal, comme personne n'y restait capable de régir l'Etat, ayant appris qu'il existait à Florence un rejeton de cette famille vivant sous le nom de fils d'un serrurier, les Bolonais se rendirent à

Florence pour le réclamer et lui confièrent le gouvernement de la ville jusqu'à ce que le fils d'Annibal fût en âge de régner.

D'où je conclus que le prince doit faire peu de cas des conspirations lorsqu'il possède la faveur populaire ; mais qu'il a tout à craindre de la part de tout le monde, si le peuple est contre lui et s'il le déteste.

Les Etats bien organisés et les princes sages se sont toujours efforcés de ne pas réduire au désespoir les grands, et de satisfaire et contenter le peuple.

Parmi les royaumes bien gouvernés actuellement, il faut citer la France, où il y a d'excellentes constitutions pour la sûreté du roi et la liberté des sujets ; la meilleure de ces constitutions est sans doute l'autorité du parlement ; car celui qui a organisé ce royaume connaissait d'un côté l'ambition et l'insolence des grands et par conséquent la nécessité de les tenir en bride ; mais aussi, désirant d'un autre côté les mettre à l'abri de la haine du peuple, qui les redoutait, a voulu écarter l'intervention du roi, de peur de l'exposer à la haine des grands, s'il favorisait le peuple, ou à celle du peuple, s'il favorisait les grands. A cet effet, il établit un tiers pouvoir pour réprimer, en dehors du roi, les grands, et défendre les petits. Rien n'est plus prudent ni plus propre à protéger la sécurité du roi aussi bien que celle du royaume.

D'où l'on peut tirer la conséquence que les princes doivent laisser aux autres la disposition des peines et se réserver la distribution des grâces. J'en conclus encore que le prince doit tenir en estime les grands sans se faire détester par le peuple.

On dira peut-être que la vie et la mort de plusieurs empereurs romains sont la preuve du contraire, car il y en a qui, malgré leur conduite excellente et leur grandeur d'esprit, ont néanmoins perdu le sceptre, et quelquefois la vie par des conspirations; pour répondre à cette objection, en même temps que je mettrai en évidence ce qu'il y a de plus remarquable dans leur histoire, je détaillerai les qualités de quelques empereurs, montrant les causes de leur perte, causes qui ne contredisent point ce que j'ai énoncé.

Il suffit de citer tous les empereurs qui ont régné depuis Marc le philosophe jusqu'à Maximin, c'est-à-dire Marc, Commode son fils, Pertinax, Julien, Sévère, Antonin, Caracalla son fils, Macrin, Héliogabale, Alexandre et Maximin.

Il faut premièrement remarquer que si dans les autres Etats il n'y a à combattre que l'ambition des grands et l'insolence du peuple, les empereurs romains avaient une troisième difficulté à surmonter, savoir, la cruauté et l'avarice des soldats, ce qui a été la cause de la ruine de plusieurs, étant très

difficile de contenter en même temps la milice et les peuples, car ceux-ci aiment le repos, et partant les princes modestes; mais les soldats aiment un prince ayant l'humeur guerrière et qui soit insolent, cruel et pillard, et cela dans le but d'avoir double paye et de quoi assouvir leur avarice et leur cruauté, d'où il arriva que les empereurs qui n'avaient pas reçu de la nature ou de l'art assez de crédit pour entraîner les uns et les autres périssaient toujours; et comme la plupart de ces princes, et principalement ceux qui d'une condition privée étaient montés au trône, connaissaient la difficulté de contenter les deux partis, ils se tournaient du côté des soldats sans se soucier beaucoup d'offenser le peuple. Cela leur était nécessaire, car comme les princes ne manquent jamais d'être haïs de quelqu'un, ils doivent tâcher de ne l'être pas de la multitude; et lorsque cela ne se peut pas, il faut qu'ils évitent par tous les moyens possibles la haine du parti qui est le plus puissant.

Or les empereurs nouvellement élus, ayant besoin de faveurs extraordinaires, adhéraient plus volontiers aux soldats qu'au peuple, ce qui néanmoins tournait ou non à leur profit, suivant qu'ils savaient se tenir en crédit auprès d'eux.

D'où il advint que Marc, Pertinax et Alexandre, tout en étant modérés, amis de la justice et ennemis de la violence, humains et affables,

eurent, à l'exception de Marc, une triste fin; Marc seul vécut et mourut très honoré, parce qu'étant venu à l'empire par droit d'héritage, il ne devait de reconnaissance ni aux soldats ni au peuple; qu'ayant en outre des vertus qui le rendaient vénérable, il sut tenir l'un et l'autre parti dans le devoir, et ne fut jamais haï ni méprisé; mais Pertinax, qui avait été fait empereur en dépit des soldats qui, accoutumés à vivre licencieusement sous Commode, ne purent supporter la vie honnête que Pertinax voulait introduire, cela lui attira la haine, et avec la haine le mépris parce qu'il était vieux, et il périt au commencement de son administration.

Il est donc à remarquer que l'on gagne autant la haine en faisant bien qu'en faisant mal. C'est pour cela qu'un prince qui veut maintenir son Etat est souvent contraint de n'être pas bon, car lorsque le parti dont tu crois avoir besoin, soit le peuple, soit les soldats, soit les grands, est corrompu, il faut suivre son humeur et le contenter, et tu n'as plus la liberté de bien faire.

Mais passons à Alexandre, dont la bonté a été si grande, qu'entre les autres éloges qu'on lui donne, on assure qu'en quatorze ans qu'il régna il ne fit jamais mourir personne sans jugement; néanmoins, comme il était tenu pour efféminé et pour homme se laissant mener par sa mère, et par cela même mé-

prisé, l'armée conspira contre lui et le tua.

Au contraire, si nous parlons de Commode, de Sévère, Caracalla et Maximin, on les trouvera très cruels et très avides ; pour contenter les soldats ils n'épargnèrent aucun outrage au peuple ; et tous, excepté Sévère, finirent mal ; parce que Sévère, tout en opprimant les peuples, put régner heureusement, grâce à l'amitié des soldats, et parce qu'il avait des qualités excellentes, qui le faisaient admirer des peuples étonnés, et révéler et aimer des soldats satisfaits. Or, comme ses actes, pour un prince nouveau, ont été grands, je veux dire en peu de mots comment il sut bien imiter le renard et le lion, qui sont les deux natures que j'ai dit, et que je dis encore, que les princes doivent imiter.

Sévère, ayant reconnu la lâcheté de l'empereur Julien, persuada à l'armée qu'il commandait en Slavonie, qu'il fallait aller venger à Rome la mort de Pertinax, qui avait été tué par la garde impériale (1), et, sous ce prétexte, sans montrer nullement qu'il prétendait à l'empire, il partit pour Rome, et arriva en Italie avant même qu'on connût son départ.

Une fois à Rome, il tua Julien, et fut élu empereur par le sénat ; après cela il avait encore deux obstacles pour s'emparer de tout

(1) Le manuscrit de la bibliothèque Laurentine et l'édition de 1813 portent : *par les soldats prétoriens.*

l'empire, l'un en Asie, où Niger, qui commandait les armées asiatiques, avait pris le titre d'empereur; l'autre en Occident, où Albinus aspirait, lui aussi, à l'empire. Et voyant qu'il y avait du danger à se déclarer l'ennemi de tous les deux à la fois, il résolut de combattre Niger et de tromper Albinus. Il écrivit donc à ce dernier que le sénat l'ayant fait empereur, il voulait partager cette dignité avec lui; lui envoya le titre de César, et par délibération du sénat se l'attacha comme collègue; ce qu'Albinus accepta sans hésiter.

Mais après que Sévère eut vaincu et tué Niger, et qu'il eut pacifié l'Orient, étant revenu à Rome, il se plaignit d'Albinus comme d'un ingrat, qui avait attenté à sa vie; ce qui l'obligeait d'aller dans la Gaule pour le punir, comme il fit ensuite, en lui ôtant l'Etat et la vie.

Si l'on examine attentivement les actes de cet homme, on y trouvera la férocité du lion et la ruse du renard; on verra qu'il a été redouté et respecté du peuple, sans être haï des soldats : et l'on ne s'étonnera plus de voir un homme nouveau garder un si grand empire, attendu que sa haute réputation l'a toujours protégé contre la haine que ses peuples pouvaient lui vouer à cause de ses rapines.

Antonin, son fils, avait aussi de très excellentes qualités, qui le rendaient admirable au peuple, et cher aux soldats. Il était homme de

guerre, infatigable, ennemi de la bonne chère et de toute autre mollesse, ce qui le faisait aimer par l'armée. Mais sa férocité et ses cruautés ont été si grandes, que, ayant exterminé une grande partie de la population romaine et toute celle d'Alexandrie, il devint très odieux à tout le monde, et commença à être craint de ceux qui l'entouraient, de sorte qu'il a été tué par un centurion au milieu de l'armée.

Il est à noter que ces attentats, qui viennent d'un courage désespéré, ne sauraient être évités par les princes, tous ceux qui ne se soucient point de leur vie étant maîtres de la leur. Mais comme ces attentats sont très rares, aussi le prince doit peu s'en inquiéter. Il doit seulement se garder d'offenser grièvement aucun de ceux dont il se sert ou qui l'entourent pour le service de l'Etat. C'est la faute commise par Antonin, qui retint parmi ses gardes du corps un centurion dont il avait fait mourir le frère ignominieusement, et à qui il faisait tous les jours des menaces; ce qui lui coûta la vie.

Quant à Commode, il lui avait été facile de tenir l'empire à la satisfaction du peuple et des soldats, l'ayant hérité, et étant fils de Marc, dont il n'avait qu'à suivre les traces; mais comme il était cruel et brutal, et qu'il voulait vivre de rapines, il donna toute sorte de licence à ses soldats. D'ailleurs, oubliant son rang jusqu'à descendre dans l'arène, et à faire

mille autres bassesses indignes de la majesté, il devint méprisable aux soldats: méprisé d'un côté et haï de l'autre, une conspiration éclata contre lui, et il a été tué.

Il nous reste à parler de Maximin. Celui-ci était homme de guerre, et l'armée, fatiguée des molleses d'Alexandre, dont nous venons de parler, une fois ce dernier mort, l'éleva à l'empire. Mais il ne put pas le conserver longtemps, parce que deux choses le rendirent odieux et méprisable: l'une, c'était la bassesse de sa naissance, car, de l'aveu de tout le monde, il avait été berger en Thrace, ce qui soulevait le dégoût universel; l'autre, la renommée de cruel, que lui avait méritée le peu d'empressement qu'il avait mis à venir à Rome pour y prendre possession de l'empire, ses préfets à Rome et dans tout l'empire ayant commis, en attendant, de nombreuses cruautés. De sorte que tout le monde, ému de la vileté de son origine, de la haine et de la crainte qu'éveillait sa férocité, d'abord en Afrique, ensuite dans le sénat et dans le peuple romain, une immense conspiration s'ourdit contre lui. L'armée y participa à son tour, qui, fatiguée de ses cruautés, voyant qu'il ne pouvait pas parvenir à prendre Aquilée, et que tout le monde était contre lui, le tua.

Je ne parlerai point d'Héliogabale, de Macrin, ni de Julien, qui, étant complètement méprisables, furent promptement exterminés.

Mais, pour conclusion, je dirai que les princes de notre temps n'ont pas si grand besoin de satisfaire extraordinairement les soldats, car, quoiqu'il convienne de les ménager un peu, la difficulté n'est pas grave, attendu qu'aucun de ces princes n'a d'armée enracinée dans le gouvernement ou dans les administrations provinciales, comme l'étaient celles des Romains, à qui il importait davantage de contenter les soldats que les peuples, parce que les peuples n'avaient pas tant de pouvoir que les soldats ; aujourd'hui, au contraire, tous les princes, le Turc et le Soudan exceptés, ont plus besoin de contenter les peuples que les soldats, parce que les peuples sont les plus forts. J'excepte le Turc, à cause qu'il entretient toujours environ douze mille hommes d'infanterie et quinze mille de cavalerie, desquels dépend la sûreté et la force de son Etat, et dont, par conséquent, il est nécessaire de conserver l'affection. Il en est de même du Soudan, attendu que son Etat étant tout entre les mains des soldats, il faut nécessairement que, sans se soucier du peuple, il se les conserve amis.

Vous remarquerez que l'Etat du Soudan est différent de toutes les autres principautés, et semblable au pontificat romain, qui ne peut s'appeler ni principauté héréditaire, ni principauté nouvelle, car ce ne sont pas les enfants du prince mort qui lui succèdent, mais celui

qui est élu par ceux qui en ont pris le droit. Cette institution étant très ancienne, une telle principauté ne peut pas être appelée nouvelle, puisqu'il ne s'y rencontre aucune des difficultés qui sont dans les Etats nouveaux. Car, bien que le prince soit nouveau, il est reçu comme s'il était héréditaire, parce que la forme du gouvernement est ancienne.

Mais, pour retourner à mon sujet, je dis que, si l'on considère ce que je viens de dire, on verra que la ruine des empereurs nommés n'est venue que de la haine ou du mépris; et l'on reconnaîtra pourquoi les uns procédant d'une façon, et les autres d'une autre, de part et d'autre, l'un a fini heureusement, et l'autre malheureusement. Car il a été inutile, et même pernicieux pour Pertinax et pour Alexandre, qui étaient des princes nouveaux, de vouloir imiter Marc, qui avait le trône par héritage; et pareillement à Caracalla, Commode et Maximin, d'imiter Sévère, n'ayant pas assez de qualités pour suivre ses traces.

Donc, un prince, établi nouvellement dans un Etat, ne saurait imiter les actions de Marc, et il n'a pas besoin non plus d'imiter celles de Sévère; mais il doit emprunter à celui-ci les qualités nécessaires pour fonder l'Etat, et à l'autre, celles qui sont nécessaires et glorieuses pour conserver un Etat qui est déjà fortement constitué.

## CHAPITRE XX

Si les forteresses et plusieurs autres choses que les princes font souvent sont utiles ou nuisibles.

Quelques princes, pour conserver en toute sûreté l'Etat, ont désarmé leurs sujets ; d'autres ont entretenu la division des partis dans les provinces ; quelques-uns se sont fait des ennemis à dessein ; quelques autres ont voulu gagner ceux qui leur étaient suspects au commencement de leur règne ; d'autres ont bâti des forteresses, d'autres les ont renversées et démolies ; et bien qu'on ne puisse rien décider sur toutes ces choses, à moins d'examiner en détail les Etats où l'on a à prendre de telles délibérations, néanmoins je parlerai de tout cela en général, autant que la matière en elle-même pourra me le permettre.

Il n'est jamais arrivé qu'un prince nouveau ait désarmé ses sujets ; au contraire, quand il les a trouvés désarmés, il les a toujours armés ; car, en leur donnant des armes, ces armes sont à toi, les suspects sont désormais des fidèles, ceux qui étaient fidèles continuent de l'être, et tes sujets deviennent tes partisans.

Mais, comme on ne peut pas armer tous ses sujets, lorsque tu fais du bien à ceux que tu

armes, tu peux être en sûreté du côté des autres; la diversité d'agir qu'ils remarquent vis-à-vis d'eux-mêmes en fait des obligés; les autres t'excusent en constatant que ceux-là ont plus de mérite qui courent le plus de dangers et ont de plus graves devoirs. Mais lorsque tu les désarmes, tu commences par les blesser, car il est évident que tu te défies d'eux, les croyant ou lâches ou infidèles, et ces deux opinions engendrent la haine contre toi. Et comme tu ne peux pas rester désarmé, il faut que tu aies recours à la milice mercenaire, que j'ai déjà appréciée plus haut. Quand même elle serait bonne, elle ne le sera jamais assez pour pouvoir te défendre contre des ennemis puissants ou contre des sujets suspects.

C'est pour cela qu'un prince nouveau dans une principauté nouvelle a toujours, ainsi que je l'ai dit, organisé une armée : l'histoire foisonne de ces exemples. Mais quand un prince acquiert un État nouveau qu'il unit à son État ancien, alors il faut désarmer tes nouveaux sujets, excepté ceux qui se sont déclarés pour toi pendant la conquête. Encore faudra-t-il, dans la suite du temps, les énerver et les amollir, et s'arranger de manière que toute l'armée de ton État soit composée de tes anciens soldats, qui étaient autour de toi dans ton ancien État.

Nos anciens, et particulièrement ceux qui passaient pour sages, disaient qu'il fallait gar-

der Pistoie par les partis et Pise par les forteresses ; et, d'après ce système, ils fomentaient les divisions dans quelques provinces, pour les conserver plus facilement : ce qui devait être bien à une époque où l'Italie était en quelque sorte balancée ; mais je ne crois pas pouvoir conseiller ce système aujourd'hui, parce que je ne crois pas que l'entretien des divisions produise jamais rien de bon ; il faut au contraire que les villes divisées périssent à l'approche de l'ennemi, parce que le parti le plus faible se joindra toujours aux forces étrangères, et l'autre ne pourra plus résister. Les Vénitiens, mus, je crois, par ces motifs, fomentaient les sectes des Guelfes et des Gibelins dans les villes soumises à leur domination, et quoiqu'ils ne les laissassent jamais venir aux mains, ils nourrissaient pourtant des querelles entre eux, afin que leurs sujets, étant occupés de ces divisions, ne pussent pas penser à se soulever ; ce qui, ainsi qu'on l'a vu, tourna depuis contre eux, car ayant été défaits à Viala, une de ces factions prit courage et leur enleva tout leur État.

Ces moyens finissent donc par affaiblir le prince ; c'est ainsi que, dans un fort État, on ne tolérera jamais ces factions, qui tout au plus peuvent être utiles en temps de paix, car elles servent à mener plus facilement les sujets ; mais vient la guerre, et on en comprendra tout de suite le danger.

Sans doute les princes deviennent grands, quand ils surmontent les difficultés et les oppositions qu'on leur fait. Aussi la fortune, surtout lorsqu'elle veut agrandir un prince nouveau, qui a plus besoin de réputation qu'un prince héréditaire, lui suscite des ennemis et des guerres pour lui fournir l'occasion de les vaincre et de s'en servir comme d'autant d'échelons pour monter plus haut.

C'est ainsi qu'on croit généralement qu'un prince sage doit, quand il le peut, entretenir adroitement quelques inimitiés pour acquérir, en les écrasant, une grandeur plus considérable.

Les princes, et notamment les princes nouveaux ont trouvé plus de fidélité et d'utilité chez les hommes qui, au commencement de leur règne leur étaient suspects, qu'en ceux qui leur paraissaient dignes de confiance. Pandolfe Petrucci, prince de Sienne, administrait son Etat plus volontiers par ceux qui lui avaient été suspects que par les autres ; mais comme cela change selon les occasions, on ne peut pas en parler diffusément ; je me bornerai à dire que les hommes qui au commencement étaient des ennemis, s'ils sont de nature à avoir besoin d'appui pour se maintenir, le prince pourra toujours les gagner aisément, et ils seront d'autant plus forcés de le servir avec fidélité, qu'ils verront la nécessité d'effacer par leurs actes la mauvaise opinion

qu'ils avaient d'eux, et ainsi le prince en est plus utilement servi que de ceux qui, le servant avec trop de confiance, négligent ses affaires.

Et puisque le sujet l'exige, je ne saurais oublier de rappeler au prince qui a pris un Etat nouveau par la faveur de ceux du pays, qu'il faut bien considérer les motifs qu'ils ont eus de le favoriser, et si ce n'est pas une affection naturelle envers lui, mais plutôt l'effet du mécontentement de leur situation antérieure, ce sera très difficile de les conserver amis, parce qu'il sera impossible de les contenter.

En méditant les exemples anciens et modernes, il découvrira le motif de tout cela ; il verra qu'il est beaucoup plus facile de gagner l'amitié de ceux qui se contentaient de l'administration précédente, et qui, par conséquent, étaient ses ennemis, que de ceux qui, faute d'en être contents, se sont faits ses amis et l'ont aidé à occuper l'Etat.

Les princes ont l'habitude de bâtir des forteresses pour tenir en bride et arrêter ceux qui conspirent contre eux, et y trouver un refuge contre une première violence. Je loue cette manière parce qu'elle a été en usage chez les anciens ; néanmoins, de notre temps, on a vu Nicolas Vitelli démolir deux forteresses de Città di Castello pour conserver cette place. Guidobaldo, duc d'Urbin, de retour dans ses Etats, d'où César Borgia l'avait chassé,

rasa toutes les forteresses de cette province, persuadé que, sans cela, il aurait plus difficilement pu perdre l'Etat. Les Bentivoglio revenus à Bologne se servirent du même moyen.

Les forteresses sont donc utiles ou non, selon les circonstances, car si d'un côté elles te servent, elles te nuisent d'un autre, et voilà comme il faut raisonner. Le prince qui a plus de peur de ses peuples que des étrangers doit bâtir des forteresses, mais celui qui a plus de peur des étrangers que de ses sujets doit les négliger. Le château que François Sforza a bâti à Milan a fait et fera plus de mal à la maison Sforza que n'importe quel désordre de l'Etat.

La meilleure forteresse est donc l'affection du peuple, car si tu en es détesté, quelque forteresse que tu aies, tu n'es point à l'abri, attendu que le peuple aussitôt qu'il aura pris les armes, ne manquera pas de secours étrangers.

Aujourd'hui on ne voit point que les forteresses aient servi à aucun prince, la comtesse de Forli exceptée, parce que, après le meurtre du comte Jérôme, son mari, grâce à sa forteresse, elle put échapper à la furie du peuple, attendre le secours des Milanais et recouvrer son Etat; mais alors les circonstances étaient telles, que le peuple ne pouvait pas être soutenu par l'étranger. Mais plus tard la forteresse ne lui servit pas à grand'chose lorsque

César l'assaillit, et que le peuple, se tournant contre elle, se joignit à l'étranger: Alors et auparavant mieux lui aurait donc servi de n'être pas détestée par le peuple que d'avoir des forteresses. Tout cela bien considéré, je louerai ceux qui construisent des forteresses et ceux qui n'en construisent point; et je blâmerai quiconque, s'y fiant trop, comptera pour peu de chose la haine de ses sujets.

---

## CHAPITRE XXI

Comment doit se conduire un prince pour se faire estimer.

Rien ne fait tant estimer un prince que les grandes entreprises et les rares qualités. Nous avons aujourd'hui Ferdinand, roi d'Aragon; on peut presque l'appeler prince nouveau, puisque de petit roi il est devenu, par sa renommée et par ses faits glorieux, le premier roi de la chrétienté, et si vous considérez ses actions, vous trouverez qu'elles ont toujours été grandes, et quelques-unes extraordinaires. Au commencement de son règne, il assaillit la Grenade, et cette entreprise fut le fon-

dement de sa grandeur. D'abord il fit cette guerre en badinant, et sachant que personne ne l'en aurait empêché; dans cette affaire, il tint occupés les esprits des barons de Castille, qui, en y pensant, ne songeaient plus à des révolutions; et par ce moyen il gagnait de l'honneur et de l'autorité sur eux, qui ne s'en doutaient même pas. Il put nourrir ses armées avec les deniers de l'Eglise et du peuple, et exercer par cette longue guerre sa milice, qui l'a tant honoré depuis.

Outre cela, pour pouvoir entreprendre de plus grandes choses, se servant toujours du prétexte de la religion, il s'appliqua à une piété cruelle, et chassa les Marana de ses Etats, en les dépouillant. Il ne peut pas y avoir d'exemple plus rare.

Sous le même prétexte, il attaqua l'Afrique, puis l'Italie, et enfin la France, méditant toujours de grandioses desseins, qui tenaient les esprits de ses sujets tendus dans l'admiration, et toujours préoccupés de la réussite de ses entreprises. Et ses guerres sont tellement nées l'une de l'autre qu'elles n'ont jamais laissé aux hommes le loisir de conspirer contre lui.

Il est encore bien utile à un prince de donner des exemples rares dans l'administration intérieure, semblables à ceux que nous avons cités de Barnabé de Milan; lorsqu'il arrive que quelqu'un fasse quelque chose d'extraordinaire, soit en bien soit en mal, dans la vie

civile, il faut alors trouver le moyen de le récompenser ou de le punir, de manière à faire beaucoup parler de lui.

Mais surtout un prince doit s'étudier à paraître grand et excellent dans toutes ses actions. Il se fait encore estimer quand il est un ami véritable, et un véritable ennemi, c'est-à-dire quand, sans aucun ménagement, il se déclare nettement en faveur de quelqu'un contre un autre ; ce parti est toujours le meilleur, que d'être neutre. Car si deux puissants voisins de ton Etat en viennent aux mains, il arrive toujours de deux choses l'une : ou qu'ils sont tels que tu dois craindre du vainqueur, ou non. Dans les deux cas, si tu ne te démasques pas, tu seras la proie du gagnant, à la plus grande satisfaction du perdant : tu n'auras pour toi ni la justice, ni les moyens de te défendre, ni un refuge à espérer, car le vainqueur ne veut point d'amis suspects, sur lesquels il ne puisse compter dans l'adversité ; et celui qui perd ne veut point de toi, après que tu n'as pas voulu t'associer à la fortune de ses armes.

Antiochus était passé en Grèce à l'appel des Étoliens pour en chasser les Romains. Il envoya des ambassadeurs aux Achéens, qui étaient amis des Romains, pour les prier d'être neutres ; et, d'un autre côté, les Romains les engageaient à se déclarer pour eux ; il en fut délibéré dans le conseil d'Achaïe, où l'ambassadeur d'Antiochus les exhortait à la neu-

tralité. A cela l'ambassadeur romain répondit : On vous dit que le parti excellent et très avantageux que vous puissiez prendre est de ne point vous mêler de notre guerre ; et moi, je vous conseille le contraire, car en ne vous en mêlant pas vous resterez, sans espoir et sans honneur, à la discrétion du vainqueur.

Et il arrivera toujours que celui qui n'est point ton ami, sollicitera ta neutralité ; et l'autre te demandera ton intervention armée. Les princes irrésolus adoptent d'ordinaire la neutralité pour se tirer de l'embarras présent, et le plus souvent ils se perdent.

Mais quand tu te declares hautement en faveur de l'un des deux partis, si celui auquel tu adhères est vainqueur, il est ton obligé et même affectionné, quelque puissant qu'il soit et quoique tu sois à sa discrétion ; car les hommes ne sont jamais si malhonnêtes, qu'ils veuillent t'opprimer avec tant d'ingratitude. En outre, les victoires ne sont jamais si entières que le vainqueur n'ait encore besoin d'avoir des égards, surtout à la justice. Si celui auquel tu adhères est vaincu, tu es reçu chez lui, il t'aide autant qu'il peut, et tu deviens le compagnon d'une fortune qui peut se relever.

Dans le cas où ceux qui se font la guerre sont tels que tu n'aies rien à craindre du vainqueur, tu agiras prudemment en te déclarant, parce que tu concours à la ruine d'un voisin, avec celui qui devrait le sauver s'il était

possible, et qu'en gagnant il reste à ta discrétion, étant impossible qu'il ne soit pas vainqueur, aidé par toi.

Ici, il faut noter que le prince ne doit s'associer jamais avec un plus fort que lui pour en attaquer d'autres, excepté lorsque la nécessité le pousse à le faire, comme je l'ai déjà dit ; car s'il est vainqueur, tu restes à sa discrétion, et les princes doivent toujours éviter autant que possible d'être à la merci des autres. Les Vénitiens s'associèrent, lorsque rien ne les y forçait, avec la France, contre le duc de Milan ; d'où s'ensuivit leur ruine.

Mais quand on ne peut pas éviter cette association, ainsi qu'il arriva aux Florentins, lorsque le pape et l'Espagne fondirent avec leurs armées sur la Lombardie, le prince doit y adhérer, ainsi que je l'ai prouvé.

Qu'on ne pense pas qu'un Etat puisse prendre un parti sûr ; même il faut compter que toute décision à ce sujet est douteuse, attendu qu'il est dans la nature des choses d'éviter un inconvénient pour en rencontrer un autre ; mais la prudence consiste à connaître la qualité de ces inconvénients et adopter comme bon le parti qui est moins mauvais.

Le prince doit encore aimer la vertu et honorer tous ceux qui excellent dans les arts. Ensuite il doit encourager ses sujets à exercer tranquillement leurs métiers, soit dans le commerce, soit dans l'agriculture ou dans n'im-

porte quelle profession humaine, afin que l'un ne s'abstienne d'embellir ses propriétés, dans la crainte qu'elles lui soient enlevées, et l'autre hésite à exercer le trafic par la peur des impôts; mais il doit décréter des récompenses à ces industriels et à tout autre qui veut enrichir sa ville ou son Etat.

Enfin, il doit, à certaines époques de l'année, occuper le peuple par des fêtes et des spectacles. Et comme chaque ville est partagée en divers corps de métiers ou en tribus, il doit tenir compte de ces corporations, assister quelquefois à leurs réunions, et se montrer clément et généreux, tout en maintenant la majesté de sa dignité, qui doit paraître en toute chose.

---

## CHAPITRE XXII

### Des ministres des princes.

Ce n'est pas une chose de peu d'importance que de choisir des ministres, qui sont bons ou mauvais, suivant la sagesse du souverain. C'est par les gens qui l'entourent que l'on juge de l'esprit et de la prudence d'un prince.

Quand ils sont capables et fidèles, on doit toujours le croire sage pour avoir su apprécier leur capacité et gagner leur fidélité. Mais quand ils ne le sont pas, on ne peut jamais juger favorablement de lui, attendu qu'un mauvais choix est la plus grande des fautes. Tous ceux qui connaissaient Antoine da Venafro, ministre de Pandolfe Petrucci, prince de Sienne, savaient aussi que Pandolfe était un homme très prudent pour avoir pris un tel ministre.

Or, il y a trois sortes d'esprits : les uns entendent par eux-mêmes, les autres comprennent tout ce qu'on leur montre, et enfin, il en est qui n'entendent ni par eux, ni par autrui. Les premiers sont très excellents, les seconds sont excellents, et les derniers inutiles.

Il fallait donc nécessairement que si Pandolfe n'était pas du premier rang, il appartînt au second, car toutes les fois qu'un prince a l'esprit de connaître le bien et le mal que quel qu'un fait ou dit, quoique de lui-même il ne soit pas un homme de génie, il connaît les bonnes et les mauvaises actions de son ministre, et approuve les unes et blâme les autres, et son ministre, ne pouvant jamais espérer de le tromper, reste homme de bien.

Mais, pour connaître bien un ministre, il est un moyen infallible. Quand tu vois que ton ministre pense plus à lui qu'à toi, et que toutes ses actions tendent à son profit, il ne sera

jamais un bon ministre, et tu ne dois jamais t'y fier. Celui qui manie les affaires d'un Etat ne doit jamais penser à soi, mais toujours au prince, et ne jamais l'entretenir d'autre chose que de ce qui regarde son Etat.

Mais, de son côté, le prince, pour le maintenir bon, doit penser à son ministre; il doit l'honorer, l'enrichir, captiver sa reconnaissance en lui donnant des dignités et des charges, afin que l'abondance d'honneurs et de richesses l'empêche d'en convoiter de nouvelles, et l'abondance des dignités lui fasse redouter les changements, et qu'il comprenne l'impossibilité de rester en charge sans lui.

Lorsque les princes et les ministres agissent de la sorte, ils pourront donc se fier l'un à l'autre; mais quand il en est autrement, il y aura toujours du danger pour les uns et pour les autres.

---

## CHAPITRE XXIII

Comment on doit fuir les flatteurs.

Je ne veux oublier un article important et une faute dont les princes se défendent difficilement lorsqu'ils ne sont pas très sages, qu'ils ne font pas de bons choix. Je veux parler des flatteurs, dont les cours sont pleines, parce que les hommes ont de l'amour-propre et se trompent tellement que c'est à peine s'ils peuvent éviter une telle contagion, et que, voulant l'éviter, ils courent le risque de devenir méprisables.

Car il n'y a d'autre moyen de te garder des flatteries que de persuader aux hommes qu'ils ne te blessent pas en te disant la vérité ; mais lorsque tout le monde peut te dire la vérité, on te manque de respect. C'est pourquoi le prince prudent doit tenir un juste-milieu en choisissant des gens sages qui, seuls, peuvent lui dire la vérité sur les choses qu'il leur demande, sans se mêler du reste. Mais il doit les interroger sur tout, écouter leurs avis, et puis en délibérer à sa guise, agissant envers eux de manière que chacun connaisse et croie que plus on lui parle librement plus on lui plaît ; ceux-là exceptés, il n'en doit pas écou-

ter d'autres, mais demeurer ferme dans ses délibérations. En agissant autrement, ou le prince est perdu par les flatteurs, ou bien il varie souvent, selon la diversité des avis ; ce qui le rend peu estimable.

A ce propos, je veux rapporter un fait moderne. Le prêtre Luc disait un jour de l'empereur Maximilien, son maître, aujourd'hui régnant, qu'il ne prenait conseil de personne, et que néanmoins il ne faisait jamais rien à sa tête, et cela parce qu'il suit un système contraire à celui que je viens d'indiquer ; car l'empereur est un homme réservé, ne communiquant ses projets ni demandant conseil à personne ; mais, comme au moment de les exécuter on commence par les connaître, alors ils sont critiqués par son entourage, et il y renonce facilement. D'où il arrive que l'on défait aujourd'hui ce que l'on avait fait la veille, que l'on ne sait jamais ce qu'il veut faire, et qu'on ne peut pas compter sur ses décisions.

Il faut donc qu'un prince prenne conseil de tout, mais quand il lui plaît et non pas quand il plaît aux autres ; même il doit dégoûter les autres de donner leur avis quand il ne le demande pas. Il doit être grand questionneur, écouter patiemment la vérité et montrer du ressentiment envers ceux qui, par respect, ne la lui disent pas.

Ceux-là se trompent sans doute qui croient qu'un prince considéré par sa prudence n'est

ainsi estimé par lui-même, mais par les bons conseils qu'on lui donne, car c'est une règle générale et infaillible que le prince qui n'est pas sage par lui-même ne peut être bien conseillé, à moins que par hasard il se laisse gouverner par un seul homme qui soit très prudent. En ce cas, il pourrait être bien gouverné; mais cela durerait peu, parce qu'un tel ministre le dépouillerait bientôt de son Etat. Mais en prenant les conseils de plusieurs, le prince qui n'est pas sage n'aura jamais de conseils uniformes, et il ne sera pas capable de concilier les divers avis. Quant aux conseillers, ils ne penseront tous qu'à leurs intérêts, sans qu'il s'en aperçoive ou puisse les corriger. Et comme les hommes sont assez généralement méchants, si on ne leur impose la nécessité d'être bons, le prince ne pourra pas en avoir d'autres.

Je conclus donc que c'est la prudence du prince qui doit faire naître les bons conseils, et non pas les bons conseils qui engendrent la prudence du prince.

\*\*\*\*\*

## CHAPITRE XXIV

Pourquoi les princes d'Italie ont perdu leurs États.

Les règles que je viens d'indiquer, observées avec prudence, feront paraître ancien un prince nouveau, et même le consolideront et le raffermiront dans son Etat comme s'il était un prince héréditaire, parce que les hommes sont plutôt captivés par les choses présentes que par celles passées, et lorsqu'ils s'en trouvent bien ils en jouissent sans s'occuper du reste, et même ils prennent sa défense lorsque le prince ne faillit ni à soi ni aux autres.

Ainsi le prince aura la double gloire d'avoir donné commencement à une nouvelle principauté, de l'avoir embellie et fortifiée par de bonnes armes, de bons amis et de bons exemples, au lieu que celui-là sera doublement infâme qui, étant né prince, aura perdu son Etat par son manque de prudence.

Si l'on considère le roi de Naples, le duc de Milan et d'autres qui ont perdu leur Etat de notre temps, on trouvera premièrement en eux un défaut commun, en ce qui concerne les armées, comme je l'ai montré amplement; en outre, on verra que plusieurs d'entre eux se sont fait haïr par les peuples, ou tout en

s'étant fait aimer par leurs sujets, ils n'ont pas su s'assurer des grands, car il faut avoir ces défauts pour perdre des Etats assez forts pour pouvoir mettre une armée en campagne. Philippe de Macédoine, non pas le père d'Alexandre le Grand, mais celui qui a été vaincu par Titus Quintus, n'avait pas un grand Etat en comparaison des Romains et des Grecs qui l'attaquaient; néanmoins comme il était homme de guerre et qu'il savait entretenir le peuple et s'assurer des grands, il soutint pendant plusieurs années la guerre contre eux; et si, à la fin, il perdit quelques villes, néanmoins le royaume lui resta.

Ce n'est donc point la fortune que nos princes doivent accuser de la perte de leurs Etats après être restés plusieurs années sur le trône, mais leur fainéantise, car n'ayant jamais songé pendant la paix que les choses pouvaient changer, les hommes ayant le défaut de ne point penser à la tempête durant la bonace, lorsque l'adversité survint, au lieu de se défendre, songèrent à fuir, espérant que leurs peuples, dégoûtés de l'insolence du vainqueur, s'empresseraient de les rappeler. Ce parti est bon à prendre quand il n'y en a point d'autres, mais ce qui est bien mal, c'est d'avoir négligé les autres remèdes pour s'en tenir à celui-là, car il ne faut jamais tomber en se berçant dans l'espoir que d'autres te relèveront, ce qui n'arrive jamais, ou si cela arrive, ce n'est pas en fa-

veur de ta sécurité, car tu t'es défendu lâchement et indépendamment de toi. Or il n'y a point de bonnes ni de certaines et durables défenses, que celles qui viennent de toi-même et de ta propre valeur.

---

## CHAPITRE XXV

Combien la fortune a de pouvoir dans les choses de ce monde, et comment on lui peut résister.

Je n'ignore pas que plusieurs ont cru et croient encore que les affaires du monde sont gouvernées de telle manière, par la fortune ou par la Providence, que les hommes, par leur prudence, ne peuvent point les modifier, et qu'elles sont sans remède; par conséquent, on pourrait penser que ce n'est pas nécessaire de s'éreinter pour les diriger, mais qu'il faut s'en remettre au sort. Cette opinion a prévalu en ces temps-ci, à cause des révolutions étranges qu'on a vues, et qu'on voit chaque jour, et qui dépassent toutes nos conjectures; et quelquefois, en y pensant, je penche un peu vers cette opinion.

Néanmoins, comme il ne faut pas admettre

que notre libre arbitre soit éteint, je pense que l'on peut reconnaître que la fortune est l'arbitre de la moitié de nos actions, et nous laisse gouverner à peu près l'autre moitié. Je la compare à un fleuve rapide, qui, venant à déborder, inonde les plaines, renverse les arbres et les maisons, enlève le terrain d'un côté pour le porter dans l'autre; tout le monde le fuit, tout le monde cède à sa furie, sans essayer de résistance; et, quoiqu'il en soit ainsi, les hommes, une fois le calme revenu, ne manquent pas d'y pourvoir avec des chaussées et des digues, de sorte qu'une autre fois, si le fleuve déborde, il est forcé de couler dans un canal, et son impétuosité n'est plus ni si effrénée, ni si dangereuse.

Il en est de même de la fortune; elle montre toute sa puissance là où elle ne trouve pas de résistance organisée, et sa fureur se tourne vers le côté où elle sait qu'il n'y a ni chaussées ni digues pour la contenir.

Si vous considérez l'Italie, qui est le centre de ces révolutions, et qui les a mises en mouvement, vous verrez que c'est une campagne sans barrières ni digues; au lieu que, si elle eût été convenablement mise en état de défense, comme le sont l'Allemagne, l'Espagne et la France, l'invasion n'aurait pas produit autant de révolutions, ou elle n'aurait pas eu lieu.

J'en ai dit assez pour ce qui concerne la ré-

sistance à faire à la fortune en général. Mais, pour entrer dans le particulier, je me demande d'où vient qu'un prince, que l'on voit prospérer aujourd'hui, périt demain sans qu'il ait changé de caractère ni de conduite? Cela arrive, je crois, d'abord par des motifs dont j'ai diffusément parlé plus haut, c'est-à-dire parce que le prince qui ne s'appuie que sur la fortune tombe aussitôt qu'elle varie.

Je crois aussi que celui-là est heureux qui règle sa conduite d'après les circonstances, et que celui-là est malheureux qui ne sait pas se conformer aux temps, car on voit que les hommes, pour arriver au but qu'ils se proposent, c'est-à-dire à la gloire et à la richesse, suivent une route diverse; l'un avec des égards, l'autre avec impétuosité; l'un par la violence, l'autre par la ruse; l'un par la patience, l'autre en sachant attendre : et chacun peut y parvenir par ces moyens différents. Il arrive néanmoins que de deux qui vont par un même chemin, l'un arrive à son but, et l'autre non; et que deux autres ont été également heureux en employant des moyens divers, l'un étant longanime, et l'autre impétueux : ce qui ne saurait venir que de la diversité des temps, qui sont conformes ou non à leur système.

D'où il arrive ce que j'ai dit, que deux qui procèdent diversement réussissent au même but, et que de deux qui procèdent également

vers la même fin, l'un réussit et l'autre non. C'est encore de là que dépend le bien ou le mal ; car, si à un prince qui se gouverne avec patience et circonspection, les temps et les affaires viennent si à propos que, son gouvernement est bon, il prospère ; mais si les temps et les affaires changent, il se perd, parce qu'il ne change pas de conduite.

Il n'y a pas d'homme assez prudent pour savoir toujours s'accorder avec les temps, parce que l'on ne saurait résister à son propre penchant, ou parce que l'on ne peut guère se résoudre à quitter une route où l'on a toujours trouvé la prospérité, et enfin parce que l'homme patient ne sait pas être impétueux quand il faut l'être, ce qui le perd ; au lieu que, s'il changeait de caractère suivant les temps et les choses, on ne changerait pas de fortune.

Le pape Jules II procéda impétueusement dans tous ses exploits, et il trouva les temps et les choses si conformes à sa manière d'agir, que cela lui réussit toujours. Voyez la première entreprise qu'il fit sur Bologne, du vivant encore de Jean Bentivoglio. Les Vénitiens étaient loin d'en être satisfaits ; le roi d'Espagne appelait sur ce fait l'attention de la France, et néanmoins, avec sa brutalité et son impétuosité, il commanda en personne cette expédition : ce mouvement donna à réfléchir à l'Espagne et à Venise, qui ne bougèrent pas, celle-ci par peur, et l'autre dans le

désir de recouvrer tout le royaume de Naples ; d'ailleurs, le roi de France, qui voulait se concilier Jules et humilier les Vénitiens, n'osa pas lui refuser du secours, de peur de l'offenser.

De sorte que Jules, par son mouvement impétueux, fit ce qu'aucun autre pape n'aurait jamais fait avec toute la prudence humaine ; car si, avant de partir de Rome, il avait attendu jusqu'à ce qu'il eût fait toutes les conclusions et les préparatifs nécessaires, comme tout autre pape aurait fait, il aurait échoué, car le roi de France eût trouvé mille prétextes, et les autres lui eussent fait mille peurs.

Je ne parlerai point de ses autres actions, qui ont toutes été semblables, et toutes également heureuses ; la brièveté de sa vie ne lui a pas permis d'essayer le contraire, car, si une époque était arrivée à laquelle il fallût marcher avec précaution, il eût trouvé sa ruine, attendu qu'il n'aurait jamais changé les moyens pour lesquels la nature l'avait créé.

Il faut en conclure que, si la fortune change, et les hommes s'obstinent à se servir toujours des mêmes moyens, ils sont heureux tant qu'ils s'accordent avec la fortune ; mais ils sont malheureux aussitôt que cesse cet accord.

Je pense donc que mieux vaut être impétueux que circonspect, parce que la fortune est femme, et que, pour la subjuguier, il faut

la battre et la pousser, car elle se laisse vaincre plutôt par eux que par ceux qui agissent froidement. Aussi, toujours en sa qualité de femme, elle est l'amie des jeunes gens, parce qu'ils sont moins circonspects, plus entreprenants, et qu'ils commandent avec plus d'audace.

---

## CHAPITRE XXVI

### Exhortation à délivrer l'Italie des barbares.

Considérant donc tout ce que nous venons d'examiner, et réfléchissant si les circonstances actuelles seraient favorables à l'élévation d'un prince nouveau, et s'il y aurait sujet pour un homme prudent et vaillant d'introduire en Italie une forme nouvelle de gouvernement, qui fît honneur à sa personne et profit à toute la nation; il me semble que tant de choses concourent en faveur de cette entreprise, que je ne sais pas s'il pourrait jamais venir un moment plus propre à l'exécuter.

S'il fallait comme j'ai dit, que le peuple d'Israël fût esclave en Égypte, pour mettre en évidence la vertu de Moïse; que les Perses fussent opprimés par les Mèdes, pour juger

de la grandeur et du génie de Cyrus ; et que les Athéniens fussent dispersés pour connaître l'excellence de Thésée : il fallait aussi, pour mesurer la valeur d'un Italien que l'Italie tombât dans une si grande misère qu'elle fût plus esclave que les Hébreux, plus asservie que les Perses, plus dispersée que les Athéniens ; qu'elle fût sans chef et sans lois, frappée, dépouillée, déchirée et envahie, et qu'elle eût souffert toute sorte de dégâts.

Quoique jusqu'ici on eût vu un éclair de génie dans quelque individu pour nous faire espérer que Dieu l'envoyait pour la délivrance, néanmoins on a vu après que la fortune l'a toujours abandonné dans le plus beau de sa course ; de sorte que l'Italie, n'ayant plus qu'un souffle de vie, attend celui qui guérisse ses blessures et qui mette fin aux dévastations et au pillage de la Lombardie, aux vols et aux réquisitions du royaume de Naples et de la Toscane, et qui panse des plaies que le temps a rendues presque incurables. Voyez comme elle prie Dieu de lui envoyer quelqu'un, qui l'affranchisse de cette oppression et de l'insolence des barbares ; voyez-la toute prête (1) et décidée de suivre un drapeau, pourvu que quelqu'un le prenne en main.

Il est évident qu'elle ne peut espérer autre

(1) Ainsi, le manuscrit de la Laurentine ; d'autres éditions disent *humiliée*.

chose à présent, que de voir votre illustre famille se mettre à la tête de cette rédemption, famille qui, par sa fortune et par ses vertus a su tellement s'élever et que, Dieu et l'Eglise, dont elle tient la souveraineté, ont favorisée. Et cela ne vous paraîtra pas difficile si vous vous rappelez les gestes et la vie de ceux dont j'ai parlé. Car tout en étant rares et étonnants, ces hommes n'étaient que des hommes, et personne n'a eu une occasion plus favorable que la vôtre; leurs entreprises n'ont été ni plus justes ni plus faciles que la vôtre; et Dieu n'a pas été plus favorable pour eux qu'il ne l'est pour vous.

Ici est une grande justice, car toute guerre nécessaire est juste, et les armes sont miséricordieuses là où il n'y a d'espoir qu'en elles. Ici, il y a une très grande disposition, et là où la disposition est grande, les difficultés sont moindres, pourvu qu'on s'inspire des exemples dont je vous ai proposé l'imitation.

De plus, il y a des faits extraordinaires opérés par Dieu. La mer s'est ouverte, une nuée a montré le chemin, l'eau a jailli d'une pierre, il a plu de la manne; tout a concouru à votre agrandissement. C'est à vous de faire le reste. Dieu ne veut pas tout faire pour ne pas nous ôter notre franc-arbitre, ni la part de la gloire qui nous appartient.

Il ne faut pas s'étonner si aucun des Italiens que j'ai nommés n'a pu faire ce que l'on

espère que fera votre illustre famille; ni si, au milieu de tant de révolutions italiennes et de tant de guerres, il semble que la vertu militaire soit éteinte, car cela vient de ce que l'ancienne organisation militaire n'était pas bonne, et que personne n'a su en trouver une nouvelle.

Rien n'honore tant un homme qui vient de monter à la principauté, que les nouvelles lois et les nouvelles organisations qu'il a créées lui-même. Ces choses, lorsqu'elles sont bien fondées, et qu'elles ont de la grandeur, le rendent admirable et respecté, et en Italie, il ne manque pas de matière qu'on puisse façonner comme l'on veut.

La valeur des membres serait ici très grande si elle ne manquait pas aux chefs, témoin les duels et les autres combats particuliers où l'on voit que les Italiens surpassent les autres par la force, l'adresse et la ruse, au lieu que rien ne paraît de tout cela dans les armées; ce qui dérive de la faiblesse des chefs, à qui ceux qui savent leur métier ne veulent pas obéir. Or, chacun se flatte de le savoir; et il ne s'est encore vu personne qui par sa valeur ou par son bonneur ait pu tellement s'élever de forcer les autres à lui céder.

C'est pour cela que, dans tant de guerres faites en ces vingt ans derniers, toute armée composée d'Italiens seuls n'a jamais rien fait qui vaille; témoin le Tar, Alexandrie, Capoue,

Gênes, Vaïla, Bologne, Mestre. Si donc votre maison veut suivre les traces de ces excellents hommes, qui ont délivré leur pays, il faut avant toute chose, comme étant le vrai fondement de toutes les entreprises, avoir une milice nationale, ne pouvant point y exister de plus fidèles, de plus vrais, ni de meilleurs soldats. Et quoique chacun d'eux soit bon, tous ensemble deviendront meilleurs, quand ils verront leur prince les commander, les honorer et les entretenir.

Il est donc nécessaire de se pourvoir d'armes nationales pour être en état de résister par la valeur italienne aux étrangers, et quoique l'infanterie suisse et l'infanterie espagnole soient estimées et terribles, ont néanmoins l'une et l'autre leurs défauts, et par conséquent une autre armée, pourrait non-seulement leur résister, mais encore les vaincre; les Espagnols ne pouvant soutenir la cavalerie, et les Suisses ayant peur des fantassins quand ils en rencontrent d'aussi obstinés qu'eux en bataille.

En effet, on a vu et on verra encore que les Espagnols ne peuvent tenir contre la cavalerie française, et que les Suisses sont battus par l'infanterie espagnole; et, quoique, pour ce qui concerne ces derniers, l'expérience ne soit pas encore complète, toutefois on en a vu échantillon à la bataille de Ravenne, quand l'infanterie espagnole en vint aux prises avec les Allemands, qui gardent le même ordre que

les Suisses, et que les Espagnols, grâce à leur agilité et à leurs boucliers, s'étaient jetés au travers des piques des Allemands et les blessaient sans danger et sans que ces derniers pussent se défendre, et allant être entièrement défaits, sans la cavalerie qui les dégagea. On peut donc, connaissant le défaut de l'une et de l'autre infanterie, en organiser une nouvelle qui puisse tenir contre la cavalerie et ne craigne point l'infanterie; ce qu'on obtiendra non pas par la disposition des armes, mais par le changement d'organisation; et ce sont ces nouvelles organisations qui donnent de la réputation et de l'autorité à un prince nouveau.

Il ne faut donc pas laisser échapper cette occasion; il est temps que l'Italie, après de si longues souffrances voie enfin paraître son libérateur. Je ne puis exprimer avec quel amour, avec quelle ardeur de vengeance, avec quelle tendresse, avec quelles larmes il serait reçu dans toutes ces provinces qui ont tant souffert de l'invasion étrangère. Où seraient les villes qui lui fermeraient leurs portes, et les peuples qui refuseraient de lui obéir? Quelle jalousie s'opposerait-elle à lui? Quel Italien lui refuserait-il son hommage? CHACUN EST DÉGOUTÉ DE CETTE DOMINATION BARBARE. Que votre illustre maison prenne donc cette entreprise en main avec les espérances qui accompagnent toutes les causes justes. afin que notre patrie

en soit ennoblie sous son drapeau, et que sous ses auspices deviennent une vérité ces vers de Pétrarque :

Virtù contra'l furore  
Prenderà l'arme, e fia'l combatter corto;  
Chè l'antico valore  
Negl' Italici cuor non è ancor morto (1).

(1) La vertu prendra les armes contre la fureur, et la bataille sera courte, car l'ancienne vaillance n'est pas encore éteinte dans le cœur des Italiens.



## TABLE DES MATIÈRES

---

	Pages.
<b>Lettre</b> .....	<b>V</b>
<b>Machiavel et son œuvre</b> .....	<b>IX</b>
<b>Dédicace à Laurent de Médicis</b> .....	<b>53</b>
<b>CHAPITRE PREMIER.</b> — Combien il y a de sortes de souverainetés, et par quels moyens on peut les acquérir.....	<b>57</b>
<b>CHAP. II.</b> — Des principautés héréditaires....	<b>58</b>
<b>CHAP. III.</b> — Des principautés mixtes.....	<b>59</b>
<b>CHAP. IV.</b> — Pourquoi le royaume de Darius occupé par Alexandre ne se sou- leva point contre ses succes- seurs.....	<b>71</b>
<b>CHAP. V.</b> — Comment il faut gouverner les villes, ou les principautés qui, avant d'être occupées, se gou- vernaient par leurs propres lois.	<b>75</b>
<b>CHAP. VI.</b> — Des nouveaux Etats que l'on ac- quiert par les armes et par sa propre valeur.....	<b>77</b>
<b>CHAP. VII.</b> — Des principautés nouvelles, que l'on acquiert par les forces d'au- trui, ou par bonheur.....	<b>82</b>
<b>CHAP. VIII.</b> — De ceux qui, par des crimes, sont devenus princes.....	<b>93</b>
<b>CHAP. IX.</b> — Du gouvernement civil.....	<b>99</b>
<b>CHAP. X.</b> — Comment on doit mesurer les for- ces des gouvernements.....	<b>104</b>

	pages.
CHAP. XI. — Des principautés ecclésiastiques..	107
CHAP. XII. — Des diverses espèces de milice, et des soldats mercenaires.....	111
CHAP. XIII. — Des troupes auxiliaires mixtes et nationales.....	119
CHAP. XIV. — Des devoirs d'un prince envers la milice.....	124
CHAP. XV. — Des choses par lesquelles les hom- mes et notamment les princes sont loués ou blâmés.....	128
CHAP. XVI. — De la libéralité et de l'avarice...	134
CHAP. XVII. — De la cruauté et de la clémence, et s'il vaut mieux être aimé que craindre.....	134
CHAP. XVIII. — Comment les princes doivent ten- ir leurs engagements.....	139
CHAP. XIX. — Il faut éviter d'être méprisé et haï.	143
CHAP. XX. — Si les forteresses et plusieurs au- tres choses que les princes font souvent sont utiles ou nuisibles.	157
CHAP. XXI. — Comment doit se conduire un prince pour se faire estimer...	163
CHAP. XXII. — Des ministres des princes.....	168
CHAP. XXIII. — Comment on doit fuir les flat- teurs.....	171
CHAP. XXIV. — Pourquoi les princes d'Italie ont perdu leurs Etats.....	174
CHAP. XXV. — Combien la fortune a de pouvoir dans les choses de ce monde, et comment on lui peut résister.	176
CHAP. XXVI. — Exhortation à délivrer l'Italie des barbares.....	181



La **BIBLIOTHÈQUE NATIONALE**, fondée en 1863 dans le but de faire pénétrer au sein des plus modestes foyers les œuvres les plus remarquables de toutes les littératures, a publié, jusqu'à ce jour, les principales œuvres des

**HISTORIENS** : Suétone. — Salluste. — Plutarque. — Voltaire. — Montesquieu. — Saint-Réal. — Linguet. — Mme Roland.

**ORATEURS, PHILOSOPHES ET MORALISTES** : Cicéron. — Épictète. — Descartes. — J.-J. Rousseau. — Pascal. — La Rochefoucauld. — La Bruyère. — Vauvenargues. — La Boétie. — Mably. — D'Alembert. — Condorcet. — Mirabeau. — Chamfort. — Camille Desmoulins. — Lamennais. — Paul-Louis Courier. — Alfieri. — Machiavel. — Beccaria.

**POÈTES** : Boileau. — La Fontaine. — Gresset. — Byron. — Horace. — Dante. — Juvénal. — Tassoni.

**SAVANTS** : Fontenelle. — D'Alembert.

**AUTEURS DRAMATIQUES** : Corneille. — Racine. — Molière. — Regnard. — Le Sage. — Beaumarchais. — Piron. — Schiller. — Goethe.

**ROMANCIERS ET FANTAISISTES** : Longus. — Rabelais. — Érasme. — Diderot. — Voltaire. — Fénelon. — Le Sage. — Scarron. — Prévost. — Cazotte. — Bernardin de Saint-Pierre. — Brillat-Savarin. — X. de Maistre. — Swift. — Sterne. — Cervantès.

---

## Envoi franco du Catalogue

---

On trouve chez les mêmes Éditeurs

### L'ÉCOLE MUTUELLE

COURS D'ÉDUCATION POPULAIRE EN 23 VOLUMES

Comprenant : Grammaire. — Arithmétique et Tenue des livres. — Histoire naturelle. — Agriculture. — Cosmographie. — Droit usuel. — Géographie générale. — Physique. — Hygiène. — Musique. — Chimie. — Géographie de la France. — Mythologies et Religions. — Philosophie et morale. — Botanique. — Histoire de France. — Inventions et Découvertes. — Géométrie. — Histoire du moyen âge. — Histoire ancienne et moderne. — Dictionnaire usuel de la langue française.

Paris. — Typ. de Rouge frères et Comp., rue du Four-St-Germain, 42.